

Secrétariat général Service des ressources humaines Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération Département du pilotage de la mobilité 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP 0149554955	Note de mobilité SG/SRH/SDCAR/2023-816 27/12/2023
--	--

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 93

Objet : 2ème campagne fil de l'eau – Décembre 2023 – Publication 1 mois

Modalités de candidatures pour les candidats internes • Le dépôt des candidatures est dématérialisé dans Agrimob, • Le numéro de campagne à sélectionner dans Agrimob est indiqué dans le tableau récapitulatif des postes proposés, • Le guide utilisateur pour la télé déclaration est téléchargeable au lien suivant : <https://gestion.agorha.agriculture.gouv.fr/Tele-candidature-AgriMob> Modalités de candidatures pour les candidats externes • Prise de contact obligatoire avec la structure dont les coordonnées sont indiquées dans la fiche de poste, Faire demande à la structure du dossier mobilité. Conformément à ses engagements reconnus par l'attribution du double label AFNOR « Egalité professionnelle » et « Diversité », le MASA ouvre l'ensemble de ses postes aux candidats reconnus en situation de handicap. Afin de prendre connaissance des spécificités et contraintes éventuelles des postes offerts, les candidats sont invités à se rapprocher des personnes à contacter, mentionnées dans les fiches de poste, qui fourniront toute information utile et préciseront les dispositifs d'accompagnement à la prise de poste et/ou à l'adaptation du poste de travail pouvant être déployés. En outre, les candidats seront informés des activités éventuellement non télétravaillables. Elles sont mentionnées dans les fiches de poste. A défaut, les activités sont toutes télétravaillables. A l'issue de la procédure de sélection, les candidats non retenus en seront informés et pourront, s'ils s'estiment avoir fait l'objet d'une rupture d'égalité de traitement, saisir la cellule de signalement des

discriminations du ministère Allodiscrim, dans un délai de 3 mois (sa consultation est gratuite). - Pour saisir la cellule : - Par téléphone : 01 49 55 82 41 - Par la plateforme : allodiscrim.wethics.eu code : 1881 - Par courrier : Allodiscrim 51 rue Bonaparte 75006 PARIS

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite au " fil de l'eau ".

Vous trouverez ci-dessous :

- Le tableau récapitulatif des postes proposés,
- Les fiches de poste correspondantes.

P/Le sous-directeur de la gestion
Des carrières et de la rémunération

Virginie Chenal

TABLEAU DES POSTES PROPOSÉS

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28 JANVIER 2024					
	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
Fil Eau - Publication du 28/12/2023	32226	Lycée agricole et général de Pouembout (7452)	B	Responsable des systèmes d'informations et réseaux	V	
	32230	DGPE/SCPE/SDPE/BESEC (50955)	A	Chargé.e de mission Performances environnementales en Elevage et ICPE	V	
	32231	DGPE/SCPE/SDPE/BESEC (50955)	A	Chargé.e de mission Agronomie et environnement	V	
	32232	DGPE/SCPE/SDPE/BF (50956)	A	Chargé.e de mission Préservation des espaces agricoles	V	
	32233	DGPE/SEI/SDI/BEPI (50964)	A	Chargé.e de mission Asie de l'Est	V	
	32234	DGPE/SGPAC/SDGP/BBEP (50970)	A	Chef.fe de bureau Budget et Etablissements publics	V	
	32236	DREAL BRETAGNE/CPCM Rennes (34524)	B	Chargé.e de validation CPCM	V	
	32237	DREAL BRETAGNE/CPCM Rennes (34524)	B	Adjoint.e au responsable du pôle transverse CPCM	V	
	32238	DREAL BRETAGNE/CPCM Rennes (34524)	B	Adjoint.e du responsable du CPCM / Responsable du pôle comptable transversal	V	
	32239	DREAL BRETAGNE/CPCM Rennes (34524)	B	Chargé.e de prestations comptables CPCM	S	
	32240	DAAF MARTINIQUE SEF (5060)	A	Chef.fe de service Agriculture et Forêt	V	
	32241	DAAF MAYOTTE FORMATION ET DEVELOPPEMENT (5171)	A	Chargé.e de mission Formation continue, VAE, habilitations	V	
	32242	DDT ISERE/SADR (4777)	A	Chef.fe de service SADR	V	
	32243	DDT HAUTE LOIRE/SEA (2362)	A	Adjoint.e au chef d'unité	V	
	32244	DDT LOZERE BIODIVERSITE EAU FORET (3425)	A	Chef.fe d'unité forêt	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28 JANVIER 2024					
Fil Eau - Publication du 28/12/2023	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	32245	DDT(M)48/SREC (53877)	B	Technicien.ne forêt	V	
	32246	DDT BAS RHIN SERVICE AGRICULTURE (2083)	B	Gestionnaire MAE-hamster-Agriculture biologique	V	
	32247	DDT RHONE SEADR (4834)	B	Coordinateur.rice des contrôles	V	
	32248	DDT Haute-Savoie - Direction (4892)	B	Assistant.e de direction	V	
	32249	DDT TARN SEAF - BPAC (33685)	A	Adjoint.e à la cheffe du SEAF	S	
	32250	DDT TARN ET GARONNE ECO.AGRICOLE ET RURALE (3893)	A	Chef.fe de bureau agriculture durable, exploitations et forêts	V	
	32251	DDT VAUCLUSE ENVIRONNEMENT (4661)	A	Chef.fe d'unité Forêt	V	
	32252	DRAAF PACA/SG (1947)	A	Adjoint.e à la secrétaire générale	V	
	32253	DRAAF BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE / SG - Besancon (51112)	B	Responsable de gestion budgétaire	V	
	32254	DRAAF BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE / SRFD - Dijon (51121)	B	Gestionnaire dans l'unité « activités transversales »	V	
	32255	DRAAF OCCITANIE / SRISET - Toulouse (51632)	A	Gestionnaire RICA	V	
	32256	DRAAF HAUTS-DE-FRANCE / SRFD - Lille (51321)	A	Chargé.e d'appui aux établissements	V	
	32258	DDT SAVOIE DIRECTION (4862)	B	Assistant.e de direction	S	
	32259	DGPE/SCPE/SDPE (50953)	A+ ou A	Adjoint.e sous directeur de la SDPE	V	
	32260	DDT CHER Service Economie Agricole et Développement (2658)	B	Gestionnaire Aides surfaciques	S	
	32261	DDT MAYENNE EAU ET BIODIVERSITE (4211)	B	Contrôleur.euse environnement et de la conditionnalité des aides de la PAC et de la directive Nitrates	V	
	32262	DRAAF NORMANDIE - CPCM Rouen (34525)	A	Responsable Centre de Prestations comptables Mutualisées	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28 JANVIER 2024					
Fil Eau - Publication du 28/12/2023	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	32263	DRAAF NORMANDIE / SRISE - Rouen (51231)	B	Gestionnaire d'enquêtes	V	
	32264	DRAAF PAYS DE LA LOIRE SRISE (1834)	A	Adjoint.e au chef de pôle Responsable d'enquêtes CIS	V	
	32265	DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE / SG - Poitiers (51513)	B	Administrateur.rice système et réseaux d'information	V	
	32266	DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE / SREAA - Bordeaux (51541)	A	Chef.fe de cellule Développement agricole	V	
	32270	DAAF976/SALIM (5176)	A	Chef.fe d'unité SPAE	V	
	32271	DDPP06/SPAE (53414)	B	Gestionnaire santé et protection animale (SPA)	V	
	32272	DDPP29/ABATTOIR DE QUIMPERLE (5624)	B	Chargé.e d'inspection Abattoir	S	
	32273	DDPP29/SSA/QUIMPER (20029)	B	Chargé.e d'inspection Restauration collective	S	
	32274	DDPP38/QSA (34608)	B	Inspecteur.trice export - Brexit	V	
	32275	DDPP42/ABATTOIR DE FEURS (7223)	A	Vétérinaire Officiel	V	
	32276	DDPP44/ABATTOIR D'ANCENIS (51033)	B	Inspecteur.trice en abattoirs de volailles	V	
	32277	DDPP45/SPAE (53572)	A	Adjoint.e au chef SPA	S	
	32278	DDPP64/ABATTOIR DE CAME (34198)	A	Vétérinaire Officiel(le) en abattoir	V	
	32279	DDPP64/SSA/BAYONNE (20321)	A	Adjoint.e au responsable de la délégation territoriale	V	
	32280	DDPP64/SSA/PAU (53648)	A	Chef.fe du service	S	
Fil Eau - Publication du 28/12/2023	32281	DDPP69/SPA (4840)	B	Inspecteur.trice en santé et protection animales	S	
	32282	DDPP86/ABATTOIR DU VIGEANT (6974)	B	Inspecteur.trice en abattoir	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28 JANVIER 2024					
Fil Eau - Publication du 28/12/2023	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	32283	DDPP86/ABATTOIR DU VIGEANT (6974)	B	Inspecteur.trice en abattoir	V	
	32284	DDPP86/SPAE (53727)	A	Inspecteur.trice adjoint au chef de service	V	
	32285	SD/DDETSPP/DDETSPP18/SPA (64694)	B	Inspecteur.trice santé et protection animale	V	
	32286	SD/DDETSPP/DDETSPP19/PP/SPAE (64701)	B	Technicien.ne	V	
	32287	SD/DDETSPP/DDETSPP19/PP/SQSA/ABATTOIR D'ARGENTAT (64703)	B	Inspecteur.trice en abattoir	V	
	32288	SD/DDETSPP/DDETSPP32/SV-SSA/ABATTOIR D'AUCH (64749)	B	Chargé.e d'inspection en abattoir de volailles	V	
	32289	SD/DDETSPP/DDETSPP36/TPP/SSA (64760)	B	Inspecteur.trice en sécurité sanitaire des aliments	V	
	32290	SD/DDETSPP/DDETSPP41/SSA (64790)	B	Chargé.e d'inspection	V	
	32291	SD/DDETSPP/DDETSPP43/SPVE/SQA (64799)	A	Vétérinaire VO abattoirs au service SSA: coordination des abattoirs	V	
	32292	SD/DDETSPP/DDETSPP48/PP/SPAE (64819)	A	Chargé.e de mission en santé et protections animales	S	
	32293	SD/DDETSPP/DDETSPP48/PP/SSA-CCRF (64820)	B	Inspecteur.trice en sécurité sanitaire des aliments	V	
	32294	SD/DDETSPP/DDETSPP53/PP/SV-QSA/ABATTOIR DE LAVAL - (64846)	B	Chargé.e d'inspection en abattoir et industries agroalimentaires	V	
	32295	SD/DDETSPP/DDETSPP53/PP/SV-SPA (64839)	A	Chef.fe de service Santé et Protection Animale	S	Le poste est télétravaillable
	32296	SD/DDETSPP/DDETSPP65/DIRECTION (64876)	B	CRAQ/RQL & assistant de direction	V	
	32297	SD/DDETSPP/DDETSPP73/PV/PSA (64899)	B	Inspecteur.trice en santé et protection animales	S	
	32298	SD/DDETSPP/DDETSPP73/PV/SSA (64900)	B	Inspecteur.trice en sécurité sanitaire des aliments	V	
	32299	SD/DDETSPP/DDETSPP81/SSA (64923)	A	Adjoint.e chef de service Coordonnateur.rice abattoirs	S	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28 JANVIER 2024					
Fil Eau - Publication du 28/12/2023	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	32300	DRAAF31/SRAL/MONTPELLIER (51671)	B	Inspecteur.trice phytosanitaire	S	
	32301	DRAAF31/SRAL/TOULOUSE (51672)	B	Inspecteur.trice phytosanitaire - chargé de mission intrants	S	
	32302	DRAAF44/SRAL/NANTES (33599)	A	COSIR Correspondant Systèmes d'Information-Cartographie	S	
	32303	DRAAF44/SRAL/NANTES (33599)	A	Chargé.e de mission à enjeux - pôle Alimentation	V	
	32304	DRAAF51/SRAL/CHALONS (51472)	B	Chargé.e d'inspection Qualité et Protection des végétaux	S	
	32305	DRAAF51/SRAL/METZ (51473)	B	Chargé.e d'Inspection Qualité et Protection des végétaux	S	
	32306	DRAAF80/SRAL/AMIENS (51372)	A	Chef.fe de pôle santé publique vétérinaire et pilotage de la gouvernance sanitaire	V	
	32339	AC/DGAL/SPPSI/SDPRS/BL (64437)	A	Chef.fe de bureau	V	
	32340	AC/DGAL/SPPSI/SDPRS/BL (64437)	A	Adjoint.e chef de bureau	S	
	32341	DGER/DAT/PSDNSI (53284)	A	Directeur.rice de projet « Convergence de SI de l'enseignement agricole et de l'éducation nationale »	V	
	32342	DGER/DAT/PSDNSI (53284)	A	Adjoint.e au chef de pôle pilotage du SI de l'enseignement et de la recherche agricoles	V	
	32343	AC/SG/DAJ/SDDPG/BDEI (64447)	A	Adjoint.e chef de bureau du droit Européen et International	S	
	32344	SG/SAFSL/SDLP/B moyens logistiques (11710)	B	Gestionnaire des frais de missions	V	
	32345	AC/SG/SNum/DASN/BSIS/Paris (64574)	A	Responsable technique numérique	V	
	32346	AC/SG/SNum/DETNA/BPT/Paris (64553)	A	Ingénieur.e réseaux et télécommunications	V	
	32347	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste de vulnérabilités	V	
	32348	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste SOC (Centre opérationnel de sécurité)	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28 JANVIER 2024					
Fil Eau - Publication du 28/12/2023	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	32349	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste SOC (Centre opérationnel de sécurité)	V	
	32350	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste en réponse incidents	V	
	32351	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste en réponse incidents	V	
	32352	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT)	V	
	32353	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT)	V	
	32354	AC/SG/SNum/SDSPR/BSUPD/Paris (64535)	A	Directeur.rice de projet "Cadrage"	V	
	32355	AC/SG/SNum/SDSPR/BSUPD/Paris (64535)	A	Directeur.rice de projet Pilotage	V	
	32356	AC/SG/SNum/SDSPR/BSUPD/Paris (64535)	A	Directeur.rice de projet « Cadrage »	V	
	32357	DDT LOIRET/SADR (2795)	B	Gestionnaire aides agricoles et protection du foncier	V	



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
EPENC Nouvelle Calédonie
Lycée Michel Rocard BP 5
98825 Pouembout
Nouvelle Calédonie

Responsable des systèmes d'informations et réseaux

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32226		Référence du poste : A3TE000374	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Technicien de formation et de recherche		1	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le lycée Michel-Rocard est un établissement public d'enseignement de la Nouvelle-Calédonie (EPENC) situé à Pouembout, en province Nord, à 260 km de Nouméa. L'établissement conduit des formations menant à des diplômes du CAP au BTS, du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et du ministère de l'éducation nationale et administré par les deux tutelles académiques.

Description du poste et description des missions
L'informaticien de l'établissement est responsable du bon fonctionnement, de la maintenance et de la mise à niveau des systèmes informatiques de l'établissement ainsi que de l'administration des réseaux numériques et de la formation des utilisateurs. Le lycée compte environs 1000 utilisateurs, 400 postes informatiques, une vingtaine de serveurs physiques et virtuels, 80 téléphones IP, 70 VPI, répartis sur une trentaine de bâtiments et une superficie de 12 ha. Sous l'autorité du chef d'établissement, l'informaticien de l'EPENC de Nouvelle-Calédonie est chargé de : - Veiller à l'installation, la maintenance et le bon usage de l'ensemble des moyens informatiques, téléphoniques, bureautiques, vidéo-surveillance et audiovisuels ainsi que de l'ensemble des réseaux utilisés par la communauté de travail et par les apprenants ; - Sécuriser, fiabiliser l'infrastructure et gérer les sauvegardes de manière à maintenir le plus haut niveau de disponibilité des ressources informatiques. - Assurer le pilotage des systèmes d'information et participer en tant qu'expert à la commission interne informatique présidée par le chef d'établissement ; - Participer à l'évaluation des besoins de formation des utilisateurs ainsi qu'à des actions de formation en qualité de formateur interne ; - Assurer la maintenance et l'évolution du site Internet de l'établissement. - Gérer les licences et le déploiement des applications sur l'ensemble des postes. Direction de l'établissement et ensemble de la communauté de travail, DAFE et vice-rectorat, réseau DGER, fournisseurs et prestataires. L'agent travaille en binôme avec un informaticien du vice-rectorat. Il devra en outre entretenir des contacts réguliers avec le responsable des systèmes d'information de la DAFE (Nouméa).

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Bonne connaissance et pratique de l'administration de réseaux et de serveurs et des structures pédagogiques Capacité à réaliser des développements Solides bases techniques Expérience dans la formation des utilisateurs	Réactivité ; sens de l'organisation, rigueur et précision ; Aptitude à rendre compte, à anticiper et à faire des propositions, Goût pour le travail en équipe et du partage des connaissances et la réalisation d'actions en équipe, Disponible

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Secrétaire Général : M. J. KAM MAKON jacques.kam-makon@educagri.fr - Directeur : M. J-N MAZEAUD – Tel : +687 472644 (standard) jean-nicolas.mazeaud@educagri.fr - Compte tenu des spécificités de la Nouvelle-Calédonie, un contact téléphonique préalable est requis pour toute candidature.(décalage horaire de +9h)Nous vous invitons à consulter les conditions spécifiques à l'outremer sur le livret OUTREMER consultable sur l'intranet MASA/RH/Appui aux personnes et aux structures/Présentation générale.



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Compétitivité et performance environnementale
Sous-direction Performance environnementale et valorisation des territoires
Bureau Eau, sols et économie circulaire (BESEC)
3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Chargé.e de mission Performances environnementales en élevage et ICPE

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32230		Référence du poste : A5SCP00106	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3 ans	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		4.1	
Inspecteur de santé publique vétérinaire		3	
Attaché d'administration de l'état		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein d'une sous-direction en rapport avec des enjeux environnementaux et sociétaux croissants, le Bureau Eau, Sols et Économie Circulaire (BESEC) concourt à l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation et au suivi des politiques publiques relatives à la gestion de l'eau, des sols, des intrants agricoles et des déchets des entreprises et des filières, et à la qualité de l'air. Il assure un appui transversal pour la modernisation du droit de l'environnement.

Description du poste et description des missions
Élaborer, piloter et animer la politique du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA) en matière d'élevages et d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), en lien étroit avec le Ministère en charge de l'environnement (MTECT), notamment dans le cadre de la politique européenne de l'eau, en particulier la directive « Nitrates », et du Pacte Vert pour l'Europe. - Élaborer et porter les positions du MASA pour l'élaboration et la mise en œuvre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) applicables aux activités agricoles et en particulier aux élevages, en lien avec les politiques environnementales au niveau français et européen (directive eau, nitrates, révision de la directive relative aux émissions industrielles « IED ») - Piloter l'élaboration et la mise à jour des référentiels et des outils techniques liés à la gestion performante des élevages et des effluents d'élevage pour la mise en œuvre de la réglementation « nitrates » - Coordonner et animer l'appui aux entreprises et aux filières agricoles, classées en « Zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole » - Contribuer aux travaux du groupe de concertation et du comité scientifique et technique « Gestion des éléments nutritifs et des émissions vers les milieux (GENEM) ». Administrations et organismes publics : - MTECT : Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Commissariat général au développement durable, Direction Générale de la prévention des risques - MASA : Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) - ANSES. Acteurs de la recherche et du développement. Organisations professionnelles. ONG. Instances européennes.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Agronomie requis. Anglais requis. Connaissances sur les politiques agricoles et environnementales souhaitées.	Pédagogie et esprit de synthèse. Travail en équipe et en réseau. Capacité d'adaptation. Autonomie.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Emmanuel STEINMANN, Chef de bureau BESEC 01 49 55 54 78 - emmanuel.steinmann@agriculture.gouv.fr Arnaud DUNAND, Sous-directeur SDPE 01 49 55 45 39 - arnaud.dunand@agriculture.gouv.fr Sébastien BOUVATIER, Adjoint au sous-directeur SDPE 01 49 55 54 54 - sebastien.bouvatier@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Compétitivité et performance environnementale
Sous-direction Performance environnementale et valorisation des territoires
Bureau Eau, sols et économie circulaire (BESEC)
3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Chargé.e de mission Agronomie et environnement

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32231		Référence du poste : A5SCP00102	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3 ans	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		4.1	
Attaché d'administration de l'état		4	
Inspecteur de santé publique vétérinaire		3	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein d'une sous-direction en rapport avec des enjeux environnementaux et sociétaux croissants, le Bureau Eau, Sols et Économie Circulaire (BESEC) concourt à l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation et au suivi des politiques publiques relatives à la gestion de l'eau, des sols, des intrants agricoles et des déchets des entreprises et des filières, et à la qualité de l'air. Il assure un appui transversal pour la modernisation du droit de l'environnement.

Description du poste et description des missions
Élaborer, piloter et animer la politique du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA) en matière de gestion durable de l'azote pour atteindre les objectifs de la planification écologique - Piloter le volet azote de la planification écologique qui vise une gestion plus performante de l'azote pour parvenir à une réduction de l'utilisation des engrais azotés d'ici 2030 ; - Co-piloter avec le Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, les actions relatives à la fertilisation de la directive « Nitrates » et ses programmes d'actions et appuyer les services pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'actions régionaux ; Participer à la construction et au portage des positions françaises sur la gestion durable de la fertilisation au niveau européen ; - Co-piloter l'élaboration et la mise à jour des référentiels et des outils pour la gestion intégrée et durable de la fertilisation ; - Co-animer le groupe de concertation et le comité scientifique et technique « Gestion des éléments nutritifs et des émissions vers les milieux » (GENEM) ; - Assurer au sein de la Direction Générale de la Performance Économique et Environnementale des Entreprises (DGPE), l'appui technique et réglementaire relatif à la gestion performante de la fertilisation. Administrations et organismes publics : MTECT : Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Commissariat général au développement durable, Direction Générale de la prévention des risques ; MASA : Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) ; ANSES. Acteurs de la recherche et du développement ; Organisations professionnelles ; ONG ; Instances européennes.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Agronomie requis. Anglais requis. Connaissances sur les politiques agricoles et environnementales souhaitées.	Pédagogie et esprit de synthèse. Travail en équipe et en réseau. Capacité d'adaptation. Autonomie.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Emmanuel STEINMANN, Chef de bureau BESEC 01 49 55 54 78 - emmanuel.steinmann@agriculture.gouv.fr Arnaud DUNAND, Sous-directeur de la performance et de la valorisation des territoires 01 49 55 45 39 - arnaud.dunand@agriculture.gouv.fr Sébastien BOUVATIER, Adjoint au sous-directeur de la performance et de la valorisation des territoires 01 49 55 54 54 - sebastien.bouvatier@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Compétitivité et performance environnementale
Sous-direction Performance environnementale et valorisation des territoires
Bureau Foncier (BF)
3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Chargé.e de mission Préservation des espaces agricoles

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32232		Référence du poste : A5SCP00114	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3 ans	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Attaché d'administration de l'état		4	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		4.1	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
Inspecteur de santé publique vétérinaire		3	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le bureau foncier concourt à l'élaboration, à l'évaluation et au suivi des politiques publiques relatives au foncier agricole. A ce titre, il est compétent sur tous les outils de régulation du foncier (contrôle des structures, statut du fermage, SAFER, CDPENAF, compensation collective agricole...). Ces outils font l'objet d'évolutions législatives et réglementaires régulières.

Description du poste et description des missions
Le (la) titulaire du poste est chargé.e du suivi et de la mise en œuvre de la politique de préservation des espaces agricoles. A ce titre, il/elle apporte un appui sur toute question relative à ce domaine, anime un réseau de référents en DDT(M) et participe à de nombreux chantiers interministériels, notamment la lutte contre l'artificialisation des sols. Il/elle traite également de certaines problématiques transversales intéressant les territoires de montagne et du littoral. - Suivi de la mise en œuvre des outils en faveur du « zéro artificialisation nette » (ZAN). - Suivi de la mise en œuvre du volet « agrivoltaïsme » et « photovoltaïque » de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. - Suivi et mise en œuvre des outils de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF, compensation collective agricole). - Traitement des questions liées à la constructibilité des espaces naturels, agricoles et forestiers (planification urbaine et autorisation du droit des sols). - Participation aux instances et suivi des travaux du Conservatoire du littoral. - Participation aux travaux ministériels sur la mise en œuvre d'outils liés à la compensation écologique. - Rédaction des avis Ministre concernant des projets d'aménagement portant atteinte aux appellations d'origine protégée (AOP). - Suivi des questions liées aux pastoralisme, hors contexte prédation. - Autres bureaux de la DGPE. - Services déconcentrés (DRAAF, DDT(M)). - Autres Ministères : Ministère de la transition écologique et de la cohésion des Territoires, Ministère de la transition énergétique. - Autres acteurs : CEREMA, Chambres d'agriculture, INAO, Conservatoire du littoral, association française du pastoralisme...

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Expertise juridique et technique. Connaissances des politiques agricoles. Compétence rédactionnelle.	Capacités d'analyse, de compréhension des enjeux et de synthèse. Capacité de dialogue, d'animation et d'écoute. Esprit d'initiative et réactivité. Autonomie.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Arnaud DUNAND - Sous-directeur « Performance environnementale et valorisation des territoires » 01 49 55 45 39 - arnaud.dunand@agriculture.gouv.fr Sébastien BOUVATIER - Adjoint au Sous-directeur 01 49 55 54 54 - sebastien.bouvatier@agriculture.gouv.fr Florian THOMAS - Chef du bureau foncier 01 49 55 40 47 - florian.thomas@agriculture.gouv.fr Michel FOURNIER - Chef de la mission des affaires générales et des ressources humaines 01 49 55 50 78 - mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises DGPE
Service Europe et International
Sous-direction International
Bureau des exportations et partenariats internationaux (BEPI)
3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Chargé.e de mission Asie de l'Est

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32233		Référence du poste : A5SEI00048	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Attaché d'administration de l'état		4	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		4.1	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
Inspecteur de santé publique vétérinaire		3	
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein de la sous-direction International, le BEPI est chargé, dans le cadre de la Stratégie Europe & Internationale, de la politique d'influence avec les pays tiers (hors Afrique sub-saharienne) et de la stratégie de développement des exportations des produits agricoles et agroalimentaires. Composé de 12 agents, il anime les relations bilatérales avec les Etats, collabore avec les acteurs publics et privés de l'export et oriente les politiques de promotion françaises et européennes.

Description du poste et description des missions
Suivi des relations bilatérales avec les pays d'Asie de l'Est (Chine, Taïwan, Mongolie, Japon, Corée du Sud), en lien avec les Conseillers pour les affaires agricoles (CAA) de la zone, le MEAE, la DGTrésor, les opérateurs, etc. ; pour la zone, en coordonnant les contributions des DAC-MASA, contribuer à l'optimisation et à la valorisation des actions de coopération et de diplomatie économique et contribuer à la politique de soutien aux exportations et à l'internationalisation des filières. 1. Connaissance et analyse des enjeux politiques, économiques, agricoles et agroalimentaires des pays de la zone : optimisation et valorisation des actions de diplomatie agricole ; soutien aux exportations et à l'internationalisation des filières ; 2. Développement, entretien et animation d'un réseau de contacts d'expertise et d'influence, en interne et en externe au MASA (être le référent de la zone pour le MASA : d'où un travail de coordination avec les autres DAC) : identification des interlocuteurs pertinents, mobilisation et échanges d'information ; 3. Analyse stratégique des enjeux commerciaux et d'influence, appui aux négociations et aux suivi des dossiers, co-construction des positions officielles ministérielles ou interministérielles ; élaboration de fiches de synthèse et d'une veille thématique ; 4. Préparation de dossiers d'entretien, pilotage et suivi des échanges intergouvernementaux et institutionnels ; 5. Accueil et accompagnement de délégations en tant que de besoin. MASA (DGPE, DGAL, DGER), Etablissements publics (FranceAgriMer, INAO, ENSV-FVI) ; interministériel (MEAE, DGTrésor) ; ambassades françaises (SE et SCAC) et étrangères, collectivités locales ; opérateurs économiques (Interprofessions, fédérations, ANIA, la Coopération agricole, Medef International, ...) ; opérateurs de l'Etat (Business France, Sopexa, groupe AFD, ...) ; instituts de recherche (INRAe, CIRAD, etc.) ; établissements d'enseignement

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Connaissance des politiques publiques du champ de compétence du MASA et des enjeux internationaux concernant l'agriculture et l'agroalimentaire - Connaissance souhaitable des filières, de leurs stratégies, et de leurs marchés d'exportation	- Analyse, synthèse, rédaction, initiative - Capacité d'organisation, d'animation, d'échange en contexte interculturel, sens de la diplomatie - Aptitude au travail en réseau, capacité de conviction - Bonne pratique orale et écrite de l'anglais

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Martin DERUAZ, chef du Bureau des exportations et partenariats internationaux 01 49 55 45 64, martin.deruaz@agriculture.gouv.fr Françoise SIMON, Sous-directrice International 01 49 55 53 41, francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr Michel FOURNIER, Chef de la Mission des affaires générales et des ressources humaines 01 49 55 50 78, mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Gouvernance et gestion de la PAC
Sous-direction Gouvernance et pilotage
Bureau Budget et établissements publics (BBEP)
3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Chef.fe de bureau Budget et établissements publics

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32234		Référence du poste : A5PAC00015	
Catégorie : A3			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		3.1	
Administrateur de l'état		1.4	
Attaché d'administration de l'état		1.2	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		1.2	
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le bureau a pour mission : - d'assurer la gestion des programmes budgétaires de la DGPE (P149 dont planification écologique, plan de relance, CASDAR), de la négociation du PLF à leur exécution et de veiller à la qualité des procédures budgétaires et comptables ; - d'assurer la tutelle financière des crédits d'intervention des opérateurs de la DGPE ; - d'assurer la tutelle financière de Chambre d'Agriculture France (CAF) et de coordonner la tutelle stratégique et financière au sein du réseau des chambres d'agriculture.

Description du poste et description des missions
La.le chef.fe de bureau assure le pilotage de l'ensemble des missions qui lui sont confiées. Elle.il encadre et anime une équipe de 10 personnes. Elle.il mène un travail prospectif et est force de proposition pour la Direction sur son champ de compétence. La.le chef.fe de bureau est chargé.e de : - piloter la négociation budgétaire (expression des besoins, conférences budgétaires, lettre plafond, répartition des crédits) des crédits d'intervention du P149 en faveur des filières agricoles et forestières ; - piloter la mise en œuvre de la LFI et des dispositifs de crise non-budgétés ; - assurer le suivi budgétaire de la planification ; - accompagner l'administration centrale, déconcentrée et les opérateurs dans la programmation et l'exécution de leurs crédits d'intervention ; - piloter la tutelle budgétaire et financière des crédits d'intervention de l'ASP, FAM et l'ODEADOM ; - piloter la tutelle financière de CAF et la coordination de la tutelle locale du réseau des chambres d'agriculture ; - mettre en oeuvre le contrôle interne budgétaire et comptable, - animer et accompagner l'équipe du bureau du budget et des établissements publics. Contacts quotidiens avec les bureaux techniques de la DGPE, les services déconcentrés (DRAAF, DDT), les opérateurs (ASP, FAM, ODEADOM), le secrétariat général, les services du contrôleur budgétaire et comptable du ministère, le cabinet du ministre, la direction du budget.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance du fonctionnement budgétaire et comptable de l'Etat du MASA et des opérateurs. Connaissance des politiques publiques déployées par le MASA. Maîtrise des outils de gestion budgétaire (Chorus-Isis) à acquérir	Qualités d'organisation, Qualités relationnelles, Qualités rédactionnelles, Rigueur, efficacité, autonomie, respect des échéances.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Logé : non • Niveau d'études : Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Edith Merillon, sous-directrice, 01 49 55 44 02, edith.merillon@agriculture.gouv.fr Yannick Forlot, sous-directeur adjoint, 01 49 55 53 11, yannick.forlot@agriculture.gouv.fr Michel Fournier Chef de la MAG-RH, mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
DREAL BRETAGNE
Service Administration Générale Interne et Régionale (AGIR) - Division Finances / Centre de Prestations Comptables Mutualisé
10 rue Maurice Fabre
35 000 RENNES

Chargé.e de validation CPCPM

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32236		Référence du poste : A5R3500180	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 36 mois	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Secrétaire administratif		3	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le service Administration Générale Interne et Régionale (AGIR) de la DREAL Bretagne a été créé le 01/01/2023 (regroupement du SG, PSI et MPAR). Il porte le pilotage des fonctions support de la DREAL Bretagne et de certaines missions régionales, soutient la fonction pilotage et animation régionale de la zone de gouvernance positionnée à MSRC et intervient en qualité de prestataire de service pour les services du MTECT de la région Bretagne (et du MASA pour le domaine de la comptabilité). Au sein de la division Finances, le CPCPM, composé de 4 pôles comptables, dont 1 à Quimper, intervient en tant que prestataire comptable pour le compte de 12 directions bretonnes (exécution des dépenses, travaux de fin de gestion, recettes...) et travaille en lien étroit avec la DRFIP. Au 01/04/2024, le CPCPM sera transféré à la DRFIP au sein du nouveau Centre de Gestion Financière (CGF) Bloc 2 de Bretagne.

Description du poste et description des missions
Intégré à un collectif dynamique, le(la) chargée de validation est garant(e) du respect des processus, contribue à la fiabilisation de la chaîne de la dépense et joue un rôle pédagogique auprès des sept services prescripteurs. Le pôle comptable transversal du CPCPM est principalement chargé du traitement des frais de déplacements, des recettes non fiscales et des immobilisations. Au sein de ce pôle, le.la chargé.e de validation : - appuie les pôles comptables en contrôlant en second niveau les actes comptables traités par les gestionnaires et en les validant sous Chorus, - valide sous chorus les frais de déplacement des 12 UO, - assure un conseil technique et fonctionnel pour les 12 UO et les agents du CPCPM, - produit et suit les fiches Desk (demandes relatives aux licences CHORUS, interventions FIEC, EJ...) et procéder aux habilitations chorus, - produit les restitutions mensuelles pour le.la RCPCM. Poste positionné sous l'autorité de la cheffe du pôle comptable transversal Possibilité de travail en binôme (valideurs) Relations avec les services prescripteurs (DDTM et DDPP : 22, 29, 35,56 ; DRAAF ; DREAL ; DIR-Ouest ; APB) et le service facturier de la DRFIP

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Rigueur et réactivité, - Ecoute et pédagogie, - Compétences relationnelles indispensables, aptitude à travailler en équipe et à communiquer, - Compétences managériales, - Capacités d'organisation.	- Connaissance de la comptabilité publique, de la chaîne de la dépense, des organisations budgétaires et comptables, - Maîtrise de l'outil CHORUS (Acquisition par formation et par accompagnement possible).

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
- Responsable du CPCPM : Edouard BINET : 02 90 08 55 01 (edouard.binet@developpement-durable.gouv.fr) - Responsable de la division Finances : Murielle-Anne LEFORT : 02 90 02 69 10 (murielle-anne.lefort@developpement-durable.gouv.fr) Service administration générale interne et régionale DREAL Bretagne, 10 rue Maurice Fabre - CS 96515 - 35065 - RENNES CEDEX SG de la DRAAF Bretagne : Benjamin BALIQUE, mobilite.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
DREAL BRETAGNE
Service Administration Générale Interne et Régionale (AGIR) - Division Finances / Centre de Prestations Comptables Mutualisé
10, rue Maurice Fabre - CS 96515
35065 RENNES CEDEX
Poste localisé à Rennes

Adjoint.e au responsable du pôle transverse CPCM

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32237		Référence du poste : A5R3500121	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 36 mois	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Secrétaire administratif		2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le service Administration Générale Interne et Régionale (AGIR) de la DREAL Bretagne a été créé le 1/01/2023 (regroupement du SG, PSI et MPAR). Il porte le pilotage des fonctions support de la DREAL Bretagne et de certaines missions régionales, soutient la fonction pilotage et animation régionale de la zone de gouvernance positionnée à MSRC et intervient en qualité de prestataire de service pour les services du MTECT de la région Bretagne (et du MASA pour le domaine de la comptabilité). Au sein de la division Finances, le CPCM, composé de 4 pôles comptables, dont 1 à Quimper, intervient en tant que prestataire comptable pour le compte de 12 directions bretonnes (exécution des dépenses, travaux de fin de gestion, recettes...) et travaille en lien étroit avec la DRFIP. Au 01/04/2024, le CPCM sera transféré à la DRFIP au sein du nouveau Centre de Gestion Financière (CGF) Bloc 2 de Bretagne.

Description du poste et description des missions
Le pôle comptable transversal du CPCM est principalement chargé du traitement des frais de déplacements, des recettes non fiscales et des immobilisations. - être en appui du/de la responsable du pôle transversal en matière de management et de pilotage de l'activité (notamment pour l'organisation de l'activité des gestionnaires), - assurer sa suppléance le cas échéant, - intervenir en second niveau pour valider les actes traités par les gestionnaires de l'unité et, ponctuellement, ceux traités dans les autres unités, - suppléer le/la titulaire RMC Rennes et le/la correspondant.e Chorus Formulaires et dématérialisation, - être l'interlocuteur.trice privilégié.e des gestionnaires comptables des services prescripteurs et de la DRFIP, - participer aux échanges internes avec les chefs d'unité et participer notamment à l'organisation des instances locales pilotées par la division (comités de suivis, échanges avec les services prescripteurs...) Responsabilités tenant au titulaire et au poste : - s'inscrire dans le collectif d'encadrement DREAL - intérim en cas d'absence du/de la responsable de pôle - subdélégation de signature ordonnancement secondaire délégué et RCAID - rôle de valideur dans l'outil Chorus Poste positionné sous l'autorité du/de la responsable du pôle comptable transversal Relations avec les services prescripteurs (DDTM et DDPP : 22, 29, 35,56 ; DRAAF ; DREAL ; DIR-Ouest ; APB) et le service facturier de la DRFIP.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- écoute et pédagogie, - compétences relationnelles indispensables, - aptitude à travailler en équipe et à communiquer, - capacités d'organisation, d'élaboration des procédures et méthodes de travail, de suivi d'activité, - rigueur, et réactivité.	- Connaissance de la compta. publique, de la chaîne de la dépense, des organisations budgétaires et comptables. - Maîtrise de l'outil CHORUS (Acquisition par formation et par accompagnement possible)

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
Responsable du CPCM : Edouard BINET, 02 90 08 55 01 Responsable du pôle comptable transversal : Peggy BASTEL, 02 90 02 69 34 Service administration générale interne et régionale DREAL Bretagne, 10 rue Maurice Fabre - CS 96515 - 35065 - RENNES CEDEX SG de la DRAAF : Benjamin BALIQUE : mobilite.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
DREAL BRETAGNE
Service Administration Générale Interne et Régionale (AGIR) - Division Finances / Centre de Prestations Comptables Mutualisé
10 rue Maurice Fabre
35 000 RENNES
Poste localisé à Rennes

Adjoint.e du responsable du CPCM / Responsable du pôle comptable transversal

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32238		Référence du poste : A5R3500113	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 36 mois	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Secrétaire administratif		1	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le service Administration Générale Interne et Régionale (AGIR) de la DREAL Bretagne a été créé le 1/01/2023 (regroupement du SG, PSI et MPAR). Il porte le pilotage des fonctions support de la DREAL Bretagne et de certaines missions régionales, soutient la fonction pilotage et animation régionale de la zone de gouvernance positionnée à MSRC et intervient en qualité de prestataire de service pour les services du MTECT de la région Bretagne (et du MASA pour le domaine de la comptabilité). Au sein de la division Finances, le CPCM, composé de 4 pôles comptables, dont 1 à Quimper, intervient en tant que prestataire comptable pour le compte de 12 directions bretonnes exécution des dépenses, travaux de fin de gestion, recettes...) et travaille en lien étroit avec la DRFIP. Au 01/04/2024, le CPCM sera transféré à la DRFIP au sein du nouveau Centre de Gestion Financière (CGF) Bloc 2 de Bretagne.

Description du poste et description des missions
Le.la responsable du pôle comptable transversal assure le management du pôle, pilote les activités liées notamment aux immobilisations, recettes, assistance Chorus et appuie le.la responsable CPCM dans le pilotage de l'activité générale et le management des équipes. Au titre de responsable de pôle : - assurer le management et le pilotage de l'activité du pôle transversal (organiser l'activité des gestionnaires, coordonner le contrôle de 2e niveau...), - animer les relations avec les interlocuteurs, - veiller au respect des objectifs de la prestation, - participer aux échanges internes avec les autres chefs d'unités. Au titre d'adjoint : - assister le.la responsable CPCM dans le pilotage et management de l'activité, - le suppléer en tant que de besoin, - participer à l'animation des échanges internes (management division) et externes (comités de suivi, écoute clients, réseau RCPCM), - assister le.la responsable du CPCM dans la préparation et la mise en œuvre des évolutions d'organisation. Responsabilités tenant au titulaire et au poste : - adjoint.e au.la responsable de l'unité CPCM - position d'encadrant.e : diriger et animer une équipe, s'inscrire dans le collectif d'encadrement DREAL - vision transversale de l'activité du CPCM - garant de la qualité des procédures et des relations avec les partenaires - subdélégation de signature ordonnancement secondaire délégué et RCAID - référent.e «dématérialisation» et «Chorus Formulaire» Poste positionné sous l'autorité du.de la responsable de l'unité CPCM. Encadrement de proximité d'une équipe de 4 agents (dont 1 adjoint.e). Relations avec les services prescripteurs (DDTM et DDPP : 22, 29, 35,56 ; DRAAF ; DREAL ; DIR-Ouest ; APB) et le service facturier de la DRFIP.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- discrétion, écoute et pédagogie, - compétences relationnelles indispensables, - aptitude à travailler en équipe et à communiquer, - capacités d'organisation, d'adaptation, d'élaboration des procédures et méthodes de travail, de suivi d'activité, - rigueur, réactivité et rendu compte.	- connaissance de la comptabilité publique, de la chaîne de la dépense, des organisations budgétaires et comptables, - compétences relatives à l'encadrement d'une équipe (formations régulièrement proposées), - maîtrise des techniques d'amélioration continue (rechercher l'efficacité, savoir repérer les situations anormales ou à risque).

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
Responsable du CPCM : Edouard BINET, 02 90 08 55 01 Responsable de la division Finances : Murielle-Anne LEFORT, 02 90 02 69 10



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
DREAL Bretagne
Service Administration Générale Interne et Régionale (AGIR) - Division Finances / Centre de Prestations Comptables Mutualisé
10 rue Maurice Fabre
35 000 RENNES

Chargé.e de prestations comptables CPCM

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32239		Référence du poste : A5R3500109	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 36 mois	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Secrétaire administratif		3	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste S (Susceptible d'être vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le service Administration Générale Interne et Régionale (AGIR) de la DREAL Bretagne a été créé le 1/01/2023 (regroupement du SG, PSI et MPAR). Il porte le pilotage des fonctions support de la DREAL Bretagne et de certaines missions régionales, soutient la fonction pilotage et animation régionale de la zone de gouvernance positionnée à MSRC et intervient en qualité de prestataire de service pour les services du MTECT de la région Bretagne (et du MASA pour le domaine de la comptabilité). Au sein de la division Finances, le CPCM, composé de 4 pôles comptables, dont 1 à Quimper, intervient en tant que prestataire comptable pour le compte de 12 directions bretonnes exécution des dépenses, travaux de fin de gestion, recettes...) et travaille en lien étroit avec la DRFIP. Au 01/04/2024, le CPCM sera transféré à la DRFIP au sein du nouveau Centre de Gestion Financière (CGF) Bloc 2 de Bretagne.

Description du poste et description des missions
Au sein du CPCM/Pôle comptable 3, le.la chargé.e de prestations comptables assure la gestion opérationnelle des actes comptables dans le respect des conventionnements. Il contribue à la fiabilisation de la chaîne de la dépense et à l'optimisation des procédures - traiter les actes afférents aux décisions de gestion financière prises par les services métiers (saisie et suivi des engagements juridiques), - assurer la liquidation des dépenses quel que soit le service ou le budget opérationnel de programme concerné, - assurer l'interface avec les services comptables de la DRFIP 35 (demandes de paiement, traitement des factures), - participer aux travaux de fin de gestion (finalisation, clôture des EJ, et EHB), - participer et assurer le contrôle interne de 1er niveau. Poste positionné sous l'autorité du.de la responsable du pôle comptable 3 Relations avec les services prescripteurs (DDTM et DDPP : 22, 29, 35,56 ; DRAAF ; DREAL ; DIR-Ouest ; APB) et le service facturier de la DRFIP.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- écoute et pédagogie, - compétences relationnelles indispensables, - aptitude à travailler en équipe et à communiquer avec les différents interlocuteurs (DRFIP35, gestionnaires et agents des UO...), - sens de l'organisation, rigueur, et réactivité.	- connaître la comptabilité publique, la comptabilité générale, les réglementations, les procédures comptables et la chaîne de dépense, - connaître la réglementation de la commande publique, - connaître les organisations budgétaires et comptables du périmètre d'activité du CPCM, - connaître et appliquer le conventionnement, - maîtriser les outils bureautiques, - maîtriser l'outil CHORUS (cela peut s'envisager dans le cadre d'une formation « prise de poste » et d'un accompagnement individualisé)

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Responsable du CPCM : Edouard BINET, 02 90 08 55 01 Adjointe au responsable CPCM : Peggy BASTEL, 02 90 02 69 34 Service administration générale interne et régionale DREAL Bretagne, 10 rue Maurice Fabre - CS 96515 - 35065 - RENNES CEDEX



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Martinique
Jardin Desclieux BP642, 97262 Fort-de-France Cedex
Service de l'Agriculture et Forêt (SAF)

Chef.fe de service Agriculture et Forêt

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32240		Référence du poste : A5O7200018	
Catégorie : A3			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		2.2	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		1	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La DAAF de la Martinique regroupe les missions d'une DRAAF, d'une DDT et d'une DDecPP adaptées au contexte local. Elle est composée de 4 services métiers et d'un service support, regroupant une centaine d'agents. Le service agriculture et forêt (SAF) est très impliqué dans le développement agricole et rural de l'île qui bénéficie des dispositifs de la PAC pour accompagner son développement. Le SAF compte une trentaine d'agents répartis dans 4 pôles placés sous la responsabilité du chef de service et de son adjoint : - pôle développement durable des exploitations ; - pôle structuration des filières ; - pôle forêts ; - pôle territoires ruraux.

Description du poste et description des missions
- Assurer la mise en œuvre territoriale des politiques publiques des secteurs agricole et forestier ; - Maintenir des relations de qualité avec les partenaires institutionnels et professionnels de la DAAF ; - Assurer la représentation extérieure de la DAAF dans le champ des compétences du SAF. - Management du service : fixation des priorités et des objectifs, planification du travail des 4 pôles et des moyens dédiés, réalisation des entretiens professionnels de l'Adjoint du SAF, du chargé de mission et des 4 chefs de pôle ; - Suivi réglementaire et supervision hiérarchique des activités des 4 pôles ; - gestion des aides PAC (dont POSEI) et fonds de secours ; - réflexion relative à l'organisation des filières de l'amont de la production jusqu'à la transformation des produits agricoles et forestiers ; - contribution à la préservation du foncier via l'élaboration d'avis sur les documents d'urbanismes communiqués par la région, les communes ou les communautés de communes (SAR, SCOT, PLU et permis de construire) ; - contribution à la préservation de la forêt. MASA, Préfecture, ONF, DEAL, Procureur de la République, ODEADOM, ASP, Collectivité territoriale de Martinique, organisations professionnelles (Chambre d'Agriculture, Syndicats, OP, interprofession) et autres DAAF des DOM.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - connaissance des activités du service et de la réglementation associée - connaissances en agronomie, forêt tropicales et urbanisme - maîtrise des outils informatiques : ISIS, bureautique	- Aptitude au management, à la négociation et à la prise de décision - Aptitudes relationnelles, - Capacités d'analyse et de synthèse, - Capacité à planifier et à anticiper. - Bonne expression écrite et orale

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
- Jean-Remi DUPRAT Directeur – 05 96 71 20 30 – jean-remi.duprat@agriculture.gouv.fr - Vincent PFISTER Directeur adjoint – 05 96 71 20 99 – vincent.pfister@agriculture.gouv.fr Nous vous invitons à consulter les conditions spécifiques à l'outremer sur le livret OUTREMER consultable sur l'intranet MASA/RH/Appui aux personnes et aux structures/Présentation générale



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte
Rue Mariazé - BP103 - 97600 MAMOUDZOU
Service Formation et Développement

Chargé.e de mission Formation continue, VAE, habilitations

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32241	Référence du poste : A5O7600074
Catégorie : A1	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DAAF de Mayotte met en oeuvre les politiques relatives à l'agriculture, à l'alimentation, à la forêt et au développement des territoires. Elle est en contact direct avec les partenaires professionnels et les collectivités. Elle comporte 85 agents répartis au sein de 6 services dont le service formation développement (SFD). Le SFD exerce l'autorité académique sur l'enseignement agricole du territoire composé d'un établissement public national (le lycée agricole de Coconi) et de trois Maisons Familiales Rurales (MFR). Le SFD met également en oeuvre l'ensemble des missions relatives à l'action éducative, aux personnels et aux établissements d'enseignement agricole.

Description du poste et description des missions
Sous la responsabilité de la responsable du SFD, l'agent assure les missions suivantes : 1 - Délégué(e) régional(e) à la formation continue des agents de l'enseignement agricole 2 - Correspondant(e) régional(e) VAE 3 - Animation du dispositif régional de formation professionnelle continue et d'apprentissage (FPCA) 4 - Promotion et gestion des dispositifs capacitaires Mission 1 : Délégué(e) régional(e) à la formation continue des agents de l'enseignement agricole Veille réglementaire, élaboration du plan local de formation, conception et organisation de formation Mission de conseil et d'accompagnement individuel (bilan de compétences, CPF, ...) Établir et gérer le budget dédié / Élaborer des outils de pilotage et de suivi / Évaluer et rendre compte des actions mises en place Partenariat externe (rectorat notamment), réseaux local et national Mission 2 : Correspondant(e) régional(e) VAE Promotion, animation, mise en oeuvre et suivi du dispositif : veille, accueil/information, instruction des dossiers, organisation des jurys, pilotage d'actions partenariales, outils de suivi, ... Mission 3 : Animation du dispositif régional de formation professionnelle continue et d'apprentissage Veille réglementaire Suivi pédagogique/administratif/financier du CFA/CFPPA Instruire les demandes d'habilitation des formations Accompagner le centre dans la conception des certifications ou de dispositifs pédagogiques innovants Coordonner et animer les relations avec les partenaires Représenter l'autorité académique dans les instances Mission 4 : Promotion et gestion des dispositifs capacitaires Dispositifs Certiphyto / ROFHYA / ACACED Instruction des demandes Suivi des organismes de formation Utilisation des outils métiers Institutions publiques, notamment les services centraux (DGER et SRH) et déconcentrés de l'Etat (Rectorat, SGC, ...) Équipe de direction de l'EPNEFPA et représentants des MFR Collectivités territoriales, CARIF OREF, CREFOP, CAPAM, Pôle Emploi, AKTO, JA Organisations représentatives des personnels d'établissement

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance des réglementations applicables Ingénierie de formation Maîtrise de la méthodologie de gestion de projet et des outils dédiés Maîtrise des outils métiers Bonne maîtrise des outils informatiques Maîtrise des outils de communication	Rigueur et adaptabilité Capacités organisationnelle, méthodologique, rédactionnelle et de synthèse Animation et conduite de projet Animation de réunion Aptitude au dialogue, au travail en équipe et à la négociation Savoir rendre compte

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non

- **Niveau d'études** : Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Mme Emilie BOURGEOIS – responsable du service SFD emilie.bourgeois@agriculture.gouv.fr – 06.39.67.86.82 M. Ali Mohamed BEN ALI – adjoint à la responsable du SFD ali-mohamed.ben-ali@agriculture.gouv.fr – 02.69.61.91.00 M. Bastien CHALAGIRAUD - directeur de la DAAF bastien.chalagiraud@agriculture.gouv.fr Nous vous invitons à consulter les conditions spécifiques à l'outremer sur le livret OUTREMER consultable sur l'intranet MASA/RH/Appui aux personnes et aux structures/Présentation Générale



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE Cedex 9
Service Agriculture et Développement Rural

Chef.fe de service SADR

N° de publication : 32242	Référence du poste : A5D3800005
Catégorie : A3	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Service SADR : 22 agents titulaires et une dizaine d'équivalent temps plein vacataires qui viennent en appui sur les missions saisonnières et les pics d'activité. Le service est chargé de l'animation et de la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines : économie agricole, aides aux exploitations, protection du foncier agricole et naturel, pastoralisme et gestion de la présence du loup, enjeux agro-environnementaux.

Description du poste et description des missions
Mettre en œuvre et décliner au niveau départemental les politiques agricoles nationales et européennes, la préservation du foncier agricole et naturel et la gestion de la présence du loup dans le département. Porter les orientations gouvernementales auprès des partenaires administratifs et institutionnels et contribuer aux travaux inter-services de la DDT. Être un interlocuteur des organisations professionnelles agricoles. Animer le service accompagné(e) par une adjointe à plein temps. Piloter la charge du service, donner du sens, améliorer les processus, accompagner les évolutions de carrière. Suivre les sujets agricoles du département, rendre compte à la direction et au préfet. Assurer la tutelle de la chambre d'agriculture. Assurer l'animation des commissions (orientation agricole, baux ruraux, calamités agricoles, préservation des espaces naturels et forestiers, ...). Veiller au bon déroulement de la télédéclaration, l'instruction, du contrôle des aides PAC (1er pilier et 2ème pilier surfacique). Mettre en œuvre les politiques agro-environnementales de l'État. Piloter le dossier loup et gérer les dossiers d'aide à la protection et d'indemnisation des éleveurs. Assurer le secrétariat de la CDPENAF et gérer les dossiers de compensation collective agricole. Mettre en œuvre de la planification écologique et les dispositifs d'accompagnement des filières agricoles. Accompagner les agriculteurs en difficulté. Participer aux instances de gouvernance de la DDT, en particulier le Codir. Participer à l'astreinte préfecture. Supérieur hiérarchique direct : directeur(trice) de la DDT Interne (administrations) : DDT (service environnement, services aménagement, ...), préfecture, DRAAF, DDPP, DDETS, Agence de service et de paiement, administration centrale du MASA Externe : chambre d'agriculture, collectivités (région, département, EPCI, communes), organismes et syndicats professionnels agricoles, coopératives, notaires, centres de gestion, banques, mutualité sociale agricole, corps de contrôles...

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Connaissance du monde agricole et rural - Connaissances réglementaires sur la PAC et sur l'environnement - Culture administrative - Maîtrise des outils informatiques	Aptitude au management et au travail en équipe Capacité d'initiative, d'adaptation, d'organisation, d'anticipation et réactivité. Sens du relationnel et aptitude à la négociation à la diplomatie et au travail transversal

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
Xavier CEREZA – Directeur - Tel : 04 56 59 42 02 ; xavier.cereza@isere.gouv.fr Yves PICOCHÉ – Directeur adjoint – Tel : 04 56 59 42 06 ; yves.picoche@isere.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale des Territoires de la Haute-Loire
Service Economie Agricole
13 rue des Moulins
430009 Le Puy en Velay

Adjoint.e au chef d'unité

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32243		Référence du poste : A5D4300045	
Catégorie : A1			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		4.1	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La DDT de Haute-Loire compte 92 agents répartis en 4 services : SATURN, SEF, SPERUH et SEA. Le service de l'économie agricole (SEA) compte quant à lui 19 agents et des vacataires répartis en 2 bureaux, ce poste est intégré au bureau Vie de l'exploitation.

Description du poste et description des missions
Adjoint du chef de bureau "Vie de l'exploitation" En appui aux activités du bureau en lien avec les missions à sa charge. Appui à l'instruction sur les pics d'activité du service. Préservation des espaces agricoles - compensation collective agricole - transversalité en lien avec le chef de bureau Suivi des habilitations OSIRIS, SAFRAN.... Suivi des impacts du changement climatique, notamment de la gestion de l'eau Suivi du volet agricole des EnR Avis de l'autorité environnementale Suivi des filières agricoles Participation au pilotage en lien avec le chef de bureau et le chef de service. Appui au chef de bureau dans l'exercice de ses missions. Externe : Usagers du service (agriculteurs, porteurs de projets,...), monteurs de projet, élus, DRAAF, Conseil régional (autorité de gestion), ASP (autorité de paiement), co-financeurs (Préfecture, Département, EPCI...), autres DDI Interne : autres services de la DDT

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance du territoire Compétences techniques (agricoles, énergie, eau....) Connaissance des logiciels OSIRIS, SAFRAN, tableurs, traitement de texte Connaissance de la réglementation européenne, nationale, régionale et locale.	Capacité à travailler en réseau et en équipe Sensibilité aux problématiques agricoles et ouverture aux domaines autres Savoir mesurer l'urgence Esprit de synthèse Sens des relations humaines Discrétion, confidentialité, rigueur, disponibilité

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
M CHAPUT Jean-Pierre – Chef de service Tel : 04 71 05 83 90 mail : jean-pierre.chaput@haute-loire.gouv.fr M TEISSEDRE Bertrand – Chef du bureau "Vie de l'exploitation" Tel : 04 71 05 84 86 mail : bertrand.tesseidre@haute-loire.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de la Lozère
4 avenue de la Gare - BP 132 - 48005 MENDE cedex

Chef.fe d'unité forêt

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32244	Référence du poste : A5D4800004
Catégorie : A1	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDT de la Lozère comprend 90 agents et se structure en 5 services. La DDT de la Lozère accompagne et garantit, dans le cadre réglementaire, une gestion équilibrée, cohérente et partagée du territoire. Le service risques, énergie et construction (SREC) porte la prévention des risques naturels, la gestion de crise, la transition énergétique et écologique (mobilité durable, économie circulaire, rénovation énergétique), la qualité de la construction, et à compter du 1er janvier 2024 les missions relatives à la forêt.

Description du poste et description des missions
Le chef d'unité forêt a un rôle majeur au sein des services de l'Etat. Il anime la mise en oeuvre des grandes politiques de l'Etat en matière forestière : animation de la filière bois, DFCL, gestion des contrats FFN, instruction des dossiers de financement. Il assure la mission de police de la forêt, il veille à la prise en compte des enjeux forestiers dans les politiques d'aménagement du territoire. - Dans le cadre de l'intégration de l'unité forêt au sein du SREC début 2024, contribuer à la préfiguration de l'unité en appui de la cheffe de service - Animer et encadrer l'unité : organiser le travail des agents, diffuser l'information et les directives , connaître le contexte réglementaire actualisé, assurer la représentation de la DDT sur les thèmes forêt, référent SIG de l'unité forêt - Superviser le pilotage des différentes thématiques de l'unité tout particulièrement en veillant à leur bonne intégration dans les différentes politiques de la DDT tout particulièrement les risques (feux de forêt) ainsi que l'urbanisme, l'aménagement, l'énergie, l'agriculture,... - Élaborer la stratégie de l'Etat local sur le forêt et la filière bois-forêt - Animer la filière forêt bois : animer la filière départementale, accompagner les projets bois énergie ; participer aux projets de territoire - Assurer la police de la forêt - Gérer les contrats FFN privés - Gérer les subventions forêt DRAAF, ONF, sous-préfecture de Florac, Chambre d'agriculture, CRPF, élus locaux, Parc national des Cévennes

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance de la sylviculture et de la filière bois Connaissances du territoire: approche écologique, technique et économique Connaissance de la réglementation concernant les espaces boisés	Savoir communiquer, animer Savoir transmettre avec diplomatie et pédagogie Savoir faire preuve de synthèse, de prospective et d'anticipation Savoir travailler avec des partenaires variés

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
Isabelle ROUYER-VANNIER Cheffe du service risques énergie construction Tél : 0466494131 Courriel : isabelle.rouyer-vannier@lozere.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires
4 avenue de la Gare - BP 132
48005 MENDE

Technicien.ne forêt

N° de publication : 32245		Référence du poste : A5D4800043	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Technicien : spécialité forêts et territoires ruraux		2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La DDT de la Lozère réunit, au sein d'une direction et de 5 services métier, 90 agents au service du territoire lozérien. Elle accompagne et garantit, dans le cadre réglementaire, une gestion équilibrée, cohérente et partagée du territoire. Le service risques énergie et construction et forêt porte la prévention des risques, la gestion de crise, la transition énergétique et écologique (mobilité durable, économie circulaire, rénovation énergétique), la qualité de la construction, et la forêt.

Description du poste et description des missions
Sous l'autorité du responsable de l'unité forêt et son adjoint, le chargé d'étude forêt met en œuvre et applique les politiques d'intervention de l'Etat en matière forestière afin que la forêt puisse assurer sa fonction économique, environnementale et sociale. 3 techniciens forestiers (dont un assure les fonction d'adjoint au chef d'unité) se partagent le territoire départemental avec un secteur défini. Chacun a également au moins une thématique dont il assure la veille et le portage. - Police de la forêt - Gestion des contrats FFN privés - Gestion des subventions - Défense des forêts contre l'incendie (DFCI) en lien avec le chef d'unité adjoint responsable de cette thématique. Sur la thématique confiée, il assure la veille réglementaire et juridique, propose des doctrines ou des actions, pour l'ensemble de l'unité. Les différentes unités du service et de la DDT, CRPF, ONF, PNC, Union des ASA de DFCI

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise des différents types de sylvicultures Connaissance des écosystèmes, de la botanique, de l'écologie Connaissance du territoire Connaissance en économie forestière, valorisation industrielle et énergétique du bois	Connaissance actualisée de la réglementation concernant les espaces boisés (en se référant au code forestier, code de l'environnement, code de l'urbanisme) et des politiques correspondantes Connaissance des réseaux de travail

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Le recrutement du chef d'unité est en cours, en l'absence : Isabelle ROUYER-VANNIER - Cheffe du Service Risques Énergie Construction Forêt Tél : 04 66 49 41 31 / 06 30 13 38 57 Courriel : isabelle.rouyer-vannier@lozere.gouv.fr Vous fournirez également les pièces pour candidater : CV et une lettre de motivation.



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale des Territoires du Bas-Rhin
14 rue du Maréchal Juin
67070 STRASBOURG

Gestionnaire MAE-hamster-Agriculture biologique

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32246	Référence du poste : A5D6700017
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le département du Bas-Rhin comprend environ 4000 exploitants agricoles, à la production diversifiée. Les exploitations agricoles sont petites, avec des stratégies de haute valeur ajoutée. Les enjeux environnementaux et de préservation du foncier agricole sont importants (forte pression urbaine). Au sein de la DDT, le service agriculture (25 agents, 3 unités) est chargé de la mise en œuvre locale des politiques agricoles, en lien avec les autres services sur de nombreux dossiers transversaux.

Description du poste et description des missions
Gestion des mesures d'aide en faveur de la préservation du grand hamster commun d'Alsace Suivi du pilotage territorial des mesures agro-environnementales et instruction des dossiers de demandes d'aides MAEC et mesures de soutien à l'agriculture biologique Sous l'autorité du chef d'unité Agriculture, Environnement et Territoires et en lien avec le chargé de mission Hamster Instruire les aides relatives à la mesure collective pour la préservat° du Hamster (instruction des observations graphiques, vérificat° annuelle du respect des engagements souscrits) Gérer le volet budgétaire de la mesure collective Hamster : détermination des enveloppes et validation des engagements comptables et juridiques (élaboration des documents nécessaires au passage en commission de programmat° et saisie dans le logiciel de paiement OSIRIS) Instruire les aides à la conver° en agriculture biologique et participer à la supervision croisée de cette mesure Instruire les aides PAC-ICHN Participer à l'instruct° des Mesures Agro-environnementales et Climatiques et à leur supervision croisée Apporter un appui à l'instruct° des aides du premier pilier de la PAC D'autres missions pourront ponctuellement être confiées dans le cadre d'entraide au sein du service Interne : Cheffe d'unité, chargé de mission Grand Hamster et avec les deux autres gestionnaires MAEC-Bio, autres unités du service Externe : DDT du Haut-Rhin, chambre d'agriculture d'Alsace, AFSAL, conseil régional Grand Est, DRAAF, DREAL, ASP L'agent aura des contacts téléphoniques quotidiens avec les exploitants agricoles pour répondre à leurs demandes relatives aux aides

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance et compréhension de la réglementation et des procédures administratives Connaissance des dispositifs d'instruction du FEADER SIG-C Connaissances agricoles et environnementales Connaissance des systèmes d'exploitation agricole	Capacité d'organisation, gestion des échéances et autonomie dans le travail Rigueur d'instruction et de suivi budgétaire Aptitude au travail en équipe et en réseau Maîtrise des outils bureautiques et de gest° de données (calc et writer) et SIG(QGIS)

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Mme Daphné LE LAY, Cheffe de l'unité Agriculture, Environnement et Territoires tél : 03 88 88 91 44 mail : daphne.le-lay@bas-rhin.gouv.fr Mme HARDY Agnès, Cheffe de service tél : 03 88 88 91 41 mail : agnes.hardy@bas-rhin.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires du Rhône
Service Économie Agricole
165 Rue Garibaldi 69401 Lyon Cedex 03

Coordinateur.rice des contrôles

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32247		Référence du poste : A5D6900006	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles		2	
Secrétaire administratif		2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La DDT du Rhône compte 239 agents répartis en 7 services, dont le Service Économie Agricole (SEA). Il porte dans le département les politiques agricoles de l'Union Européenne et du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Le Rhône compte environ 4500 exploitations agricoles, avec des productions très variées. Les principales productions sont la viticulture et l'élevage. Le SEA compte 18 agents et se compose de 2 unités : Aides au revenu et Suivi des exploitations. Le poste est rattaché à l'unité Aides au revenu, composée d'un responsable d'unité et de 8 gestionnaires.

Description du poste et description des missions
Gestion et coordination des contrôles en exploitations agricoles, Gestion des aides ovine et caprine, Contribution au fonctionnement général de l'unité aides au revenu, En fonction des pics d'activité du service, un appui à la gestion d'autres dispositifs d'aides pourra être demandé. Contrôles : Sélection de certains dossiers mis à contrôle et saisie dans le logiciel Isis, Coordination des contrôles éligibilité et conditionnalité (aides animales et surfaciques, bonnes conditions agro-environnementales, santé et protection animales, santé des végétaux, environnement), Réception, vérification, saisie et validation des résultats de contrôle, En lien avec le responsable d'unité : traitement des contentieux et des suites de contrôles, participation aux groupes de travail, expertise des données nécessaire à l'évaluation des dispositifs. Instruction d'aides agricoles et autres activités de l'unité : Responsable des aides ovine et caprine : information des exploitants (téléphone, rendez-vous, communiqués de presse et réunions publiques), réception et instruction de ces aides, Appui à l'organisation de la campagne PAC, à la télédéclaration (réunions publiques, accueil physique et téléphonique, permanences PAC) et à l'instruction des dossiers PAC en lien avec le responsable d'unité et la gestionnaire surface. En interne, l'agent assure ses missions en lien avec les autres gestionnaires et le responsable de l'unité. En externe, il est en relation avec les agriculteurs, les représentants de la profession agricole, l'EDE, les organismes de contrôle (ASP, DDPP, SRAL, SEN, OFB...), les autres DDT (réseau régional), le ministère.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissances de la réglementation des aides du 1er et 2ème pilier de la PAC, des contrôles et de la conditionnalité Connaissances du monde agricole souhaitées Maîtrise souhaitée des outils bureautiques et de gestion : Open Office, ISIS, Word, Excel	Qualités relationnelles, écoute, sens du travail en équipe Capacité d'organisation et rigueur dans la gestion administrative, respect des délais Sens du service public Capacités d'analyse et de résolution des problèmes

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
David AGNIEL - Chef de service adjoint et responsable de l'unité aides au revenu 04 78 62 53 05 david.agniel@rhone.gouv.fr Hélène FARGEON - Cheffe de service 04 78 62 53 49 helene.fargeon@rhone.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale des territoires de la Haute-Savoie
15 rue Henry-Bordeaux - 74998 Annecy Cedex 9
Direction

Assistant.e de direction

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32248		Référence du poste : A5D7400001	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3 ans	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Secrétaire administratif		2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La direction départementale des territoires (DDT) met en œuvre, sous l'autorité du préfet de département, les différentes politiques nationales dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, de la forêt, de l'urbanisme, de l'habitat et du logement, du renouvellement urbain, de la gestion de l'eau, de la transition écologique et énergétique, de la prévention et de la gestion des risques, de la préservation de la biodiversité et des milieux naturels, de la gestion des deux lacs d'Annecy et du Léman, et contribue à la sécurité et à l'éducation routière. La DDT de la Haute-Savoie comprend une équipe de 175 agents environ, présentant des compétences très diversifiées. Elle assure des missions de conseil, d'appui aux territoires, d'instruction et de contrôle. Le nombre important de dossiers sensibles, en montagne comme en bord de lacs, et la variété des sujets ainsi que la qualité des équipes et les nombreuses relations avec les partenaires de la DDT rendent ce poste particulièrement riche et intéressant.

Description du poste et description des missions
L'assistance de direction repose sur un « binôme » d'agents au service du directeur et de son adjoint.e. La première est spécialisée dans : la gestion des agendas, l'organisation des réunions et la gestion de la boîte électronique de la direction. La seconde est spécialisée dans la gestion des parapheurs et du courrier « arrivé ». Chacun.e d'elles s'apporte un appui dans toutes leurs attributions en cas d'absence. Les missions attendues du binôme des assistant.es de direction sont les suivantes : • accueil téléphonique et physique, • gestion de la boîte aux lettres électronique de la direction, courriers réservés, dossiers ponctuels, • organisation des agendas (prise de rendez-vous, déplacements, réunions...), • organisation pour les services des réunions présidées par préfet, • gestion des parapheurs soumis à direction, • veille au respect du guide du courrier, des consignes préfectorales et des règles d'orthographe et de syntaxe, • constitution des dossiers réunions, • veille des commandes préfectorales et de la direction aux services, • participation au Comité de direction : point agenda, liste des commandes, et rédaction des comptes-rendus à terme, • organisation rencontre annuelle IGAPS/agents MASA et IGED/Agents MTECT, • animateur du réseau des assistants de la DDT, • gestion des déplacements du directeur et de son adjoint.e, • suivi des commandes de fournitures. Le binôme d'assistant.es de direction de la DDT entretient des relations internes avec tous les services de la DDT (chefs de service, adjoints, chefs de cellule, agents) et des relations externes avec de nombreux partenaires : autres administrations départementales, notamment la préfecture (secrétariat du préfet, du directeur de cabinet, du secrétaire général) et d'administrations régionales, mais également avec les collectivités territoriales, chambres consulaires, etc.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaître les services de l'Etat dont la DDT (activités, principaux interlocuteurs, environnement institutionnel) Maîtriser outils bureautiques, Principes de rédaction administrative : savoir rédiger un compte-rendu, une synthèse, ... Maîtriser les applications internes : casper, GIR, chorus DT, RESANA Techniques d'archivage	• Avoir un sens du relationnel développé : écoute, diplomatie, courtoisie, • Avoir une grande agilité dans le traitement de l'information, • Être rigoureux dans son organisation, • Avoir une expression irréprochable, • Établir une relation de confiance avec la hiérarchie et au sein du binôme d'assistant.es, • Être autonome, disponible et faire preuve de discrétion, • Être réactif, savoir anticiper, hiérarchiser les urgences, • Savoir faire preuve de sang-froid, • Se montrer curieux d'apprentissage.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Niveau d'expérience minimum requis : Débutant • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 2215.25 € bruts mensuels minimum - varie selon l'expérience • Logé : non

- **Niveau d'études** : Diplômes de niveau bac +2

Personnes à contacter
Julien LANGLET – directeur départemental des territoires, Tél. : 04 50 33 79 01 Mél. : julien.langlet@haute-savoie.gouv.fr
Carole LEFEBVRE-PARONNAUD - assistante de direction, tél 04-50-33-79-03 Mél : carole.lefebvre-paronnaud@haute-savoie.gouv.fr
Pour les informations administratives, contacter le SGCD 74 : Geneviève FAYE, cheffe du service ressources humaines et gestion des compétences Tél. : 04 50 33 61 45 - Mél. : genevieve.faye@haute-savoie.gouv.fr et sgc-rh-ddt@haute-savoie.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires du Tarn
service économie agricole et forestière
19 rue de Ciron
81013 ALBI cedex 9

Adjoint.e à la cheffe du SEAF

N° de publication : 32249	Référence du poste : A5D8100006
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-22	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le département du Tarn possède des activités agricoles et forestières très variées, importantes dans l'économie locale. Le service « Economie agricole et forestière », composé de 27 agents titulaires et d'agents vacataires est chargé, pour le atran, de mettre en œuvre la politique agricole commune (« PAC »), les politiques de développement rural, forestières et cynégétiques, ainsi que de contribuer à la gestion économe des sols et, de façon plus générale, à promouvoir une agriculture durable.

Description du poste et description des missions
Encadrer le bureau « contrôle des structures et aides conjoncturelles » Appuyer la cheffe de service dans la gestion des équipes, les représentations extérieures et assurer l'intérim. Effectuer une veille de l'actualité agricole et se tenir au fait des politiques publiques agricoles et forestières (y compris chasse et prédation) Assurer le suivi qualité du service, en particulier pour les thématiques RH et logistiques Veiller à l'équilibre entre le rôle de chef de bureau et celui d'adjoint Adjoint - Suivi du recrutement des contractuels au regard des besoins du service et en lien avec le SGCD - Implication dans la « commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers », en lien avec le « bureau agriculture et territoire » en charge de cette commission - Suivi des sujets louvetiers et des aides forêt (France 2030), des certificats monichon et des autorisations de coupes en lien avec le « bureau forêt et chasse ». - Sécurisation de la mise en place des aides « Feader prédation » (contrôle interne et lien avec la région) Chef de bureau - Pilotage du contrôle des structures et des autorisations d'exploiter ; application du schéma des baux ruraux ; mise en œuvre de la Loi Sempastous. - Gestion des dispositifs de « l'indemnité de solidarité nationale » et autres aides de crises agricoles - Accompagnement du suivi des GAEC et lien à assurer avec le dispositif de prévention mal-être agricole (dispositif piloté MSA et chambre) - Suivi mesures d'installation (en lien avec la région) et de la mise en œuvre des dispositifs « AITA » et « PPP ». En interne : le chef du service, le CODIR, les agents du service et des autres services DDT En externe : - la SAFER - la chambre d'agriculture du Tarn - la MSA - la DRAAF, la préfecture, la DDETSP - la Région, les collectivités territoriales - l'agence de service et de paiement, les organismes bancaires - la profession agricole et forestière - la fédération de chasse, les lieutenants de louveterie, les associations de protection de l'environnement...

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé politiques publiques de soutien à l'agriculture (assurance récolte et Indemnité de solidarité nationale, structures), la forêt et la chasse, réglementation et procédures afférentes - milieu professionnel agricole et forestier	travail et mobilisation d'équipe, anticipation et organisation des tâches des agents en fonction des priorités, - capacité d'analyse et de synthèse - pédagogie - expression en public - animation de réunion - réactivité - respect des délais

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
M. Maxime CUENOT, Directeur de la DDT Tel : 0 581 275 008, mail : maxime.cuenot@tarn.gouv.fr

Mme Laure DEUDON, Cheffe du service économie agricole et forestière
Tel : 0 581 275 960, mail : laure.deudon@tarn.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale des territoires de Tarn-et-Garonne
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

Chef.fe de bureau agriculture durable, exploitations et forêts

N° de publication : 32250	Référence du poste : A5D8200037
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le Tarn-et-Garonne se caractérise par une dynamique de projets (projet de LGV Bordeaux-Toulouse, aménagements du quartier de la gare) et une dynamique urbaine. Ce contexte nécessite une attention forte à la préservation des espaces agricoles et forestiers. L'agriculture constitue le premier secteur économique du département, principalement au niveau des filières végétales (arboriculture, semences), tout en présentant une grande variété d'exploitations de tout type de production. Au sein de la DDT, le service économie agricole applique les politiques européenne et nationale en matière d'aides agricole (PAC, conjoncture), de gestion du foncier et de l'espace agricoles et du contrôle des structures. Le SEA est également en charge de l'application des missions régaliennes sur la forêt. Le bureau ADEF est l'un des deux bureaux du SEA. Il a été créé dans le cadre d'une réorganisation interne du service suite au transfert des missions FEADER à la Région Occitanie.

Description du poste et description des missions
Le bureau agriculture durable, exploitations et forêts intervient sur des thématiques à forts enjeux pour le département : - projet de ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse (655 ha de terres agricoles et 90 ha de boisements impactés) - développement des ENR sur les terres agricoles (agrovoltisme) - réhabilitation des friches agricoles - déploiement de la feuille de route pour la prévention du mal-être en agriculture - instruction d'aides conjoncturelles Pilotage du bureau et appui aux territoires : - organiser le travail du bureau - contribuer à la transversalité au sein de la DDT (travail inter-services, valorisation de données) - assurer le lien avec les collectivités sur l'agriculture et l'alimentation - superviser l'instruction des aides conjoncturelles Préservation des espaces agricoles et forestiers : - conduire les travaux du SEA sur les grands projets du département en matière de foncier agricole (LGV, aménagements sud Montauban) et de réhabilitation des friches - contribuer à la définition d'un cadrage des projets ENR sur les terres agricoles, et le porter dans les avis du service - superviser l'instruction des dossiers présentés en CDPENAF, des projets soumis à compensation collective et des dossiers forestiers Piloter le contrôle des structures et représenter la DDT au comité technique de la SAFER Participer aux travaux du COPIL et du COTECH sur la prévention du mal-être agricole Placé sous la responsabilité du chef de service et de son adjointe. Outre le chef de bureau, le BADEF compte 4 gestionnaires. Selon l'activité, l'encadrement de stagiaires ou de vacataires est possible. En interne, relations avec l'ensemble des services de la DDT. En externe, relations avec la chambre d'agriculture, la SAFER, les collectivités, les membres de la CDPENAF, la MSA, le CRPF et l'ONF, la DRAAF, les services centraux du MASA.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissances économiques, techniques et scientifiques dans le domaine agricole Connaissance des réglementations agricole et forestière Connaissance des procédures administratives	Travail en équipe et sens des relations humaines Capacité d'analyse et de synthèse Aisance dans l'expression orale et écrite Capacité d'adaptation et réactivité Capacité d'initiative Rigueur, autonomie et rendu-compte

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
Supérieur hiérarchique : François MILHAU, chef du service économie agricole Tél : 05 63 22 24 81 Mél : francois.milhau@tarn-et-garonne.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de Vaucluse (DDT 84)
Cité administrative – Bâtiment 5, avenue du Septième Génie – 84905 AVIGNON cedex 09
Service Forêt, Risques et Crises (SFRC) – Unité Forêt

Chef.fe d'unité Forêt

N° de publication : 32251		Référence du poste : A5D8400033
Catégorie : A1		
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3 ans
Corps		Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)		
Poste V (Vacant)		

Descriptif de l'employeur
Le département est très exposé aux risques naturels. Un cinquième de la population vit dans une zone inondable en aléa fort ou très fort et 40 % du territoire est exposé aux incendies de forêts. Au sein de la Direction Départementale des Territoires de Vaucluse (DDT 84), le Service Forêt, Risques et Crise (SFRC) est en charge de la mise en œuvre des politiques de prévention et de culture du risque, de gestion de crises et la mise en œuvre de la réglementation forestière. Le service est composé de 16 agents.

Description du poste et description des missions
Au sein du service, l'Unité Forêt est composée de 4 agents : un(e) chef(fe) d'unité et 3 chargés de missions de catégorie B/B+. Cette unité est en charge de la gestion du dispositif estival d'astreinte de la DFCI (Défense des Forêts Contre les Incendies) et des réglementations associées (accès aux massifs, emploi du feu,...). Le(la) chef(fe) d'unité gère également l'ensemble des missions liées à la gestion durable de la forêt. - Management de l'unité : priorisation des actions, suivi des objectifs, gestion des compétences ; - Mise en œuvre et suivi de la politique de DFCI : révision du Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie et déclinaison au niveau des massifs forestiers, suivi des mesures réglementaires, participation à l'ordre d'opération feux de forêt : mise en œuvre du dispositif préventif forestier, coordination avec les différents partenaires (ONF, SDIS, ADCCFF...) ; - Participation opérationnelle au dispositif estival d'astreinte DFCI ; - Mise en œuvre et suivi de la politique de gestion forestière et de la réglementation (défrichement, coupes de bois, PSG, aménagements forestiers, Plan de relance, filière bois ...) ; - Prise en compte du risque d'incendie de forêt dans l'aménagement du territoire : élaboration des PPRIF, avis sur projets, actes d'urbanisme et documents d'urbanisme. Nombreux déplacements en forêt. L'unité bénéficie d'un appui cartographique, administratif et de gestion de crédits rattachés au chef de service. Missions télétravaillables partiellement. Positionnement dans la structure : - Sous l'autorité hiérarchique du chef de service et son adjoint - Encadrement d'une équipe de 3 agents cat B/B+ Relations internes et externes : - En interne : Direction et tous les services de la DDT - En externe : SDIS, ONF, CNPF, services préfectoraux, DPFM, DRAAF, DREAL, DDI, Gendarmerie, Collectivités/mairies, Maires des communes forestières, SMDVF, ADCCFF, représentants des syndicats de propriétaires forestiers et de la filière bois, bureaux d'études...

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Connaissances techniques et réglementaires en matière forestière, de risque feu de forêt et de planification - Maîtrise des logiciels de bureautique et cartographique (SIG)	- Autonomie, réactivité, discernement, force de proposition - Capacités d'organisation, d'encadrement, de rédaction et de synthèse - Capacité à s'exprimer en public, à travailler en transversalité - Être titulaire du permis de conduire B

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter

- Laurent LEVRIER, chef du Service Forêt Risques et Crise (SFRC) :
laurent.levrier@vaucluse.gouv.fr – Tél : 07 77 86 56 65

- Jean-Marc BALLAND, adjoint au chef du Service Forêt Risques et Crise (SFRC) :
jean-marc.balland@vaucluse.gouv.fr – Tél : 04 88 17 85 68



**Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
de Provence Alpes Côte d'Azur
13003 Boulevard de Paris 13003 Marseille**

Adjoint.e à la secrétaire générale

N° de publication : 32252	Référence du poste : A5R1300143
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Attaché d'administration de l'état	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le secrétariat général, service transversal assurant les fonctions support de la DRAAF, a une activité qui couvre l'ensemble des services répartis sur plusieurs sites géographiques dont principalement Marseille et Avignon. Il est organisé en quatre pôles comptant 13 agents : ressources humaines, finances, moyens généraux et délégation régionale à la formation.

Description du poste et description des missions
Assurer un soutien à la secrétaire générale dans la partie RH. Contribuer à la mise en oeuvre des politique publique en matière de RH 5 missions : 1- Assurer l' intérim de la secrétaire générale en son absence 2- Élaborer un plan d'actions Qualité de Vie et des Conditions de Travail - Préparer un plan d'action QVCT et effectuer le suivi - Suivre le plan d'actions RPS 3- Suivre le dialogue social - Préparer les réunions: ordre du jour, envoi des documents, rédaction du pv - Préparer les réunions des groupes de travail découlant du dialogue social 4- Élaborer et mettre en œuvre une politique de recrutement dynamique - Assurer le suivi des publications de poste (odissee) - Publier les postes à pôle-emploi ou tous sites d'offres d'emploi - Rédiger des fiches de poste attractives - Publier et assurer le suivi des fiches de poste sur les réseaux sociaux - Former un réseau avec les employeurs publics sur le sujet - Participer aux groupes de travail sur l'attractivité de la fonction publique - Participer aux forum régionaux sur le sujet 5- Mise en place d'une politique GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) - Assurer le suivi des dispositifs de gestion prévisionnelle des ressources humaines des effectifs des BOP - Créer un diagnostic GPEC - Rédiger le rapport social unique - Au sein du service, pôles moyens généraux, pôle comptabilité délégation régionale à la formation. - Au sein de la DRAAF, ensemble des agents des différents sites, tous les services de la DRAAF - Au niveau régional, les SGCD, SGAR, autres administrations Régionales - Au niveau national, le ministère avec les gestionnaires de corps pour les titulaires et le bureau des contractuels pour les CDD.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Connaissance de la réglementation en matière de GRH - Connaissances de base en droit administratif - Maîtrise expérimentée des outils bureautiques, notamment tableurs. - Connaissance des logiciels spécifiques en matière GRH, GPEEC;(formation à prévoir). - Connaissance des grands thèmes nationaux (politique du MASA) - Technique de conduite de réunion , de projet, de tableau de bord	- Utiliser les méthode de communication et d'animation - Travailler en réseau - Etre force de proposition - Sens de l'organisation - Rigueur et méthode - Capacités d'analyse et de synthèse - Savoir faire preuve de discrétion - Capacités rédactionnelles - Capacités relationnelles

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
Sylvie SANTIMARIA_ Secrétariat Général Adresse mail : sylvie.santimaria@agriculture.gouv.fr Tél : 04.13.59.36.30 Mobile : 06.63.81.24.44



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bourgogne-Franche-Comté
4 bis rue Hoche BP 87865 21078 DIJON Cedex
Le poste est situé à Besançon ou Dijon

Responsable de gestion budgétaire

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32253	Référence du poste : A5R2100183
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DRAAF Bourgogne-Franche-Comté dont le siège est à Dijon compte 8 services dont la responsabilité a été affectée sur l'un ou l'autre site. Le secrétariat général de la DRAAF Bourgogne-Franche-Comté est établi à Dijon et est organisé sur les deux sites : Il regroupe 4 pôles – Le pôle système d'information et logistique, le pôle budgétaire, le pôle Ressources Humaines et le pôle performance communication formation. Les agents de ces 4 pôles sont répartis sur chacun des sites.

Description du poste et description des missions
Assurer l'exécution et la programmation budgétaire des ressources dans le respect de la programmation et de la réglementation Etre le co-référent CHORUS DT Assurer la gestion et le suivi financier des BOPs 215 et 354-05 : -mise à disposition les crédits -programmation et re-programmation des crédits, participation à la préparation des dialogues de gestion -suivi et rendu de gestion en interne -suivi des contrats et marchés -validations, certifications des actes de gestion -réalisation des comptes rendus de gestion -participation aux travaux de fin de gestion Suppléance pour l'exécution comptable des BOPs 143, 149, 206,354-06, 362, 382 et 723 Co-référent CHORUS DT : -contrôle et validation des différents types d'OM ; gestion des habilitations, co-formation des utilisateurs dans les EPL et au sein de la DRAAF Tous les personnels de la DRAAF, CGF, ensemble des unités opérationnelles de la région, fournisseurs, agents des EPLEFPA, DDFIP, SGAR

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance de la réglementation, des procédures budgétaires et comptables et de la chaîne de la dépense Maitriser les systèmes d'information budgétaire et comptable : Chorus formulaire, Chorus Cœur, Chorus DT	Rigueur, réactivité, organisation, confidentialité, sens du contact, travail en équipe et en site distant, disponibilité Travail en autonomie Diplomatie

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 2200 € brut minimum • Logé : non •

Personnes à contacter
Eric AIMON, secrétaire général Tél : 03.39.59.40.51 // Mail : eric.aimon@agriculture.gouv.fr Laurence ARRIVE, responsable du pôle budgétaire : laurence.arrive@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
4 bis rue Hoche- BP 87865 -21078 DIJON Cedex
Poste situé à Dijon

Gestionnaire dans l'unité « activités transversales »

N° de publication : 32254	Référence du poste : A5R2100201
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-22	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Au sein du service régional de la formation et du développement (SRFD), la mission inter-régionale des examens (MIREX) organise les examens conduisant à la délivrance des diplômes de l'enseignement technique agricole.

Description du poste et description des missions
Le gestionnaire met en œuvre les processus transversaux d'organisation des examens sur le territoire inter-régional de compétence. Il s'assure que ce processus est mis en œuvre conformément à la réglementation et aux directives de la direction générale de l'enseignement et de la recherche du MASA. • Gestion des dossiers de demandes d'aménagements d'épreuves de l'instruction du dossier à la convocation de l'aide humaine • Gestion des dossiers financiers de leur réception au transfert des lots pour mise en paiement • Gestion des dossiers administratifs des indemnitaires et traitement des demandes du BPCO • Participation à la logistique des examens • Classement et archivage des documents – dossiers d'examen • Contribution aux activités des unités filières MASA/DGER, directeurs des établissements d'enseignement, autres MIREX, partenaires professionnels, autres DRAAF de l'inter-région

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance des applications métiers Connaissance réglementaires Maîtrise des outils de bureautique	Sens de l'organisation Aptitudes relationnelles Rigueur, autonomie, réactivité

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : Environ 2200 € brut • Logé : non • Niveau d'études : Diplômes de niveau bac +2

Personnes à contacter
Patricia FORET – Cheffe de la mission interrégionale des examens Tél. : 03 39 59 41 80 - Mail : patricia.foret@agriculture.gouv.fr Alexandre GIRARDOT – Chef adjoint de la mission interrégionale des examens Tél : 03 39 59 41 73 – Mail : alexandre.girardot@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Occitanie
Service régional d'information statistique, économique et territoriale (SRISSET)
Cité Administrative - Bat E - Bd A. DUPORTAL 31074 TOULOUSE Cedex
697, avenue Etienne Méhul - CA. Croix d'Argent - CS 90077 34078 MONTPELLIER Cedex 3

Gestionnaire RICA

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32255		Référence du poste : A5R3100147	
Catégorie : A1			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : de 3 à 6 mois	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		4.1	
Attaché d'administration de l'état		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le service régional d'information statistique, économique et territoriale (SRISSET) est chargé de la réalisation des programmes nationaux d'enquêtes de la statistique agricole et du réseau des nouvelles des marchés dans la région Occitanie, de la diffusion et de la valorisation des données disponibles. Il produit des analyses et des études en appui à la mise en œuvre des politiques publiques conduites par la DRAAF dans les secteurs de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt. Le service est basé sur 4 sites, Toulouse (2), Montpellier et Perpignan. Les 34 agents sont répartis en 3 unités travaillant en synergie. L'unité information économique (UIE) est constituée de 15 agents répartis sur 4 sites.

Description du poste et description des missions
Sous l'autorité du chef de l'unité information économique et la coordination du responsable régional du RICA, le la gestionnaire RICA participe à l'activité de collecte, de validation et de valorisation des données du Réseau d'information comptable agricole (RICA) pour la région Occitanie. Ces données ont pour objet l'estimation et l'analyse des résultats économiques des exploitations agricoles. En fonction de la charge de travail et des besoins, il.elle participe également aux autres travaux de l'unité information économique : valeur vénale des terres, estimations précoces de production, conjoncture régionale, statistique agricole annuelle, comptes, diffusion. Sous le pilotage du responsable régional du RICA et en binôme, il.elle participe aux travaux suivants : - Assurer les contacts avec la dizaine de centres comptables qui sont prestataires pour la production des données du RICA, et qui sont répartis dans les différents départements de la région - Assurer le suivi administratif et budgétaire de l'opération, - Former les comptables des centres et leur apporter une assistance dans les tâches de collecte des données - Valider les fiches saisies (environ 900 pour la région Occitanie) et procéder à leur apurement, - Participer aux travaux de valorisation des résultats, éventuellement de manière transversale avec les 3 unités du SRISSET et d'autres services de la DRAAF. - Contribuer aux autres productions de l'UIE : valeur vénale des terres, estimations précoces de production, conjoncture régionale, statistique agricole annuelle, comptes, diffusion et valorisation Champ relationnel : Les centres de gestion comptable agricole. Les services de la DRAAF et du SSP. Le réseau national des correspondants RICA. Les services de l'Etat (Banque de France, DRIEETS, Insee...). La SAFER Les candidatures d'agents de catégorie B seront également examinées.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Agronomie générale, Comptabilité-Gestion et environnement juridique des entreprises agricoles Économie agricole locale et nationale Connaissance du fonctionnement des exploitations agricoles Statistique descriptive Maîtrise des outils bureautiques La maîtrise du logiciel de traitement de données R serait un plus (formation recommandée après la prise de poste, si nécessaire)	Savoir travailler de façon collaborative et en réseau Organiser et animer un travail collectif (partenaires internes et externes) Former et conseiller Faire preuve de rigueur quant à la conformité des procédures utilisées Rédiger les résultats d'une analyse, un bilan, une synthèse Maîtrise de la communication écrite et orale

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : de 2638€ à 3746€ brut selon l'expérience professionnelle sur des activités similaires • Logé : non • Niveau d'études : Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Gérôme Pignard, chef du SRISSET
04 67 10 18 53
gerome.pignard@agriculture.gouv.fr

Jean-Pierre Cassagne, adjoint au chef de service, chef de l'UIT
05 61 10 62 67
jean-pierre.cassagne@agriculture.gouv.fr

Antoine Loubet, responsable RICA
04 67 10 18 62
antoine.loubet@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Hauts-de-France
Cité administrative - BP 11118 - 59022 LILLE Cedex
Site de Lille
Service régional de la formation et du développement
Pôle prospection et pilotage des moyens publics et privés

Chargé.e d'appui aux établissements

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32256	Référence du poste : A5R8000037
Catégorie : A1	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt exerce l'autorité académique de l'enseignement agricole en région (66 sites). Par délégation, le SRFD organise l'activité de l'autorité académique : attribution aux établissements de moyens budgétaires déconcentrés, suivi RH des personnels, schéma des formations, organisation et attribution de diplômes et certifications, animation des politiques éducatives en région, appui aux établissements et contrôle des actes.

Description du poste et description des missions
Au sein du SRFD, sous l'autorité directe du chef de service, assurer le contrôle de légalité par délégation du préfet de région au DRAAF, réaliser des expertises juridiques pour les établissements, le service, la collectivité de rattachement, les partenaires extérieurs et conseiller en répondant au besoin des équipes de direction des établissements dans les domaines administratifs, juridiques et financiers. Animer et professionnaliser le réseau des SG. Assurer le contrôle de légalité Réaliser des expertises juridiques dans les domaines administratifs, juridiques et financiers du champ de l'enseignement agricole Assurer la gestion du contentieux en prévenant le contentieux et en assistant les établissements d'enseignement dans la rédaction des mémoires Communiquer et informer en assurant une activité de veille sur les textes applicables à l'activité du service ou des établissements Animer le réseau des gestionnaires par la conduite de réunions d'information et d'échanges de pratiques. Assurer la professionnalisation du réseau des SG par la mise en œuvre de modules de formation. Assurer le suivi administratif et juridique en rédigeant des actes (arrêtés constitutifs des EPLEFPA, de composition des conseils d'administrations des EPLEFPA ...) Suivre les instances et particulièrement les CHSCT de l'enseignement agricole Suivre les commissions régionales d'appel à la décision des conseils de disciplines des établissements. Ensemble du SRFD, le SG de la DRAAF, chefs d'établissements, Rectorats, DASEN, ARS, Préfectures, Conseil Régional, Direction général de l'enseignement et de la recherche, service de l'inspection de l'enseignement agricole, SRH-MASA, service des affaires juridiques du Ministère.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Politiques et programmes portés par le MASA Système éducatif de l'enseignement agricole Fonctionnement et compétences des services territoriaux de l'Etat et des partenaires professionnels et institutionnels Droit public et des finances	Concevoir ou utiliser des méthodes, démarches et outils pour la conduite d'expertises Rechercher et diffuser de l'information Animer des réunions institutionnelles avec des partenaires multiples Rédiger des documents

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
M. Thami AMINE, chef de SRFD Tel : 06 69 91 39 09 Mel : thami.amine@agriculture.gouv.fr M. Frédéric PRINCE, adjoint au chef de SRFD Tel : 06 28 54 51 31 Mel : frederic.prince@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de la Savoie
Direction
L'Adret, 1 rue des Cévennes
73011 CHAMBERY CEDEX

Assistant.e de direction

N° de publication : 32258	Référence du poste : A5D7300001
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
Ce poste, placé au sein d'un pool de deux agents, assure l'assistance administrative de la direction : un directeur et son adjoint, deux chargés de missions : Mission LYON-TURIN et Mission Aménagement. La DDT 73 compte environ 180 agents, six services métiers, un secrétariat général et une unité territoriale.

Description du poste et description des missions
Assurer le secrétariat de la direction départementale des territoires en binôme avec l'autre assistante de direction, ainsi que les deux chargés de mission rattaché à la direction. Activités principales : - Accueil téléphonique - Gestion des agendas - Gestion du courrier de la direction : vérification répartition, priorisation (signalement importance, orientation dans les services et suivi des échéances) - Organisation de réunions (convocations, réservation salle, préparation dossiers) - Diffusion des informations de portée générale - Revue de presse Savoie - Centralisation et diffusion des demandes spécifiques de la Préfecture - Administrateur du logiciel CASPER - Publication articles sur le site internet des services de l'État - Participation aux comités techniques et comités hygiène sécurité santé au travail et rédaction des procès-verbaux Missions spécifiques Directeurs : - Traitement des dossiers confidentiels - Classement direction et archivage - Gestion du courrier électronique BAL institutionnelles rattachées à la direction - hiérarchisation (importance, urgence) - orientation (avec ou sans validation) - suivi des échéances - Veille réglementaire (JORF, BO,...), diffusion ciblée des textes vers les services, classification des textes transversaux - Gestion et centralisation des éléments de pilotage direction en lien avec les services : suivi d'actions, suivi de dossiers signalés, suivi des synthèses réglementaires - Suivi des interventions politiques Relations hiérarchiques : sous l'autorité hiérarchique du directeur et fonctionnelle du directeur adjoint Relations fonctionnelles : - en interne : ensemble du personnel, notamment chefs de service, chefs d'unités, responsables d'UT et les secrétariats - en externe : préfectures, sous-préfectures et autres services déconcentrés, collectivités locales, élus de tous rangs, administrations centrales, cabinets ministériels, particuliers, acteurs économiques.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- connaissance des institutions administratives nationales, régionales, départementales et de leurs missions - connaissance générale des missions de la DDT - connaissance des principaux partenaires extérieurs.	- réactivité et capacité d'adaptation à des situations variées. - capacité rédactionnelle - savoir travailler en équipe - capacité à synthétiser et rendre compte - savoir communiquer avec des interlocuteurs variés - rigueur - qualités relationnelles et capacité d'écoute - réactivité - capacité d'initiative - capacité à anticiper les situations - capacité d'adaptation - discrétion, tact, sens du contact, courtoisie - disponibilité.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible

• Management : non • Logé : non •
--

Personnes à contacter
- Thierry DELORME, directeur adjoint thierry.delorme@savoie.gouv.fr Tel 04.79.71.73.72
- Laure STEINBRUGGER, assistante de direction Tél 04 79 71 73 72



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service compétitivité et performance environnementale
Sous-direction Performance environnementale et valorisation des territoires (SDPE)
3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Adjoint.e sous-directeur de la SDPE

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32259		Référence du poste : A5SCP00153	
Catégorie : A3			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		2.2	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		1.1	
Administrateur de l'état		1.4	
Inspecteur de santé publique vétérinaire		1.4	
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La sous-direction (SD) est chargée des mesures relatives à la performance environnementale des entreprises et des filières. Dans le cadre des compétences du ministère, elle concourt à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'environnement et d'usage de l'eau, de changement climatique, de biodiversité, de sols et d'air, ainsi qu'à la gestion durable des espaces naturels, agricoles, forestiers, ruraux et périurbains. A ce titre, la SD est très impliquée dans les travaux de planification écologique initiés depuis 2022, à la fois sur la définition des cibles et leviers (climat, eau, biodiversité, etc.) mais également sur la mise en œuvre des mesures opérationnelles décidées dans ce cadre. La SD anime et soutient le développement de pratiques innovantes et performantes au plan environnemental. Elle anime et soutient une politique de gestion durable des sols et de l'eau. Elle assure le suivi des équipements hydrauliques dont le ministère a la propriété. Elle élabore le cadre juridique de l'aménagement foncier rural. Elle assure le rôle d'autorité de gestion de l'aide à la prédation. Elle contribue à l'orientation du développement agricole et coordonne l'exercice par les services déconcentrés de la tutelle sur le réseau des chambres d'agriculture. Elle assure elle-même la tutelle sur Chambres d'agriculture France et sur l'Office français de la biodiversité.

Description du poste et description des missions
- co-animer avec le sous-directeur et un second adjoint les 4 bureaux de la sous-direction - promouvoir une approche ambitieuse et innovante pour déployer les politiques portées par le ministère en terme de performance environnementale et de valorisation des territoires - s'appuyer sur l'expertise disponible au sein des services et promouvoir une véritable stratégie axée sur des actions concrètes et mesurables - s'appuyer sur le cadre législatif existant et en cours d'élaboration (Pacte et Loi d'orientation et d'avenir de l'agriculture) et sur les instruments disponibles pour décliner cette stratégie - donner du sens aux actions conduites, structurer les échanges avec les responsables professionnels - veille réglementaire ; - préparation de textes législatifs et/ou réglementaires ; - rédaction d'argumentaires techniques ; - élaboration de mesures ; - conduite de projets ; - dialogue avec les acteurs. L'adjoint(e) au sous-directeur partage avec le sous-directeur la responsabilité de la validation des productions des bureaux. En son absence, il (elle) assure son intérim. - responsables socioprofessionnels concernés ; - organismes sous tutelle (ASP, FAM, OFB...) et organismes consulaires (Chambres d'agriculture France) ; - les différentes sous-directions de la DGPE et des autres directions du MASA (DGA, DGER, SG) - services d'autres départements ministériels (DEB, DGEC, DHUP, CGDD, DGS...) et interministériels (en particulier secrétariat général de la planification écologique) ; - services déconcentrés (DRAAF et DDT(M)) ; - autres directions du ministère et Cabinet du ministre.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Bonne connaissance des politiques publiques et des institutions dans le champ du ministère souhaitée Connaissance du milieu rural, agricole et/ou forestier Attrait pour les questions environnementales Expérience de pilotage de projet complexe à fort enjeu	Management d'équipe, cadre confirmé Pilotage de projets Gestion des priorités Excellentes capacités relationnelles Médiation/négociation Excellentes capacités rédactionnelles Capacité d'analyse et de synthèse Curiosité et esprit critique Esprit d'initiative

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui

• Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents
--

Personnes à contacter
Philippe DUCLAUD, directeur général Tel: 01 49 55 57 25 - philippe.duclaud@agriculture.gouv.fr Arnaud DUNAND, sous-directeur Tel : 01 49 55 45 39 - arnaud.dunand@agriculture.gouv.fr Michel FOURNIER, chef de la mission affaires générales et ressources humaines Tél. : 01 49 55 50 78 - mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires du Cher
6 place de la Pyrotechnie
18013 BOURGES cedex

Gestionnaire Aides surfaciques

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32260		Référence du poste : A5D1800016	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3 ans	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Secrétaire administratif		2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste S (Susceptible d'être vacant)			

Descriptif de l'employeur
Poste situé au sein du Service Économie Agricole et Développement Rural. Le service a en charge la mise en œuvre de la politique agricole européenne, nationale et régionale sur l'ensemble du département. Les missions sont exercées au sein du bureau «Soutiens directs et agro-environnementaux » (BSDAE) composé de 8 agents.

Description du poste et description des missions
Gestion des aides surface « 1er pilier » et des aides à l'assurance récolte. Renseigner et conseiller les agriculteurs et les OPA sur la réglementation. Assurer la gestion des aides de la déclaration à la finalisation de l'instruction. Gérer des dossiers difficiles et litigieux en concertation avec le chef de bureau. Appuyer le chef de bureau sur les dossiers en contrôle (contrôle de la dépense, CCCOP, audit Cour des comptes...) et dans l'organisation matérielle, logistique de la campagne PAC. Appuyer le chef de bureau dans le recrutement, la formation et l'encadrement des vacataires PAC. Former les agents du SEADR et les vacataires à la télédéclaration des aides. Être le relais de l'information avec le gestionnaire de la base des exploitants. En cas de pics d'activité au sein du bureau ou dans les autres bureaux, apporter son appui en fonction des choix retenus par le Chef de service. Sous l'autorité hiérarchique de la cheffe de service et de la cheffe de bureau, il travaille en collaboration avec : Exploitants agricoles, Organisations professionnelles agricoles, chambre d'agriculture, DDETSP, DRAAF, agents DDT, Administration centrale, ASP, Banques, MSA, centres de gestion, assurances

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissances réglementaires spécifiques. Capacité de rédaction et d'expression. Capacité à maîtriser les applications informatiques liées aux missions.	Capacité d'adaptation aux évolutions réglementaires. Qualités relationnelles, travail en équipe et en réseau. Rigueur et organisation. Réactivité et adaptation. Sens du service public (disponibilité, écoute).

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Débutant • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Baccalauréat

Personnes à contacter
Olivia GILLET, Cheffe de service, tél : 02.34.34.61.70 Mél : olivia.gillet@cher.gouv.fr Claire LELIEVRE, Cheffe du BSDAE, tél : 02.34.34.61.38 Mél : claire.lelievre@cher.gouv.fr Service de gestion des ressources humaines Mél : sgc-ddi-gap@cher.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de Mayenne
 Cité administrative – 60 rue Mac Donald – BP 23009 – 53063 LAVAL CEDEX 09

Contrôleur.euse environnement et de la conditionnalité des aides de la PAC et de la directive Nitrates

N° de publication : 32261	Référence du poste : A5D5300038
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat : 36
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDT de la Mayenne, dynamique, innovante et forte de sa présence territoriale contribue à un aménagement équilibré et durable des territoires. Le service Eau et Biodiversité composé de 21 agents a en charge la mise en œuvre et le suivi de la politique de l'eau et de la nature, fixée à la fois par la feuille de route nationale et régionale et le document de stratégie et de pilotage de la DDT. L'agent travaillera au sein de l'unité "Eau" (13 agents).

Description du poste et description des missions
Réaliser les contrôles du domaine "environnement" de la conditionnalité des aides de la politique agricole commune (respect des directives Oiseaux, Habitats et "Nitrates") dans les exploitations agricoles en vue de vérifier le respect des règles environnementales s'y appliquant. Mettre en œuvre une communication efficace et pédagogique sur la réglementation "nitrates". Planifier les contrôles : participation à la sélection des exploitations agricoles à contrôler en lien avec le service coordination des contrôles, prises de rdv avec les agriculteurs, préparation des documents préparatoires aux contrôles (courriers, modèle de compte-rendu de contrôle,...) Réaliser les contrôles dans les exploitations agricoles Rédiger les comptes-rendus des contrôles et et mettre à jour les tableaux de suivi Gérer les éventuelles suites administratives en cas de contrôles non conformes Assurer le lien avec le coordinateur des contrôles agricoles Participer au groupe de travail régional "pollutions diffuses" afin d'harmoniser les pratiques et mettre en place les outils de communication Véhicule de service pour les déplacements. Frais de déplacements possibles. Télétravail envisageable possible au bout de plusieurs mois dans le poste. En interne DDT, service économie agricole en charge de la coordination des contrôles, service des missions transversales (géomatique, communication, appui juridique). En externe : exploitants agricoles, collectivités en charge de la ressource en eau, chambre d'agriculture, conseillers agricoles, et partenaires institutionnels (OFB, DDETSP, DREAL, DRAAF, CD53 etc.)

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissances en agronomie et de la PAC Rigueur et sens de l'organisation Aptitude à travailler en équipe et à s'adapter aux situations et aux interlocuteurs (posture du contrôleur) Autonomie et prise d'initiative Capacité d'analyse, de synthèse	Maîtrise des logiciels bureautiques : LibreOffice, Connaissance des outils métiers à acquérir : ISIS/TéléPAC Pratique des outils cartographiques (QGIS)

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Débutant • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : A partir de 2240 € brut, variable selon expérience • Logé : non • Niveau d'études : Baccalauréat

Personnes à contacter
Mme LE GUENNIC Bénédicte - Adjoint au responsable de l'unité eau Mme DETOURBE Judith – Cheffe du service eau et biodiversité Tel : 02 43 67 89 60 mail : sgc-rh-maa-mss@mayenne.gouv.fr et ddt-seb-eau@mayenne.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) de Normandie
Site de Rouen - Cité administrative Saint Sever - 76032 Rouen cedex

Responsable Centre de Prestations comptables Mutualisées

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32262	Référence du poste : A5R1400135
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Attaché d'administration de l'état	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
L'organisation actuelle de la chaîne de la dépense de l'État fait intervenir trois acteurs : les services prescripteurs, les centres de services partagés prestataires Chorus (CSP), et les services dépense placés sous l'autorité du comptable. Le CSP du bloc 2(MTECT et MASA), appelé CPCM (centre de prestations comptables mutualisé) est géré par la DRAAF. Il comporte actuellement 24 emplois sur deux implantations, à Caen et à Rouen. En plus des actes d'exécution de la dépense qu'il réalise pour les services prescripteurs, le CPCM effectue des missions d'animation, de pilotage et d'assistance technique pour le compte des ordonnateurs.

Description du poste et description des missions
Au 1er mai 2023, l'organisation va évoluer avec la mise en place de deux centres de services partagés (CGF) : un à Caen pour les opérations des services prescripteurs pour lesquels le comptable est le directeur départemental des finances publiques du Calvados, et un à Rouen pour les opérations des services prescripteurs pour lesquels le comptable est le directeur régional des finances publiques de Normandie Le·a chef·fe de pôle CPCM aura pour mission d'assurer le fonctionnement et les missions du CPCM jusqu'au 30 avril 2024 et de préparer la mise en place des deux CGF au 1er mai 2024. Il (elle) veillera à participer aux ateliers préparatoires et à accompagner les évolutions d'organisation tant du point de vue métier que du point de vue RH. Jusqu'au 30/4/2024, le/la chef(fe) du CPCM aura la tâche de : . Piloter et encadrer les agents du CPCM des sites de Rouen (17 agents) et de Caen (10 agents). .organisation du travail, priorités et suppléances .animation des équipes (réunions) .suivre et décliner les réformes techniques et comptables, Établir un cadre de fonctionnement avec les service déléguants : .suivi des conventions de délégations de gestion avec les services déléguants .modalités de travail avec les services (procédures) .assistance à l'outil et aux restitutions A compter du 1/5/2023, dans sa fonction d'adjoint au CGF, il sera chargé·e d'assister le responsable du CGF dans ses missions : • de piloter, à l'organisation, à la coordination et à l'animation des travaux au sein du CGF • de veiller à la qualité des actes traités en mode CGF (EJ/DP notamment) • de s'assurer de la bonne exécution des contrôles par les agents à chaque étape du processus dépense (EJ/DP) • de suivre les délais de traitement au sein du CGF au travers de l'analyse de différents indicateurs de la chaîne de la dépense • d'informer et restituer des informations aux services prescripteurs dans une logique accrue de conseil • de rendre compte du fonctionnement du CGF et de l'atteinte de ses objectifs • de mettre en œuvre un dispositif de contrôle interne au sein du CGF Relations avec : • les services prescripteurs du bloc 2 • la DRFiP de Normandie et jusqu'au 30/04 la DDFiP du Calvados • les personnes restant en fonctions de soutien aux services prescripteurs suite à la création des CGF • les fournisseurs (pour ce qui concerne les missions du CPCM, puis du CGF) • le contrôle budgétaire en région des ordonnateurs du bloc 2 • les services de contrôle ou d'audit susceptibles d'intervenir sur le CGF

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
EXPÉRIENCE • au sein d'un CSP/SFACT souhaitée ; • au sein d'un service financier/budgétaire d'un service prescripteur appréciée. COMPÉTENCES : • maîtrise de l'exécution de la dépense publique ; • maîtrise de l'organisation comptable de l'État ; • maîtrise du progiciel Chorus et de Chorus Formulaires ; • connaissance des outils bureautiques usuels (Libre Office, calc). SAVOIR-ÊTRE : • esprit d'initiative et adaptabilité • rigueur et méthode dans le travail • autonomie	• appliquer une règle, une procédure, un dispositif • organiser le travail d'une équipe • contrôler • fiabiliser • conseiller

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">• disponibilité• qualités relationnelles• aptitude à la communication, à l'accompagnement | |
|---|--|

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
Rémi LAFOREST, Secrétaire général remi.laforest@agriculture.gouv.fr - 06 84 91 16 78 Valérie GARNIER, Secrétaire générale adjointe, valerie.garnier@agriculture.gouv.fr - 06 26 58 80 00



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Normandie
Service régional de l'information statistique et économique
Cité administrative
2 rue Saint Sever - BP 36006
76032 ROUEN Cedex

Gestionnaire d'enquêtes

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32263	Référence du poste : A5R1400108
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Secrétaire administratif	3
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Au sein de la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), le poste de gestionnaire d'enquêtes fait partie du Pôle Collecte des enquêtes statistiques. Le Pôle compte 4 gestionnaires d'enquêtes (2 à Caen et 2 à Rouen) et un chef de pôle. Le Pôle Collecte est rattaché au Service Régional de l'Information Statistique et Économique (SRISE) qui compte 18 agents. Le Pôle Collecte assure chacune des étapes de la réalisation des enquêtes prévues au programme annuel.

Description du poste et description des missions
Sous la coordination du chef du pôle, le gestionnaire d'enquêtes participe aux différentes étapes de la mise en œuvre des enquêtes réalisées par le SRISE dans le cadre du programme annuel de travail du Service de la Statistique et de la Prospective (SSP). Assurer l'organisation et la préparation des enquêtes : appropriation des instructions, gestion des affectations et planification. Participer au recrutement et à la formation des enquêteurs, assurer leur gestion administrative. Suivre la collecte, gérer les retours, assister au quotidien les enquêteurs, le cas échéant assurer l'accompagnement sur le terrain. Contrôler et valider les questionnaires. Participer aux opérations de fin de collecte : bilan, mise à jour de la base de sondage, archivage. Les tâches du gestionnaire d'enquêtes sont très variées et font appel à une large palette de compétences : techniques, dans le domaine de la connaissance des différentes enquêtes (à acquérir), informatiques, et aussi à des qualités relationnelles, le poste impliquant des contacts quotidiens avec les enquêteurs. Champ relationnel : Gestionnaires d'enquêtes et chef du Pôle Collecte. Réseau de 25 enquêteurs de l'Eure et de la Seine-Maritime. Responsables nationaux des différentes enquêtes au SSP

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise de la suite Microsoft Office ou Libre Office, notamment le publipostage. Connaissances de base en statistiques et dans le domaine agricole pour la gestion d'enquêtes.	Rigueur dans la mise en œuvre des procédures. Sens de l'organisation. Autonomie. Aptitude à prendre des initiatives. Curiosité d'esprit. Sens des relations humaines. Discrétion et confidentialité.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Hélène MALVACHE, Cheffe du SRISE (helene.malvache@agriculture.gouv.fr) ou 06.07.94.06.77 Martial MAILLARD, Chef du Pôle Collecte (martial.maillard@agriculture.gouv.fr) ou 07.64.25.09.01



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information statistique et économique (SRISE)
5 rue Françoise Giroud
CS 67516
44275 NANTES cedex 2

Adjoint.e au chef de pôle Responsable d'enquêtes CIS

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32264	Référence du poste : A5R4400116
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le SRISE réalise les programmes d'enquêtes de la statistique agricole et du réseau des nouvelles des marchés (RNM) : il collecte et valorise les données relatives aux exploitations agricoles, aux entreprises et aux filières pour répondre aux besoins de la DRAAF, des interlocuteurs professionnels et du grand public. Il est organisé en 4 pôles (enquêtes, conjoncture et RNM, synthèse et valorisation des données, SIG et analyse territoriale). Le pôle enquêtes réalise la collecte des données des exploitations (caractéristiques des exploitations, productions, pratiques culturelles, occupation du sol...). Il recrute les enquêteurs, les forme, met à leur disposition les équipements nécessaires aux enquêtes, les accompagne lors de la collecte, afin de disposer d'informations précises et fiables. Les données ainsi recueillies permettent d'alimenter la connaissance de l'agriculture régionale et de mesurer les évolutions. La fréquence des enquêtes est soit régulière, chaque année, soit irrégulière, tous les 3 à 5 ans selon les enquêtes. Le nombre d'exploitations enquêtées varie selon le type d'enquête, et en conséquence le nombre d'enquêteurs mobilisés.

Description du poste et description des missions
Enjeu : assurer la collecte des enquêtes prévues au programme national de la statistique publique, avec objectif de qualité et dans les délais impartis Vous seconde le chef de pôle dans le pilotage et l'animation du pôle Vous pilotez la collecte des enquêtes statistiques et y prenez part, pour en garantir la qualité Vous assurez la fonction de correspondant informatique statistique (CIS), principalement pour le pôle enquêtes : gestion des aspects informatiques, configuration des ordinateurs et assistance des enquêteurs pour la bonne réalisation de la collecte. Chef adjoint du pôle enquêtes, vous travaillez en étroite collaboration avec le chef de pôle. Vous assurez la continuité de l'activité, la bonne réalisation des opérations. Vous organisez, pilotez, participez à l'animation et au suivi de l'activité du pôle. Vous animez le réseau des enquêteurs, les appuyez et répondez à leurs sollicitations. Vous assurez la permanence des relations avec le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP) et les enquêteurs sur les sujets sensibles : paie, attestations pôle emploi. Responsable d'enquêtes, vous mettez en place les documents/procédures pour la gestion des enquêtes et animez les réunions techniques de coordination de l'équipe pour la collecte (prise de décision sur cas particuliers et harmonisation des pratiques, information des chargés d'enquêtes et des enquêteurs). Cela peut faire l'objet de l'écriture ou la maintenance de programme R pour répondre aux besoins du pôle. Vous pilotez la collecte des enquêtes : réalisation des tâches de gestion d'enquête (préparer le matériel, répartir les enquêtes, former les enquêteurs, suivre la collecte - gestion des refus, contrôle questionnaires).. Vous êtes Correspondant Informatique Statistique (responsable de la gestion parc informatique et de l'assistance des enquêteurs, déploiement d'applications..) et participez au réseau national des CIS. Champ relationnel : Collègues du pôle enquêtes, chargés d'enquêtes Enquêteurs du réseau Personnes enquêtées Collègues du SRISE Autres services de la DRAAF, notamment Secrétariat Général pour aspects logistiques responsables nationaux d'enquête et interlocuteurs RH du Service de la statistique et de la prospective Collègues des autres SRISE Organisations professionnelles agricoles

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaître l'agriculture et les enquêtes agricoles Connaître la déontologie de la statistique publique Savoir rechercher l'information, trouver des solutions Compétences informatiques (configuration des ordinateurs) Logiciel R (programmation) Utiliser les outils de gestion des enquêtes et des enquêteurs et bureautiques	Compétences relationnelles, capacité d'écoute et pédagogie Communiquer, Animer une équipe Rigueur, respect délais, faire respecter les consignes Initiative, autonomie Travail en équipe, s'adapter aux interlocuteurs Proposer, argumenter Documenter, analyser, communiquer de façon claire et simple, oral-écrit Rendre compte de son travail

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui • Logé : non

- **Niveau d'études** : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Cédric LANDRE, chef du pôle Enquêtes Tél : 02 72 74 72 47 Courriel : cedric.landre@agriculture.gouv.fr candidature_srise.draaf-pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr Claire JACQUET-PATRY, cheffe du service Tél : 02 72 74 72 42 Courriel : claire.jacquet-patry@agriculture.gouv.fr candidature_srise.draaf-pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Nouvelle-Aquitaine
15 rue Arthur Ranc
CS 40537
86020 Poitiers Cedex

Administrateur.rice système et réseaux d'information

N° de publication : 32265	Référence du poste : A5R8700224
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
Technicien : spécialité forêts et territoires ruraux	2
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
Technicien de formation et de recherche	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Partie intégrante du Secrétariat général de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, la mission des systèmes d'information (MSI) est implantée sur les trois sites principaux de la DRAAF : Limoges, Poitiers et Bordeaux. La MSI compte 5 agents. Des binômes sont constitués sur 2 de ses trois sites d'implantation. La MSI assure le support informatique pour environ 320 agents répartis sur une dizaine de sites. La résidence administrative du poste est Poitiers.

Description du poste et description des missions
En lien avec l'ensemble de la MSI, l'administrateur(trice) en systèmes et réseaux d'information et de communication assure l'assistance aux utilisateurs du système d'information indépendamment de leur site d'affectation. Son rôle est également de contribuer à l'installation, la configuration et de garantir le bon fonctionnement opérationnel des infrastructures serveur, réseaux et téléphoniques. Assurer l'assistance aux utilisateurs du système d'information • Installation et maintenance du poste de travail (informatique et téléphonie fixe et mobile) • Sensibilisation à l'usage des outils informatiques (hors applications métier) • Personnalisation des postes • Suivi et gestion des incidents • Suivi et résolution des demandes utilisateurs • Mise à jour du dossier d'exploitation (DE) Contribuer à l'installation, à la configuration et garantir le fonctionnement opérationnel des infrastructures serveurs, réseaux et téléphoniques. • Participer à l'installation et à la configuration des systèmes (serveurs physiques et virtuels, stockage, réseaux, téléphonie fixe, parc photocopieurs...) • Administrer les systèmes informatiques et en assurer la continuité de service : gestion, contrôle et validation des sauvegardes • Superviser et administrer les réseaux LAN • Superviser et organiser les visioconférences • Gérer les éléments actifs • Mettre à jour les plans et documents dans le DE - Agents de la DRAAF - Prestataires - Sous direction des systèmes d'information (SNum) du MASA

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
• Maîtrise de l'environnement technique • Connaissance LINUX / WINDOWS • Connaissance approfondie réseau LAN • Maîtrise de l'outil de gestion Idéal Administration • Maîtrise des procédures d'installation • Connaissance des systèmes d'exploitation	• travailler en équipe • disponibilité • sens de l'écoute • Rigueur et sens de l'organisation • Qualités relationnelles et pédagogiques • Esprit d'initiative et autonomie • Rendre compte • Permis B

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : IM 450-599 selon l'expérience sur des fonctions similaires • Logé : non •

Personnes à contacter



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Nouvelle-Aquitaine
Service régional de l'économie agricole et agroalimentaire (SREAA)
51 rue Kieser 33077 BORDEAUX cedex

Chef.fe de cellule Développement agricole

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32266 Catégorie : A2	Référence du poste : A5R8700073
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DRAAF Nouvelle-Aquitaine exerce ses missions sur 12 départements. Le service est composé de 3 unités sur trois sites (Limoges, Bordeaux, Poitiers). Le poste est basé dans l'unité Performances des entreprises et des filières à Bordeaux. Le service régional de l'économie agricole et agroalimentaire (SREAA) élabore et met en œuvre, avec l'ensemble des partenaires, les documents d'orientation stratégiques en déclinant à l'échelle régionale, les politiques agricoles, agro-environnementales et agro-industrielles. Il contribue à la structuration des filières agricoles et agroalimentaires.

Description du poste et description des missions
Le responsable de la cellule (2 agents) est chargé du suivi des travaux en matière de développement agricole, expérimentation, innovation et recherche, en lien avec les acteurs du territoire (professionnels, institutionnels, scientifiques) et notamment du PRDAR, en lien avec la Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle-Aquitaine (CRANA), qui vise la souveraineté alimentaire et la résilience face aux aléas via la transition agroécologique. Il est référent régional GIEE, HVE et CASDAR auprès de la DGPE. Suivi du Programme Régional de Développement Agricole et Rural (PRDAR) : - Référent CASDAR auprès de la DGPE - Instruction du PRDAR de la CRANA - Participation au Comité d'Orientation Recherche Développement Formation (COREDEF) Référent régional Groupements d'Intérêt Economique et Environnemental (GIEE) : - élaboration des appels à projets GIEE, évaluation et suivi des dossiers, - suivi des travaux sur les GIEE et de la capitalisation/transfert en lien avec la CRANA et les partenaires - animation du réseau, de la commission Agroécologie... Référent régional Certification Environnementale : - suivi des structures habilitées au Service de conseil agricole - animation du réseau, participation au comité régional Haute valeur environnementale (HVE) Membre de l'équipe interne "Transitions agricoles" - notamment sur les sujets Carbone, adaptation au changement climatique, agroforesterie... - suivi de la planification écologique Suivi de la Recherche/Innovation en région, en lien avec les partenaires. - Cheffe d'unité, chef de service, équipe de direction et ensemble des services de la DRAAF - Services et opérateurs de l'Etat (DGPE, DDT(M), DREAL, OFB, ADEME...) - Chambres d'agriculture, FR CUMA, FR CIVAM, FRAB et autres réseaux de développement... - Instituts techniques, centres de recherche (INRAE, CNRS, universités, enseignement supérieur agricole...) - Conseil régional, autres collectivités

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Connaissance des enjeux du secteur agricole et globaux : économiques, environnementaux et sociaux ; - Maîtrise des dispositifs d'intervention nationaux et communautaires ; - Connaissance de l'organisation des acteurs du développement agricole.	- Capacités d'analyse et de synthèse - Capacités relationnelles (réseaux, communication, animation de réunions) - Capacités rédactionnelles (avis, notes...) - Capacités d'initiative et d'anticipation

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui • Fourchette de rémunération pour les contractuels : IM 610-835 selon l'expérience sur des fonctions similaires • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Alexandra ARROYO-BISHOP, Adjointe au chef du service régional de l'économie agricole et agroalimentaire (SREAA) Tel : 05 56 00 42 08 - Mobile : 06 61 70 42 27 / mél: alexandra.arroyo-bishop@agriculture.gouv.fr
Michael CHARLOT, Chef du SREAA Tel : 05 87 79 85 33 - Mobile : 06 98 20 49 55 / mél: michael.charlot@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte
Rue Mariazé – BP103 – 97600 MAMOUDZOU
Service de l'alimentation (Kawéni)

Chef.fe d'unité SPAE

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32270		Référence du poste : A6O7600008	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Inspecteur de santé publique vétérinaire		3.1	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La DAAF de Mayotte assure des missions à la fois régionales (DRAAF) et départementales (DDT et DDPP). Elle est composée de 75 agents répartis en 7 services, dont le Service de l'Alimentation (Salim 22 agents) regroupant les missions vétérinaires et phytosanitaires, composé d'une vingtaine d'agents et réparti en 4 unités (SPAE, SSA et Offre alimentaire, SPV et PIF). Le service de l'alimentation de la DAAF intègre donc l'USPAE qui est constituée d'un chef d'unité et de 4 techniciens

Description du poste et description des missions
Encadrer les agents de l'unité afin de mettre en œuvre la réglementation dans les domaines de la santé et de la protection animale, essentiellement sur les filières ruminants et volailles. Unité de 4 agents. Pilotage de l'unité, suivi technique et management. Elaboration de la programmation des inspections et suivi de la performance. En particulier suivi : • Des inspections dans les différentes filières (ruminants, volailles, porcs, carnivores domestiques, faune sauvage captive) et ICPE. • Inspections et suivi des ICPE (formation à prévoir si besoin). • Du processus d'identification des ruminants repris par la chambre d'agriculture • De la prophylaxie des ruminants • Des actions réalisées par les vétérinaires sanitaires, le GDS (filrière ruminants) et les associations d'éleveurs de volailles. • Des introductions d'animaux vivants. Représenter le chef de service lors de réunions Organiser, préparer et superviser les COPSAV « animal » Travail en équipe au sein du service. Autres services de la DAAF (en particulier le SEA). Autres services de l'Etat (police nationale, gendarmerie, ARS,...) Chambre d'Agriculture, de la Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte (CAPAM) Professionnels : vétérinaires, éleveurs, chenils. Communes et polices municipales Associations de protection animale

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire souhaité Connaissances/expériences nécessaires dans le domaine de la santé et protection animales. Maîtrise des logiciels du MASA (SIGAL, Resytal, Galatée, ...) Connaissances/expériences en ICPE et FSC souhaitable	Bonne capacité d'adaptation en rapport avec le contexte socioculturel de Mayotte, et aux contraintes liées à l'insularité. Capacités d'organisation et d'autonomie. Capacités relationnelles en interne et en externe.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : oui • Logé : non • Niveau d'études : Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
M. Bastien CHALAGIRAUD, directeur adjoint bastien.chalagiraud@agriculture.gouv.fr 02 69 61 89 23 M. Patrick Garcia, chef du SALIM patrick.garcia@agriculture.gouv.fr 02 69 61 53 88 Mme Pascale Mercier, adjointe au chef du SALIM pascale.mercier1@agriculture.gouv.fr 06 39 29 59 95 Nous vous invitons à consulter les conditions spécifiques à l'outremer sur le livret OUTREMER consultable sur l'intranet MASA/RH/Appui aux personnes et aux structures/Présentation générale



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations des Alpes-Maritimes
CADAM -Bâtiment Mont des Merveilles - 147 Boulevard du Mercantour - 06286 NICE Cedex 3
Service santé et protection animales

Gestionnaire santé et protection animale (SPA)

N° de publication : 32271	Référence du poste : A6D0600016
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Secrétaire administratif	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Département où toutes les filières animales sont représentées, les Alpes Maritimes comptent de nombreux chenils, centres équestres, détenteurs d'animaux de la faune sauvage et une activité d'élevage modeste mais variée dans toutes les filières d'animaux de rente. Il connaît également une intense activité de certification (+ de 800 certificats) concernant principalement les animaux de compagnie et les équidés. Le département est actuellement particulièrement menacé par la peste porcine africaine. La DDPP compte 60 agents dont 8 dans le service SPA.

Description du poste et description des missions
En tant que gestionnaire technique : Instruction des habilitations sanitaires des vétérinaires Instruction des certificats de capacité au mordant Suivi des importations illégales de carnivores domestiques en lien avec les autres agents du service Suivi des animaux mordeurs ou griffeurs Expérimentation animale : suivi administratif des dossiers en lien avec l'inspecteur mutualisé En tant que secrétaire : Participation au secrétariat de service : accueil téléphonique, enregistrement du courrier et suivi de la messagerie SPA Classer et archiver l'ensemble des supports recueillis et produits Suppléance : avec le secrétariat des autres services Autres services de la DDPP, vétérinaires sanitaires, publics divers, DRAAF, services de police et de gendarmerie.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Sens des relations humaines Sens de l'organisation Capacité d'adaptation Travailler en équipe Faire preuve de discrétion Etre à l'écoute des usagers Connaissance des logiciels métiers RESYTAL, SORA, SIGAL appréciée.	Techniques générales de secrétariat Gérer une situation et respecter un délai Anticiper et alerter sur une situation à risque Communiquer avec des publics différents

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Véronique, FAJARDI directrice Tél : 04 93 72 28 01 Mail : veronique.fajardi@alpes-maritimes.gouv.fr Anaïs GRASSIN chef de service SPA Tél : 04 93 72 28 60 Mail : anais.grassin@alpes-aritimes.gouv.fr



**Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations du FINISTERE
Abattoir BIGARD – ZI de Kergostiou – 29300 QUIMPERLE**

Chargé.e d'inspection Abattoir

N° de publication : 32272	Référence du poste : A6D2900037
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2.2
Préposé sanitaire non titulaire	NA
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
L'abattoir Bigard de Quimperlé, complexe industriel employant près de 1200 personnes, est spécialisé dans l'abattage, la découpe et la transformation de bovins et de porcs charcutiers pour un tonnage annuel d'environ 120 000 tonnes. L'équipe d'inspection se compose de 32 inspecteurs et 3 VO.

Description du poste et description des missions
Missions d'inspections en abattoir de bovins et porcins L'inspecteur réalise toutes les tâches liées à l'inspection et notamment : - inspection ante-mortem et post-mortem . - inspections hors chaîne : inspection pré-opérationnelle, l'hygiène du process, contrôle documentaire du plan de maîtrise sanitaire de l'établissement . enregistrement, traitement et transmission de données - réalisation des PSPC, contrôle des certificats export . - enregistrement, traitement et transmission de données relatives à l'abattage . - rédaction, enregistrements des inspections et renseignement des bases de données RESYTAL. Champ relationnel : Hiérarchie (dont vétérinaire officiel), Service santé et protection des animaux et végétaux, abatteur, éleveurs, transporteurs.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise des réglementations spécifiques Maîtrise des techniques de contrôle en abattoir Connaissances juridiques générales Maîtrise des outils informatiques (bureautiques, RESYTAL)	Savoir travailler en équipe Capacité d'adaptation et réactivité Savoir rédiger (procédures, RI) Faire preuve de pédagogie, de fermeté et de diplomatie

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Baccalauréat

Personnes à contacter
Patrick Le Floch – Adjoint au chef du Service Alimentation - Tél : 02.98.64.67.79 - patrick.le-floch@finistere.gouv.fr Aline SCALABRINO – chef du Service Alimentation- Tél 02.98.64.36.35 - ddpp@finistere.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations du Finistère
2 rue de Kérivoal - CS 83038 - 29334 QUIMPER Cédex
Service Alimentation

Chargé.e d'inspection Restauration collective

N° de publication : 32273	Référence du poste : A6D2900094
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le service Alimentation compte une centaine d'agents intervenant sur 7 filières agro-alimentaires et répartis sur 2 sites principaux, 1 criée et 12 abattoirs. Le tissu agroalimentaire est dense et diversifié (environ 800 établissements agréés dont 95 cuisines centrales). Plus de 1 300 établissements de restauration collective. Poste basé à Quimper.

Description du poste et description des missions
- Réaliser les inspections, conformément aux plans nationaux d'inspection, dans les établissements de restauration collective - Gérer les alertes ou toxi-infections alimentaires collectives - Gérer les signalements - Rédiger les rapports d'inspection, les courriers d'accompagnement, proposer les suites adaptées, rédiger les procès verbaux le cas échéant. Réaliser les enregistrements dans RESYTAL - Réaliser des inspections et des prélèvements en cas de TIAC - Gérer les signalements au titre de l'article 50 de la loi Egalim Champ relationnel : - Contacts réguliers avec les professionnels, les responsables qualité, les laboratoires - Échanges réguliers avec les inspecteurs du service, la coordinatrice des alertes, la responsable des PSPC - Encadrement intermédiaire et chef de service

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Maîtrise des principes HACCP, de la traçabilité, - Maîtrise des réglementations spécifiques et des techniques d'inspection - Connaissances juridiques générales (droit pénal et administratif) - Maîtrise des outils informatiques (bureautiques, RESYTAL)	- Savoir travailler en équipe, s'adapter, être réactif - Qualités relationnelles et d'échange - Autonomie et organisation - Savoir rédiger - Savoir rendre compte - Faire preuve de pédagogie, de fermeté

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
SCALABRINO - chef du Service Alimentation- Tél 02.98.64.36.35 - aline.scalabrino@finistere.gouv.fr
Ghislaine LOBJOIT - responsable du secteur remise directe et restauration collective - Tél 02.98.64.67.71 ghislaine.lobjoit@finistere.gouv.fr



**Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de l'Isère
22, Avenue Doyen Louis Weil – 38 028 GRENOBLE CEDEX 1**

Inspecteur.trice export - Brexit

N° de publication : 32274	Référence du poste : A6D3800056
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le département de l'Isère (près de 1 300 000 habitants), à la fois très urbain, rural et touristique, présente des activités agroalimentaires fortement développées avec plusieurs entreprises exportatrices de denrées. Le service qualité et sécurité des aliments (QSA) réunit 30 agents (DGAI et DGCCRF), spécialistes dans le domaine de l'alimentation. Il compte trois services vétérinaires d'inspection en abattoir ainsi qu'une antenne dans le nord de l'Isère. Le service santé et protection animale (SPA) réunit 12 agents.

Description du poste et description des missions
L'inspecteur assurera la gestion technique des exports pour les services QSA (Brexit) et SPA (en suppléance). L'agent sera en charge pour les services QSA et SPA de l'évaluation, de l'enregistrement et de la préparation des certificats exports (denrées animales et d'origine animale, denrées végétales et d'origine végétale, alimentation animale, animaux vivants) avant certification par un vétérinaire officiel. L'agent sera en priorité affecté sur les certificats de DAOA pour le Royaume-Uni. Outre les fonctions énoncées dans cette fiche, l'agent devra assurer à la demande de la direction toute mission imposée par les nécessités de service. - Chefs de service QSA et SPA, autres agents des services QSA et SPA et de la DDPP, administrés, vétérinaires.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaître les exigences réglementaires sanitaires des pays tiers et de l'UE dans le domaine vétérinaire ; Savoir utiliser les outils technologiques d'accès aux données (Expadon, Expadon 2, Traces classic, Traces NT, etc.).	Capacités relationnelles (échanges avec les usagers) ; Rigueur ; Aptitude au travail en équipe.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Charlotte MÉREL, cheffe du service QSA – 06 37 39 10 25 – charlotte.merel@isere.gouv.fr Françoise HUGON, cheffe du service SPA – 04 76 45 20 22 – francoise.hugon@isere.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de la Loire
Abattoir de Feurs
5000 rue Maryse Bastier
42110 Feurs
Service sécurité sanitaire des aliments

Vétérinaire Officiel

N° de publication : 32275		Référence du poste : A6D4200119	
Catégorie : A1			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : -	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		4.1	
Vétérinaire inspecteur non titulaire		NA	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La DDPP de la Loire comprend 105 agents sur 7 sites. Le service « Sécurité sanitaire des Aliments» comprend 13 agents techniques, 2 agents administratifs, 43 inspecteurs dans les 4 abattoirs de boucherie. Ce service est dirigé par 1 chef de service secondé par 2 adjointes. Le secteur de Feurs situé à 40 mn du siège de la DDPP. Le SVI de l'abattoir est dirigé par une vétérinaire contractuelle encadrant une équipe de 8 techniciens et 1 vétérinaire contractuel. Abattoir en constante recherche de volumes. Plusieurs industries agro-alimentaires agréées de proximité de proximité. Petite unité destinée au marché local, l'abattoir d'Andrézieux Boutheon est situé à 25 mn de trajet.

Description du poste et description des missions
Vétérinaire de l'abattoir de FEURS pour l'inspection ante mortem. Remplacement de la vétérinaire officielle pour l'encadrement, organisation et animation de l'équipe. Suppléance des vétérinaires officiels des autres abattoirs du sud du département Supervision de l'inspection ante mortem Organisation, encadrement et animation du service et organisation des inspections sur l'abattoir de FEURS en appui de la vétérinaire officielle de l'abattoir. Représentation de la DDPP auprès de l'abattoir ; Suppléance ponctuelle possible des autres abattoirs du département si besoin. Toutes autres missions confiées par le directeur dans le secteur géographique autour de l'abattoir En interne : Directeur et directeur-adjoint ; Chef du service SSA et de la coordinatrice abattoir ; Relations avec l'ensemble des agents du service SSA, du service SPA en charge de la filière bovine et du service en charge des ICPE En externe : Exploitants de l'abattoir Relations avec les professionnels de la filière viandes depuis les éleveurs jusqu'aux transformateurs

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire exigé Connaissance des réglementations spécifiques Maîtrise inspection en abattoir et connaissance anatomo-pathologiques Maîtrise des outils informatiques (logiciels bureautiques, messagerie, SIGAL, SI2A, RESYTAL)	Capacité d'encadrement d'une équipe Aptitude pour le travail en équipe ; Relations avec les différents partenaires Bonnes capacités relationnelles et d'écoute, Savoir rendre compte

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
Pierre CABRIDENC, directeur départemental de la protection des populations de la Loire Tel : 04 77 43 53 01 mail pierre.cabridenc@loire.gouv.fr Frédéric BONNET, Chef de service SSA Tel : 04 77 43 38 40 mail frederic.bonnet@loire.gouv.fr Mathilde GINHOUX, Adjointe au chef de service, coordinatrice abattoir Tel: 04 77 43 53 03 mail mathilde.ginhoux@loire.gouv.fr Téléphone standard du siège : 04 77 43 44 44



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
DDPP de Loire-Atlantique
Service Sécurité Sanitaire des Aliments
Site de l'abattoir de volailles Galliance
ZI de l'Hermitage
44150 ANCENIS

Inspecteur.trice en abattoirs de volailles

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32276		Référence du poste : A6D4400093	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 6 mois	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire		2.2	
Agent contractuel		NA	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La DDPP compte 95 agents répartis sur 4 sites. Le poste est basé au pôle volailles d'Ancenis, au sein du service SSA. Service : le service Sécurité sanitaire des aliments (SSA) compte 32 agents, le pôle d'Ancenis 5 agents : une vétérinaire officielle responsable du pôle et 4 inspecteurs

Description du poste et description des missions
Inspection en abattoirs de volailles et ateliers annexés; - Inspection permanente de l'abattoir Galliance d'Ancenis où est basé le pôle : Inspection ante-mortem et post-mortem Contrôle du respect des règles de protection animale du déchargement à la mise à mort Contrôle de la biosécurité Contrôle des règles d'hygiène, contrôle de la traçabilité Gestion des non-conformités, alertes Suivi de la gestion des sous-produits Inspection des ateliers de découpe, préparations de viande attenants à l'abattoir de volailles Préparation des inspections, rédaction des rapports et proposition de suites adaptées Réalisation de prélèvements dans le cadre des plans de surveillance et plans de contrôle Suivi administratif correspondant - Inspection d'autres abattoirs de volailles du département, agréés ou non agréés, et de leurs ateliers annexés Travail en équipe, sous l'autorité de la responsable du pôle. Relations avec les autres membres du service basés à Nantes et Châteaubriant, et les autres services de la DDPP Relations avec les professionnels de la filière, les responsables et les employés des ateliers inspectés.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Pratique de l'inspection en abattoir souhaitée Connaissance de la filière volailles appréciée Permis B obligatoire	Capacités relationnelles Capacités d'adaptation Autonomie et capacité d'initiative Sens de la hiérarchie et capacité à rendre compte Disponibilité en cas d'alerte sanitaire

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 1750-1850 euros net • Logé : non • Niveau d'études : Baccalauréat

Personnes à contacter
Cheffe de service Cathy DAUPHIN Tél : 02.40.08 87 86. Mél : cathy.dauphin@loire-atlantique.gouv.fr Adjointe à la cheffe de service Violette Chevillot Tél : 02 40 08 83 98 Mél : violette.chevillot@loire-atlantique.gouv.fr Cheffe du pôle : Yasmina MALLEM Tél : 02 40 41 48 90 Mél : yasmina.mallem@loire-atlantique.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale de la Protection des Populations du Loiret
Cité Administrative - 131 rue du Faubourg Bannier – Bât C1 - 45042 ORLEANS cedex 1
Service santé et protection des animaux et des végétaux

Adjoint.e au chef SPA

N° de publication : 32277	Référence du poste : A6D4500043
Catégorie : A1	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
Localisation: cité Coligny-131 rue du Faubourg Bannier -45000 ORLÉANS Activité du service : La DDPP est composée de 4 services de contrôle dans les domaines de la santé protection animale, de la sécurité des aliments, de la protection de l'environnement, de la protection du consommateur et de la sécurité des produits et des services. Composition et effectif de la DDPP : 60 agents dont 12 agents en inspection abattoir de boucherie. Composition et missions du service SPAE : 8 personnes dont le chef de service et son adjoint et l'assistante technique. Le service est chargé de la santé et de la protection animale (contrôle de l'état sanitaire des animaux et de leur bien-être, surveillance des maladies animales, certification sanitaire à l'exportation), inspection des installations classées, faune sauvage captive, sous produits animaux.

Description du poste et description des missions
- Participer à l'animation et au pilotage des activités environnement du service - Assurer la suppléance du chef de service (CdS) - Inspection, instructions et enquêtes en environnement : installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et faune sauvage captive - Animation et pilotage du service (30%) • Participation en collaboration avec le chef de service à l'organisation du service et à son suivi d'activité • Suppléance du chef de service pendant les congés, sur la partie environnement et sur la partie santé et protection animale (visa, gestion des urgences, représentation en réunion...) • Programmation et suivi des activités environnement, sous produits animaux et alimentation animale en lien avec le CdS (plan pluriannuel de contrôle, suivi des instructions ICPE / sous produits/alimentation animale...) • Participation aux réunions (CODERST, MISEN, inspecteurs ICPE...) - Dans le domaine ICPE, exploitations agricoles et industries agro alimentaires (70%) • Contrôle des installations classées, y compris la conditionnalité • Instruction des dossiers de demande d'autorisation, d'enregistrement et de dérogation relatifs aux ICPE jusqu'à la présentation devant le CODERST • Suivi des sanctions administratives et des procès verbaux Liaisons fonctionnelles : DREAL, unité territoriale de la DREAL, DDT, services de la préfecture, chambre d'agriculture, partenaires des autres administrations, autres services de la DDPP, opérateurs économiques et collectivités locales DRAAF (SRAL)

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance de l'organisation administrative Une connaissance de l'inspection des installations classées serait un atout Compétences informatiques	Capacité d'analyse et d'évaluation Expression écrite et orale Travail en réseau, en équipe Rigueur

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Sylvie HERPIN, directrice / ddpp-directeur@loiret.gouv.fr Cédric BAILLY, chef de service / cedric.bailly@loiret.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques
Abattoir de CAME
ZA de l'Hippodrome - 64520 CAME

Vétérinaire Officiel(le) en abattoir

N° de publication : 32278	Référence du poste : A6D6400063
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
Vétérinaire inspecteur non titulaire	NA
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le site de CAME est constitué d'un abattoir de palmipèdes gras (14000 tonnes annuelles) et d'ateliers annexés (découpe et produits transformés). L'équipe d'inspection vétérinaire est constituée de 2 techniciens des services vétérinaires et de 2 vétérinaires officiels affectés à temps partiel sur le site. Le site de Louvie Soubiron est constitué d'un abattoir petits ruminants (400 tonnes annuelles). L'inspection vétérinaire est assurée par un agent quatre jours par semaine et un vétérinaire inspecteur affecté à temps partiel sur le site.

Description du poste et description des missions
Responsable du service d'inspection vétérinaire de l'abattoir de Came (80%) et de Louvie-Soubiron (20%). 1- Responsable du service d'inspection vétérinaire des abattoirs de Came et de Louvie. - Manager l'équipe de technicien vétérinaire : organiser les plannings, des réunions régulières avec les agents, transmettre les décisions du chef de service et s'assurer de leur respect, expliquer et vérifier la bonne application des procédures et instruction par ses agents, coordonner les inspections... 2-Inspecter les établissements : -Réaliser l'inspection ante-mortem de second niveau des animaux identifiés par le technicien lors de l'inspection antemortem de premier niveau. -Réaliser l'inspection post-mortem de second niveau sur les carcasses ou parties de carcasses consignées par le technicien vétérinaire, -Réaliser les inspections des deux abattoirs et de leurs ateliers annexés dans le cadre de la programmation nationale, appuyé par les techniciens de chaque site 3-Définir annuellement la programmation locale d'inspection pour les abattoirs de Came et Louvie. Viser les suites administratives et contentieuses des inspections des agents de son site et s'assurer de leur suivi notamment par le professionnel. 4- coordonner le bon déroulement des PSPC 5-gestion des agréments de la structure : nouvelle demande, retrait 6-certification et export : -Instruire les demandes d'agrément export et suivre le respect des exigences liées à ceux ci au sein des deux abattoirs. sous l'autorité du chef de service « abattoirs et sous produits » et de la direction. Liaisons fonctionnelles - Internes : Direction DDPP et CODIR, agents des différents sites - Externes : abattoirs, éleveurs, transporteurs

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire exigé Réglementation SSA (dont abattoirs)	Aptitude pour le travail en équipe et en réseau Capacités d'analyse et de proposition Maîtrise des applications métiers

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : oui • Fourchette de rémunération pour les contractuels : de 3886,8€ brut à 6031,92€ (en fonction de l'expérience) • Logé : non • Niveau d'études : Doctorat/diplômes équivalents

Personnes à contacter
M. Alain MESPLÈDE : Directeur de la DDPP alain.mesplede@pyrenees-atlantiques.gouv.fr Tél : 06 99 70 23 99



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques
Délégation de Bayonne
6 allées Marines 64100 BAYONNE

Adjoint.e au responsable de la délégation territoriale

N° de publication : 32279	Référence du poste : A6D6400102
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDPP compte 106 agents répartis entre la direction de Pau, la délégation territoriale de Bayonne, 6 abattoirs de boucherie et un abattoir de palmipèdes gras. La délégation, distante de 110 km du siège de la direction, regroupe 17 agents qui interviennent dans tous les domaines de compétences de la DDPP. L'abattoir d'Anglet est exploité par la société Arcadie Sud Ouest. Cet abattoir traitera à partir de mars 2020 environ 17 000 t. L'équipe du SVI est composée d'un VO et de 8 AO.

Description du poste et description des missions
Adjoint au responsable de la délégation territoriale de Bayonne Suppléance et appui au vétérinaire inspecteur responsable de l'abattoir d'Anglet (fonctionnement en double chaîne 5 jour par semaine) Certification UE des échanges d'animaux vivants et des exportations de denrées Suppléance et appui du VO de l'abattoir d'Anglet: - suppléance et appui au vétérinaire officiel de l'abattoir d'Anglet - durant ses absences (congrés et formation) et période de forte activité - Adjoint (e) au responsable de la délégation territoriale de Bayonne: - appui au responsable de la DT en particulier pour la certification aux échanges/exports d'animaux vivants ou de denrées, pour la gestion de sujets sensibles et/ou urgents - suppléance du responsable de la DT: assurer la continuité de fonctionnement de la DT, encadrement de 17 agents Adjoint (e) à la cheffe de service SSA : - participer à l'organisation et au pilotage des activités du service SSA dans les domaines qui lui ont été confiés par la cheffe de service - agent certificateur pour la délivrance de certificats sanitaires à l'exportation et aux échanges des denrées animales et d'origine animale et la supervision des contrôles officiels liés aux agréments pays tiers Dépendance fonctionnelle: Direction et chef de service ASP et SSA Relations fonctionnelles internes: responsable de la DT de Bayonne, Chefs de service ASP et SSA, membres du CODIR, agents de la DT de Bayonne de l'abattoir d'Anglet et du service SSA Relations externes: Sous-Préfecture de Bayonne, partenaires professionnels

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire exigé Réglementation SSA (dont abattoirs) Réglementation protection animale lors du transport, du déchargement et et de la mise à mort des animaux Réglementation relative à la certification des animaux vivants et denrées	Aptitude pour le travail en équipe et en réseau Capacités d'analyse et de proposition Maîtrise des applications métiers

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Fourchette de rémunération pour les contractuels : de 4206€ à 6543€ brut (selon expérience du candidat) • Logé : non • Niveau d'études : Doctorat/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Alain MESPLEDE - Directeur Tel : 05 47 41 33 73 Mél : alain.mesplede@pyrenees-atlantiques.gouv.fr Nathalie LAPHITZ, Responsable de la Délégation Territoriale de Bayonne Tel: 05 40 17 28 41 // Mél: nathalie.laphitz@pyrenees-atlantiques.gouv.fr Pour les contractuels , envoyer CV et lettre de motivation à la structure par mail ddpp@pyrenees-atlantiques.gouv.fr .



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques
2, rue Pierre BONNARD - 64010 Pau
Service sécurité sanitaire des aliments

Chef.fe du service

N° de publication : 32280	Référence du poste : A6D6400150
Catégorie : A3	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Inspecteur de santé publique vétérinaire	2.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDPP 64 compte 106 agents répartis entre la direction de Pau, la délégation territoriale de Bayonne, 6 abattoirs de boucherie et un abattoir de palmipèdes gras. Le service Sécurité Sanitaire des Aliments est composé de 39 agents répartis dans les 7 abattoirs du département. L'activité agroalimentaire est très développée et diversifiée dans le département, représentée par toutes les filières .

Description du poste et description des missions
Chef de service - Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire - Encadrement du service Abattoirs et Sous produits - Responsable de l'application des réglementations par les agents du service lors des contrôles et inspections - Certification à l'exportation - Inspections d'ateliers d'abattage et de découpe de viande - Suppléance du chef de service sécurité sanitaire de l'alimentation - Participation au CODIR - En interne : direction, chefs de services, agents des services d'inspections - En externe : Professionnels agroalimentaires, directeurs d'abattoirs, responsables d'ateliers...

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire exigé Diplôme vétérinaire exigé Compétences managériales Réglementations spécifiques et méthodes d'inspection	Capacité à manager une équipe et à travailler en réseau Méthode et rigueur, capacité d'analyse et synthèse Capacités d'anticipation et de gestion des priorités Qualités relationnelles et de négociation

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : De 4200€ brut à 6543,6€ brut. • Logé : non •

Personnes à contacter
Alain MESPLEDE Directeur Tel: 05 47 41 33 80 // Mél: alain.mesplede@pyrenees-atlantiques.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations du Rhône
Service protection et santé animales
245 rue Garibaldi - 69422 LYON cedex 03

Inspecteur.trice en santé et protection animales

N° de publication : 32281	Référence du poste : A6D6900027
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDPP 69 comprend 6 services opérationnels représentant environ 100 agents. Le service protection et santé animales est composé d'un pôle abattoir (10 agents, 3 abattoirs de boucherie et 4 abattoirs de volailles) et d'un pôle élevage (9 agents) auquel le poste est rattaché.

Description du poste et description des missions
Gestion administrative et technique de certains dossiers dans le cadre des objectifs et de la programmation du service protection et santé animales. Missions d'inspection. Inspection et instruction des demandes en protection et santé animales des animaux de compagnie. Gestion technique des maladies réglementées chez les animaux de compagnie. Transport animaux de compagnie et de loisir. Reproduction animale : quarantaine, collecte et stockage semence (bovine, équine) / Équipe de transplantation embryonnaire. Certification aux échanges et exportations. Suppléances au sein du service. En interne, intégration dans l'équipe actuelle du pôle élevage (5 techniciens, 3 vétérinaires, et 2 administratifs) sous l'autorité du chef de service, et collaboration avec la communauté de travail interministérielle. En externe, relations avec les professionnels de l'élevage, les associations, les forces de l'ordre, les élus et les vétérinaires.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance de l'environnement professionnel : logiciels métiers et bureautique, méthodes d'inspection Connaissance de la fonction d'inspecteur	Capacités relationnelles Rigueur et disponibilité Sens de l'organisation Aptitude au travail en équipe et à rendre compte

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Eric COULIBALY, chef du service protection et santé animales Tel : 04 72 61 37 50 – eric.coulibaly@rhone.gouv.fr Valérie CHEVRIE, adjointe au chef de service Tel : 04 72 61 37 62 – valerie.chevrie@rhone.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de la Vienne
Abattoir du Vigeant - Le Cériolet - 86150 LE VIGEANT

Inspecteur.trice en abattoir

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32282		Référence du poste : A6D8600003	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3 mois avec prolong	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire		2.2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La Direction départementale de la Protection de la Population de la Vienne est composée de 4 services dont le Service d'Inspection en Abattoirs (SIA). Piloté par un chef de service, le SIA est composé d'une secrétaire à temps partiel et de 19 agents (AO et VO) répartis en unités sur les 3 sites d'abattage. Abattoir SODEM-COVIMO le Cériolet 86150 Le Vigeant est un établissement d'abattage de petits ruminants (8500 T / an). L'équipe SVI dispose de 6 emplois d'auxiliaires officiels et d'un emploi de vétérinaire officiel. Rythme de travail sur 4 jours / semaine avec une amplitude horaires de 3 à 13h selon la saisonnalité. Mission de service public, une suppléance inter-abattoir peut être mise en œuvre au temps que nécessaire dans les plannings hebdomadaires établis par le chef de service.

Description du poste et description des missions
L'abattoir est au carrefour des différentes activités de la DDPP, santé animale, protection animale, sécurité sanitaire des aliments et traçabilité. L'auxiliaire officiel est amené à contrôler, de part ses missions d'inspection ante-mortem et post-mortem, l'ensemble des 4 grandes thématiques sus-nommées. L'agent aura, après une formation initiale puis d'une supervision, la charge d'assurer des contrôles, des palpations et incisions définies en fonction d'un référentiel métier. Puis d'appliquer la pose de l'estampille communautaire qui attestera de la salubrité des denrées destinées à être livrées à l'alimentation humaine. 1 Inspection des animaux vivants, des produits et sous-produits. Inspection ante-mortem : - Contrôler les conditions de transport des animaux, leur débarquement et leur acheminement, leur hébergement - Contrôler leur bien-être jusqu'au moment de leur mise à mort et pendant celle-ci - Réaliser un premier contrôle sanitaire des animaux, vérifier leur identification et les documents les accompagnant - Repérer visuellement les animaux présentant des signes pathologiques - Contrôler le nettoyage et la désinfection des véhicules de transport des animaux Inspection post-mortem : - Réaliser le contrôle individuel des carcasses des animaux abattus selon un référentiel technique (examen visuel, palpations et incisions des organes ou ganglions) pour repérer les carcasses et les abats présentant des non-conformités susceptibles de les rendre impropres à la consommation humaine - Assister le vétérinaire officiel dans l'examen des viandes consignées - Contrôler le retrait et les circuits des matériaux à risque spécifiés et des sous-produits. 2 Inspection de l'abattoir Contrôler l'application des procédures d'hygiène à l'abattoir : - Réaliser les prélèvements obligatoires dans le cadre du plan de surveillance et de contrôle ainsi que dans le cadre des tests officiels - Réaliser le suivi administratif de l'inspection : rédaction de grilles d'inspection, de courriers, et des certificats de saisies En interne : - les autres services de la DDPP en particulier le SPAE et le SSA - le secrétariat général commun En externe : - les opérateurs de la chaîne - la responsable qualité et la direction de l'abattoir - les éleveurs - les transporteurs

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Techniques : Connaissance des animaux, anatomie, pathologie, hygiène, microbiologie, technologie de l'abattage Réglementaires dans le domaine Maîtriser les référentiels d'inspection produits et établissements (poser un diagnostic rapide et précis) Maîtriser la méthodologie du contrôle et de l'inspection Administratif : Maîtrise d'outils informatiques (messagerie, traitement de texte et outils	Savoir faire preuve de réactivité Savoir travailler en équipe Savoir se positionner vis-à-vis de l'industriel et des opérateurs Savoir saisir et traiter des données Avoir des capacités rédactionnelles.

spécifiques d'inspection) Général : Connaissances techniques et contexte socio-économique du domaine de l'abattoir Communiquer Travailler en réseau Droit administratif et droit pénal	
---	--

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 2035€ brut • Logé : non • Niveau d'études : Baccalauréat

Personnes à contacter
Le Directeur de la DDPP : CERISIER Yves 05.17.84.00.07 ddpp@vienne.gouv.fr
Le Chef de service du SIA : BRICHER Thierry 07.77.97.77.07 thierry.bricher@vienne.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de la Vienne
Abattoir du Vigeant - Le Cériolet - 86150 LE VIGEANT

Inspecteur.trice en abattoir

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32283		Référence du poste : A6D8600041	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3 mois avec prolong	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire		2.2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La Direction départementale de la Protection de la Population de la Vienne est composée de 4 services dont le Service d'Inspection en Abattoirs (SIA). Piloté par un chef de service, le SIA est composé d'une secrétaire à temps partiel et de 19 agents (AO et VO) répartis en unités sur les 3 sites d'abattage. Abattoir SODEM-COVIMO le Cériolet 86150 Le Vigeant est un établissement d'abattage de petits ruminants (8500 T / an). L'équipe SVI dispose de 6 emplois d'auxiliaires officiels et d'un emploi de vétérinaire officiel. Rythme de travail sur 4 jours / semaine avec une amplitude horaires de 3 à 13h selon la saisonnalité. Mission de service public, une suppléance inter-abattoir peut être mise en oeuvre au temps que nécessaire dans les plannings hebdomadaires établis par le chef de service.

Description du poste et description des missions
L'abattoir est au carrefour des différentes activités de la DDPP, santé animale, protection animale, sécurité sanitaire des aliments et traçabilité. L'auxiliaire officiel est amené à contrôler, de part ses missions d'inspection ante-mortem et post-mortem, l'ensemble des 4 grandes thématiques sus-nommées. L'agent aura, après une formation initiale puis d'une supervision, la charge d'assurer des contrôles, des palpations et incisions définies en fonction d'un référentiel métier. Puis d'appliquer la pose de l'estampille communautaire qui attestera de la salubrité des denrées destinées à être livrées à l'alimentation humaine. 1 Inspection des animaux vivants, des produits et sous-produits. Inspection ante-mortem : - Contrôler les conditions de transport des animaux, leur débarquement et leur acheminement, leur hébergement ; - Contrôler leur bien-être jusqu'au moment de leur mise à mort et pendant celle-ci ; - Réaliser un premier contrôle sanitaire des animaux, vérifier leur identification et les documents les accompagnant ; - Repérer visuellement les animaux présentant des signes pathologiques - Contrôler le nettoyage et la désinfection des véhicules de transport des animaux Inspection post-mortem : - Réaliser le contrôle individuel des carcasses des animaux abattus selon un référentiel technique (examen visuel, palpations et incisions des organes ou ganglions) pour repérer les carcasses et les abats présentant des non-conformités susceptibles de les rendre impropres à la consommation humaine - Assister le vétérinaire officiel dans l'examen des viandes consignées - Contrôler le retrait et les circuits des matériaux à risque spécifiés et des sous-produits. 2 Inspection de l'abattoir Contrôler l'application des procédures d'hygiène à l'abattoir : - Réaliser les prélèvements obligatoires dans le cadre du plan de surveillance et de contrôle ainsi que dans le cadre des tests officiels - Réaliser le suivi administratif de l'inspection : rédaction de grilles d'inspection, de courriers, et des certificats de saisies En interne: - les autres services de la DDPP en particulier le SPAE et le SSA - le secrétariat général commun En externe : - les opérateurs de la chaîne - la responsable qualité et la direction de l'abattoir - les éleveurs - les transporteurs

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Techniques : Connaissance des animaux, anatomie, pathologie, hygiène, microbiologie, technologie de l'abattage Réglementaires dans le domaine Maîtriser les référentiels d'inspection produits et établissements (poser un diagnostic rapide et précis) Maîtriser la méthodologie du contrôle et de l'inspection Administratif : Maîtrise d'outils informatiques (messagerie, traitement de texte et outils	Savoir faire preuve de réactivité Savoir travailler en équipe Savoir se positionner vis-à-vis de l'industriel et des opérateurs Savoir saisir et traiter des données Avoir des capacités rédactionnelles

spécifiques d'inspection) Général : Connaissances techniques et contexte socio-économique du domaine de l'abattoir Communiquer Travailler en réseau Droit administratif et droit pénal	
---	--

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 2035€ brut • Logé : non • Niveau d'études : Baccalauréat

Personnes à contacter
Le Directeur de la DDPP : CERISIER Yves 05.17.84.00.07 ddpp@vienne.gouv.fr
Le Chef de service du SIA : BRICHER Thierry 07.77.97.77.07 thierry.bricher@vienne.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de la Vienne
20 rue de la Providence
86000 POITIERS

Inspecteur.trice adjoint au chef de service

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32284	Référence du poste : A6D8600070
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDPP de la Vienne compte une cinquantaine d'agents répartis dans 4 services techniques. Poste localisé au siège de la DDPP à Poitiers au sein du service santé, protection animales et environnement (SPAE) comptant 9 agents (8 inspecteurs et 1 agent administratif) sous l'autorité du chef de service. Toutes les filières sont représentées avec un fort ancrage des élevages ovins et bovins.

Description du poste et description des missions
1/ Inspecteur mutualisé Charente / Charente-Maritime / Vienne : suivi et inspection de la filière des sous-produits animaux (SPAN) 2/ Adjoint au chef de service : continuité de l'encadrement, renforcement technique notamment sur les ICPE (une expérience antérieure serait un "+") Missions d'adjoint au chef de service : - Participe au pilotage et à l'encadrement du service - Représente la DDPP et communique avec les partenaires - Accompagne les agents sur les dossiers complexes - Missions techniques propres à définir avec le chef de service en fonction des compétences et appétences Inspecteur mutualisé SPAN : - Réaliser une veille réglementaire - Préparer et réaliser les contrôles - Rédiger les rapports d'inspection et les suites - Instruire et mettre à jour des dossiers administratifs Vétérinaire officiel dans le cadre de la certification à l'export Travail en équipe avec les autres agents du service et de la DDPP 86, sous l'autorité du chef de service SPAE, et avec les membres du CODIR. Liens fonctionnels avec les autres DDecPP, notamment les chefs des services santé et protection animale et de l'environnement DDecPP Charente et Charente-Maritime, la DRAAF, la DREAL. Relations avec les éleveurs, le GDS 86, l'EDE, les vétérinaires sanitaires, les maires les laboratoires... Relations avec le Préfet et les Sous-Préfets

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - diplôme vétérinaire non exigé ; expérience préalable ICPE appréciée - réglementation, - méthodes d'inspection, - procédures administratives et pénales, - utilisation de Sigal, SI2A, Résysal, outils bureautiques, - processus qualité DGAL	- Pratiques managériales - Rédaction d'actes administratifs - Sens de la communication - Diagnostiquer, contrôler, alerter, négocier - Rigueur, réactivité, disponibilité - Autonomie - Travail en réseau

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 3001.20€ brut IAE 4039.32€ brut ISPV • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Yves CERISIER, Directeur 05.17.84.00.07 / yves.cerisier@vienne.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
DDETSPP du Cher
6, place de la pyrotechnie - 18000 BOURGES

Inspecteur.trice santé et protection animale

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32285	Référence du poste : A6D1800016
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le Cher est un département rural, comprenant de l'industrie et des services et associant une agriculture diversifiée, de grandes cultures, d'élevages et d'exploitations mixtes, d'activités forestières et de chasse. • DDETSPP : 80 agents dans 6 services (SPAIE, SQSA, CCRF, inspection du travail, IEME, LHPPV), exerce les missions vétérinaires de sécurité et qualité alimentaire (SQSA), ainsi que de santé et de protection animale (SPAIE). • SPAIE : 1 chef de service et 9 agents. • Missions principales du service : santé et protection animale (contrôle de l'état sanitaire des animaux et de leur bien-être, surveillance des maladies animales, certification sanitaire à l'exportation), inspection des installations classées, faune sauvage captive, sous produits animaux, alimentation animale, expérimentation animale. • Ce poste est intégré au service SPAIE

Description du poste et description des missions
Chargé(e) d'inspection en santé et protection animale • Référence RIME (RMM) : FP2SQA01 (AGRESPAN06) • Contraintes du poste : déplacements dans le Cher et quelques-uns en Région Centre-Val -e-Loire Objectifs : • Filière Petits ruminants (responsable de filière), • Filière Carnivores domestiques (responsable de filière) • Filière bovine (appui au responsable) 1 - Filière Petits ruminants (responsable de filière) • contrôles en élevages : protection animale, identification et pharmacie dans le cadre de la conditionnalité, contrôle des exploitations « à problème ». • police sanitaire, • sélection conditionnalité, • suivi CSO tremblante et CAEV, gestion des retardataires en prophylaxie. 2 - Filière Carnivores domestiques (responsable de filière) • gestion de la filière, programmation, contrôles en élevage • gestion des plaintes. • analyse de risques OPAV, instruction des demandes de déclaration d'établissements, de certificats de capacité, alertes ICAD et suivi des dossiers rage. 3 - Filière bovine (appui au responsable) • contrôles en élevages : protection animale, identification et pharmacie dans le cadre de la conditionnalité et inspections de centres de rassemblement, inspections dans le cadre des plaintes. Plans de surveillance et plans de contrôles (PSPC) • réalisation des prélèvements en élevages en appui au responsable de filière. NB : Le contenu de cette fiche de poste est possiblement susceptible d'évolution Supérieur hiérarchique direct : cheffe de service SPAIE Interne : ensemble des agents du service Externe : • La direction régionale DRAAF / Service Régional de l'Alimentation ; • les services de la préfecture ; • les autres DDETSPP de la région ; • les autorités judiciaires ; • les partenaires des autres administrations ; • les opérateurs économiques et les collectivités locales

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissances souhaitées : Réglementaires (code rural), Techniques dans les domaines concernés dont la protection animale	Contrôler un usager avec neutralité, objectivité, bienveillance, fermeté Applicatifs informatiques : SIGAL , RESYTAL, EXPADON...

Police administrative et pénale
Fonctionnement général d'une exploitation agricole

Travailler en équipe
Communiquer et rédiger
Rigueur dans l'exécution des tâches.
Autonomie et rendre compte

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Hervé BOULOUX, chef de service SPAE 02.36.78.37.10
Mél : herve.bouloux@cher.gouv.fr
Philippe FONDRILLON, directeur-adjoint 02.36.78.37.01
Mél : philippe.fondrillon@cher.gouv.fr
Service de gestion des ressources humaines
Mél : sgc-ddi-gap@cher.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze
Service Santé Protection Animales et Environnement
Cité administrative
Jean Montalat - BP 314 - 19011 TULLE CEDEX

Technicien.ne

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32286	Référence du poste : A6D1900038
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDETSPP 19 est composée de 102 agents de ministères différents et répartis sur 7 sites géographiques. Le siège de la DDETSPP se situe à Tulle (préfecture de la Corrèze) Les agents hors abattoirs sont hébergés dans la cité administrative. Le service santé et protection animales et environnement est composé de 10 agents La DDETSPP comprend 5 équipes d'inspection basées dans 5 abattoirs d'animaux de boucherie de la Corrèze.

Description du poste et description des missions
Intégrer l'équipe d'inspecteurs au sein du service santé animale, protection animale et environnement dans le but d'assurer la prise en charge du traitement des animaux en vue de garantir un état sanitaire propice à une relation à l'homme sécurisée sur le plan alimentaire et sanitaire et au développement économique. Assurer également ponctuellement des inspections sanitaires en équipe en abattoir en fonction du profil du candidat. • Expertise et contrôle des demandes d'échanges et d'export dans le cadre de la certification vétérinaire des animaux vivants. • Préparation et réalisation de contrôles terrain au titre de la protection animale et de la santé animale en exploitation agricole et autres lieux de détention d'animaux. • Suivi des filières carnivores domestiques et équidés. • Suivi de la filière piscicole. • Participation aux alertes et aux plans d'urgence. Ces missions sont susceptibles d'évoluer en fonction des compétences des candidats et des compétences présentes dans le service Interne : Communauté de travail de la DDETSPP 19 (notamment Sécurité et Qualité Sanitaire des Aliments, CCRF) et des DDPP de la région. Externe : Vétérinaires sanitaires, éleveurs et professionnels de la filière, GDS, Chambre d'agriculture, DDT, services de la préfecture du département.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Domaines scientifiques : biologie, prophylaxie, épidémiologie Gestion des alertes en santé animale Connaissances techniques des élevages Connaissances juridiques générales Logiciels de traitement de texte et tableurs et logiciels métier SIGAL, BO, BDNV, BDNI	Diagnostiquer, analyser et mettre en œuvre les réglementations Être à l'écoute Travailler en autonomie (y compris dans des délais restreints) en équipe, en réseau Savoir rendre compte Réactivité en période de crise, polyvalence

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 2238.60 euros à 3099.60 euros selon l'expérience • Logé : non •

Personnes à contacter
Monsieur Nicolas CALVAGRAC, chef du service SPAE Tel : 05 87 01 90 60 - mail : nicolas.calvagracc@correze.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Corrèze
Abattoir SOL SAS - L'Hospital - 19400 ARGENTAT

Inspecteur.trice en abattoir

N° de publication : 32287	Référence du poste : A6D1900052
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat : 12 mois
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDETSPP 19 est composée de 102 agents de ministères différents et répartis sur 7 sites géographiques. Le site d'Argentat est un abattoir de proximité de veaux, d'un tonnage de 3300 tonnes environ. L'équipe du SVI est constituée d'1 vétérinaire à temps partiel et de 2 techniciens. Cette équipe est en lien direct avec le site d'Egletons composée de 8 personnes (2 vétérinaires et 6 techniciens).

Description du poste et description des missions
Objectifs du poste: Contrôle de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires: - Assurer l'inspection sanitaire des animaux et des produits carnés au sein de l'abattoir. - Vérifier le respect par l'établissement des bonnes pratiques d'hygiène et en matière de protection animale Missions - Inspection ante-mortem des animaux conduits à l'abattoir : volets sanitaire et protection animale. - Inspection post-mortem des carcasses, des têtes et des abats sur la chaîne, et appui au vétérinaire officiel au poste de traitement des consignés. - Inspection de l'établissement et des ateliers annexes. - Prélèvements, dont plans de contrôle et de surveillance. - Suites données aux contrôles (suites administratives et judiciaires) L'agent peut être amené à apporter son appui de façon ponctuelle dans le cadre des suppléances inter abattoirs. Les missions mentionnées sur la présente fiche de poste ne sont pas nécessairement exhaustives et peuvent être modifiées en fonction des besoins du service. Champ relationnel: Chef de service, adjointe au chef de service dont le coordonnateur des abattoirs, vétérinaires officiels, inspecteurs ICPE et CCRF, responsable qualité, informaticiens de l'équipe SIDSIC, responsables, salariés et usagers de l'établissement, collègues des autres abattoirs.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance anatomo-pathologiques (post-mortem de premier niveau (IPM1) Connaissance de physiologie des animaux vivants (ante-mortem de premier niveau (IAM1) Droit administratif et judiciaire Resytal/SIGAL Démarche qualité Permis de conduire B	Savoir communiquer (oral + écrit) Réactivité Autonomie et rendre compte Méthode, rigueur Diplomatie Impartialité Respect de la confidentialité

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 2238.60 euros à 3099.60 euros selon l'expérience • Logé : non • Niveau d'études : Baccalauréat

Personnes à contacter
Madame Hélène BRIEN, Adjointe au chef du service Sécurité et Qualité Sanitaires de l'Alimentation, coordinatrice des abattoirs. Tel : 05 87 01 90 75 – Mail : helene.brien@correze.gouv.fr Monsieur Christophe PRADEL, Adjoint à la Cheffe du service Sécurité et Qualité Sanitaires de l'Alimentation. Tel : 05 87 01 90 70



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers
Service vétérinaire - sécurité sanitaire des aliments
Place de l'Ancien Foirail
32020 AUCH CEDEX

Chargé.e d'inspection en abattoir de volailles

N° de publication : 32288	Référence du poste : A6D3200070
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDETSPP du Gers comprend 80 agents répartis entre la direction et 8 services techniques : - 4 services relèvent du champs emploi, travail et cohésion sociale, - 4 services de la protection des populations dont le service vétérinaire SSA. Le service est composé de 17 agents répartis entre l'inspection itinérante et les abattoirs. Le département comprend 1 abattoir de boucherie et pour la partie volailles 25 abattoirs agréés de volailles (palmipèdes et volailles), 63 Salles d'Abattage Agréées à la Ferme (SAAF) et 165 Établissements d'Abattage Non Agréés (EANA).

Description du poste et description des missions
A pour mission de veiller au respect de la réglementation et à l'application de mesures préventives et/ou correctives mises en place par les professionnels, dans un objectif de protection de la santé publique en abattoir de volailles, en particulier dans le domaine de l'hygiène et la sécurité des aliments, de la protection animale et de la biosécurité. Résidence administrative : Auch Chargé de l'inspection itinérante des abattoirs de volailles Sous la responsabilité ou la surveillance du vétérinaire officiel : - Assurer une veille réglementaire, - Préparer des contrôles : participation à l'analyse des risques, planification, organisation des contrôles, - Réaliser des contrôles : contrôles documentaires, notamment du plan de maîtrise sanitaire et physiques des établissements, - Mettre en œuvre des techniques d'inspection qui permettent de vérifier l'existence et la pertinence de l'analyse des risques faite par le professionnel et les autocontrôles qu'il a mis en place pour les maîtriser, et utiliser une grille d'inspection, - Rédiger des rapports d'inspection, procès verbaux, réaliser des enregistrements et statistiques, - Instruire et mettre à jour des dossiers administratifs : dossiers d'agrément,... - Avoir éventuellement des fonctions transverses : correspondant qualité, informatique,... Domaine(s) d'expertise : abattoir et découpe volailles et palmipèdes Possible mission ponctuelle : suppléance à l'abattoir de boucherie de Auch en cas de nécessité de service Champ relationnel : Cheffe de service et adjoints SSA, vétérinaire officiel, direction, autres services de la DDETSPP, préfecture, SRL, laboratoires, ARS, parquet, services de police et de gendarmerie professionnels, collectivités et autres administrations déconcentrées etc.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Compétences techniques et réglementaires : microbiologie, santé publique vétérinaire Connaissance des produits et process de fabrication Connaissances réglementaires : bonnes connaissances juridiques et connaissances actualisées de la réglementation Connaissance des outils bureautiques (Word,..etc) et métier (RESYTAL,...etc)	Maîtriser la méthodologie du contrôle et de l'inspection Faire preuve de réactivité et adaptabilité Etre autonome et organisé Savoir s'informer et mettre à jour ses connaissances Savoir se positionner vis-à-vis de l'administré lors des contrôles

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Cheffe de service, TORRES Camille – camille.torres@gers.gouv.fr Adjoint à la cheffe de service coordonnateur abattoir, GARCIA VAZQUEZ Jacob – jacob.garcia-vazquez@gers.gouv.fr



**Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations de l'Indre
Service sécurité sanitaire des aliments – service vétérinaire
Cité Administrative – CS 30613 – 36020 CHATEAUROUX CEDEX**

Inspecteur.trice en sécurité sanitaire des aliments

N° de publication : 32289	Référence du poste : A6D3600041
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Affecté au service Sécurité Sanitaire des Aliments à la DDETSPP de l'Indre qui comprend 2 unités : inspections itinérantes et abattoirs. Le service SSA est composé de 8 agents au siège (dont chef de service et une assistante technique à 50%) et de 15 agents en poste dans les 3 abattoirs d'animaux de boucherie dont 8 vétérinaires à temps partiels. Au sein du service, l'ambiance est sympathique et les agents sont solidaires et avenants. Poste ouvert au recrutement de contractuel.

Description du poste et description des missions
Veiller au respect de la réglementation sur la sécurité sanitaire des aliments par les professionnels du secteur alimentaire et à l'application des mesures préventives et/ou correctives, dans un objectif de protection de la santé publique Contribuer au plan de contrôles et collaborer avec les autres administrations Apporter conseil aux collectivités et renseigner les usagers sur les normes Contribuer à une réponse rapide de l'Etat en situation d'urgence (alertes) Filières en charge : • lait et produits laitiers • œufs de consommation • remise directe (restaurations collective et commerciale, métiers de bouche, GMS) Dans ces filères, réalisation des missions suivantes : • inspections établissements et gestion des suites (dont mise en demeure, PV...) • instructions des dossiers d'agrément et autres approbations • prélèvements dans le cadre des plans de surveillance et des plans de contrôle • gestion des alertes et toxi-infections alimentaires collectives En suppléance : • gestion des alertes autres filières • instruction des demandes de certification/attestation pour l'exportation de denrées En interne, relation hiérarchique avec le chef de service et la direction ; collaboration régulière avec les autres agents du service (autres inspecteurs sur les filières partagées), les services du pôle Travail et Protection des Populations En externe, relation avec les professionnels, les laboratoires, les autres administrations de contrôles (MSA, URSSAF, DDFIP, forces de l'ordre, etc.).

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Connaissance en hygiène, microbiologie et technologies - Connaissances réglementaires dans les domaines considérés (tutorat au besoin) - Maîtrise d'outils informatiques	- Méthodologie/posture de l'inspection - Discernement, proportionnalité - Réactivité, diligence, adaptation - Travailler en équipe et en autonomie - Capacités de rédaction et de communication - Saisir/ traiter des données

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Arnaud BONTEMPS, directeur adjoint mail : arnaud.bontemps@indre.gouv.fr tél : 07 60 72 14 39 Dr vét. Nathalie JACOB, chef du service mail : nathalie.jacob@indre.gouv.fr tél : 06 47 39 92 24



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de Loir-et-Cher
31 mail Pierre Charlot - BP10103 - 41000 BLOIS CEDEX

Chargé.e d'inspection

N° de publication : 32290		Référence du poste : A6D4100030	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire		2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur	
Au sein de la DDETS-PP 41 qui compte 90 agents, le service vétérinaire sécurité sanitaire des aliments comprend deux pôles : le pôle inspection en SSA et le pôle abattoirs. Il est composé : - au siège, d'un chef de service et d'un adjoint en charge du pôle abattoir, d'une assistante technique, de quatre techniciens SSA, d'un technicien en charge du BOP 206, - au sein de deux abattoirs industriels de volailles et d'un abattoir de boucherie, de cinq techniciens et de cinq vétérinaires officiels.	

Description du poste et description des missions
Assurer l'inspection et la gestion technique en sécurité sanitaire des aliments dans les domaines suivants: - remise directe, restauration collective - gestion des alertes et des intoxications alimentaires collectives (TIAC) - certification export: préparation de la certification pour les denrées animales et d'origine animales Réalisation des inspections documentaires et sur site Rédaction des rapports et projets de courriers et prise en charge des suites Rédaction des procès verbaux de constatation d'infraction, et réalisation des auditions libres Gestion des alertes produits et des TIAC Instruction des demandes de certificats export denrées animales et d'origine animales (en suppléance) Contrôle du délégataire sur le domaine de la remise directe Hiérarchie: chef du service et son adjoint, direction. Autres agents des services de la DDETSPP.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance des réglementations spécifiques et des techniques de l'inspection dans les domaines concernés Connaissance des outils métier. Une expérience antérieure, en tant que sénior, dans le secteur de la remise directe serait appréciée.	Rigueur dans l'exécution des tâches. Qualités relationnelles d'écoute et de communication, sens du travail en équipe. Qualités rédactionnelles. Savoir s'adapter aux nouvelles situations et aux évolutions réglementaires.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Thérèse Place, directrice adjointe - Tél : 02.54.90.97.02 / therese.place@loir-et-cher.gouv.fr Jacky Laborieux, chef du service SV-SSA - Tél : 02.54.90.97.61 / jacky.laborieux@loir-et-cher.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
DDETSPP de la Haute-Loire
3 chemin de Fieu – CS 40348 - 43009 LE PUY EN VELAY Cedex
Service Sécurité Sanitaire de l'Alimentation

Vétérinaire VO abattoirs au service SSA: coordination des abattoirs

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32291		Référence du poste : A6D4300047
Catégorie : A1		
Nature de l'emploi : Ouvert aux contractuels		Nature du contrat : -
Corps		Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)		
Poste V (Vacant)		

Descriptif de l'employeur
DDETSPP de la Haute – Loire : 80 agents dont 25 au pôle Santé Publique Vétérinaire et Environnement (SPVE), siège au Puy en Velay. Le poste est rattaché au Service Sécurité Sanitaire des Aliments au sein du pôle SPVE : 16 agents, dont 8 basés au siège et 8 basés en abattoirs (Polignac, Brioude, Yssingeaux).. Le poste est rattaché administrativement au siège.

Description du poste et description des missions
Vétérinaire officiel en abattoir / Inspection en sécurité sanitaire des aliments y compris abattoirs de volailles Déplacements sur les sites d'abattoirs du département Polignac et Brioude, y compris sur heures de nuit Participation possible aux astreintes de fin de semaine Coordination des abattoirs Suppléances du chef de service en son absence, y compris dans le domaine SSA 1 le cas échéant. - Aide au management des équipes de deux abattoirs de boucherie du département. - Suivi des projets d'aménagements des abattoirs en cours et à venir ; - participation aux réunions régionales et aux échanges de pratiques, - organisation de réunions mensuelles en abattoir. - Gestion du « service fait » pour ce qui concerne les abattoirs, - Réaliser les inspections annuelles des abattoirs et apporter un appui technique autant que de besoin. - Réaliser des inspections et appui technique en fonction de la programmation : abattoirs - Suivi des alertes dans la filière. Placé sous l'autorité hiérarchique du chef de service SSA, l'agent est en contact avec les opérateurs intervenant dans les abattoirs, l'agent de prévention, les agents du pôle et la préfecture pour la gestion des plans d'intervention d'urgence. Disponibilité : suppléances du CS pendant congés, gestion de crise , alertes SSA, contraintes liées aux actualités abattoirs sur périodes de fortes activités

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire exigé Compétences techniques, droit et réglementation dans le domaine de la santé animale, de l'hygiène alimentaire, fonctionnement de l'administration générale et de la DDETSPP Maîtrise des process et de la réglementation dans le domaine, PMS, agréments.	Savoir communiquer, animer une équipe, sens des relations humaines, réactivité – compétences managériales requises. Savoir rendre compte et s'organiser, Rigueur, qualités rédactionnelles, aptitude au diagnostic et à la proposition de décision.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui • Fourchette de rémunération pour les contractuels : Cat A FPE • Logé : non • Niveau d'études : Doctorat/diplômes équivalents

Personnes à contacter
chef de service Sécurité des Aliments: Cécile PATHIAUX cecile.pathiaux@haute-loire.gouv.fr direction de la DDETSPP: ddetspp-directeur@haute-loire.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Lozère
Cité administrative - 9 rue des Carmes - 48000 MENDE
Service Santé Protection Animales et Environnement

Chargé.e de mission en santé et protections animales

N° de publication : 32292	Référence du poste : A6D4800034
Catégorie : A1	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDETSPP de la Lozère comprend 50 agents dont 7 se consacrent à l'inspection dans le domaine de la santé et protection animales. Le service est chargé de la prévention et de la gestion des maladies animales réglementées, du contrôle du bien-être animal, de la certification aux échanges et l'exportation d'animaux vivants. A mi-chemin entre Clermont-Ferrand et Montpellier, ce département est classé en zone montagne. L'élevage en Lozère, dominé par l'élevage bovin extensif, représente 95% de l'activité agricole.

Description du poste et description des missions
Sous l'autorité de la cheffe du service SPAE, le(la) chargé(e) de mission sera en charge de la mise en œuvre des politiques publiques en lien avec la protection animale, de la coordination des plans de surveillance et de contrôle pour le service SPAE et de la supervision de la filière bovine. Il(elle) participe aux différentes suppléances dans le service. Inspections en santé animale : filière bovine (en binôme) : - suivi des prophylaxies en lien avec le GDS - réalisation des inspections PA et des suites administratives et judiciaires Chargé(e) de mission en protection animale : - représentation du service aux cellules d'accompagnement des éleveurs en difficulté - analyse de risque pour la programmation et la conditionnalité des aides Inspection des centres de rassemblement - Négoces, et rassemblements d'animaux : - instruction des dossiers et organisation des inspections - supervision des certificats sanitaires pour les échanges et exports d'animaux vivants Coordonnateur des PSPC pour l'ensemble du service SPAE Sous l'autorité hiérarchique de la cheffe du service SPAE Relations fonctionnelles avec les agents du pôle Relations externes : GDS, EDE, les professionnels des filières, vétérinaires, MSA, DDT, Chambre d'Agriculture, laboratoires

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissances réglementaires et techniques en lien avec la SPA Maîtrise des applications métier (SIGAL, RESYTAL, TRACE NT) Droit administratif et pénal	Aptitude au travail d'équipe et en réseau Savoir mener une inspection Rigueur et sens de l'organisation Facilité d'adaptation, réactivité et diplomatie Bonnes capacités rédactionnelles

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
M. Emmanuel FOEX – directeur adjoint - chef du pôle PP Tel : 04 30 11 10 21 - 06 37 90 90 87 Mme Elise PICHON - cheffe du service SPAE Tel : 04 30 11 10 32 - 06 46 03 16 03



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Lozère
Service Sécurité Sanitaires des Aliments - CCRF
Cité administrative - 9 rue des Carmes - 480005 MENDE

Inspecteur.trice en sécurité sanitaire des aliments

N° de publication : 32293	Référence du poste : A6D4800041
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDETSP48 comprend 50 agents dont 11 se consacrent à l'inspection dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments : 7 en abattoirs et 4 en inspection itinérante. L'unité est chargée de l'inspection des établissements de remise directe non délégués (producteurs fermiers et dérogataires), des établissements agréés et de la certification aux exportations alimentaires. A mi-chemin entre Clermont-Ferrand et Montpellier, ce département est classé en zone montagne. L'élevage laitier, aussi bien bovin que ovin et caprin, y est particulièrement important et structurant. La résidence administrative du poste est fixée à Mende, au siège de la DDETSP.

Description du poste et description des missions
Sous l'autorité du chef de service SSA-CCRF, l'inspecteur sera principalement en charge de l'inspection des produits laitiers, domaine partagé avec une inspectrice qui est par ailleurs personne ressource « lait et produits laitiers ». Il participe aux différentes suppléances dans le service, en particulier des remplacements ponctuels dans les 2 abattoirs du département. Inspecteur en sécurité sanitaire des aliments : suivi des établissements producteurs de lait et produits laitiers (en remise directe, dérogation ou agrément). Réalisation des PSPC du domaine Inspecteur en abattoir : suppléance à prévoir dans 2 abattoirs multi-espèces basés à Langogne et Antrenas. Rédaction et suivi des certificats pour l'export des produits laitiers (avec le chef de la cellule export, VO). Missions susceptibles d'évoluer en fonction des compétences des candidats, des compétences présentes dans le service et de la nécessaire continuité des missions de service public Sous l'autorité hiérarchique du chef de service SSA Relations fonctionnelles avec les agents du pôle Protection des Populations Relations externes: CA, professionnels des filières, laboratoires,...

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- connaissances réglementaires et techniques en lien avec la SSA - maîtrise des applications métiers (RESYTAL, TRACE NT) - droit administratif et pénal	- Aptitude au travail d'équipe et en réseau - Savoir mener une inspection - Rigueur et sens de l'organisation - Facilité d'adaptation, réactivité

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
M. Emmanuel FOEX, directeur adjoint - chef du pôle protection des populations. Tel : 04 30 11 10 21 - 06 37 90 90 87 M. Clément PEREZ, chef du service SSA Tel : 04 30 11 10 25 – 06 14 56 12 69



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne
Pôle protection des populations
Service Qualité et Sécurité de l'Alimentation
Abattoir Holvia Porc
162 rue du bas des Bois - 53000 LAVAL

Chargé.e d'inspection en abattoir et industries agroalimentaires

N° de publication : 32294		Référence du poste : A6D5300043	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 36 mois	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire		2.2	
Préposé sanitaire contractuel		NA	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le service qualité et sécurité de l'alimentation est composé de 50 agents dont 9 au siège et une quarantaine répartis sur 8 antennes au sein d'une DDETSPP de 126 agents. Le poste proposé se situe au service d'inspection de l'abattoir Holvia-Porc à Laval (34 000 t) et s'intègre dans une équipe de 8 AO encadrée par un vétérinaire officiel.

Description du poste et description des missions
Inspection en abattoir d'animaux de boucherie (porcs charcutiers et porcs de réforme) dans un abattoir de 34 000 T Au-delà des inspections produits et participation aux inspections "ateliers" du site, l'agent sera amené à participer au dispositif export, aux campagnes de PSPC, prélèvements trichine,... Possibilité de participer à des inspections d'autres établissements agréés du secteur des produits carnés. Mission principale en inspection sur chaîne d'abattage animaux de boucherie (porcs) ante et post mortem, missions hors chaîne dans les domaines SSA et protection animale dans l'abattoir et ateliers annexes. Réalisation et gestion des prélèvements dans le cadre des PSPC, des analyses obligatoires (trichine notamment) Correspondant assurance qualité Missions possibles en inspection itinérante selon profil et besoins du service Équipe de 9 personnes en poste au service vétérinaire de l'abattoir Holvia-Porc (Tonnage de l'abattoir = 34 000 T) Collègues et cadres du service, agents des autres sites d'abattage des autres secteurs et du siège de la DDETSPP + chef de service et adjoint. Opérateurs et responsables de production et qualité des abattoirs et ateliers Éleveurs, vétérinaires praticiens, laboratoires d'analyses

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Inspection des viandes en abattoir et des ateliers annexes à l'abattoir et IAA Maîtrise ou connaissance des systèmes d'information métier Appropriation de la démarche qualité	Bonne qualité relationnelle, sens du travail en équipe, bonne communication Autonomie et rigueur Dynamisme et prise d'initiatives Pratique des méthodes d'inspection appréciée

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Niveau d'expérience minimum requis : Débutant • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 2300 brut • Logé : non • Niveau d'études : Baccalauréat

Personnes à contacter
Isabelle SCIMIA Chef du service Qualité et Sécurité de l'Alimentation Tél : 02-43-49-55-92 / courriel : isabelle.scimia@mayenne.gouv.fr copie : sgc-rh-maa-mss@mayenne.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne
Cité administrative – 60 rue Mac Donald – BP 93007 – 53063 Laval Cedex 9

Chef.fe de service Santé et Protection Animale

N° de publication : 32295		Référence du poste : A6D5300015	
Catégorie : A3			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : de 6 à 36 mois	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Inspecteur de santé publique vétérinaire		2.1	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		3.1	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		1	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste S (Susceptible d'être vacant)			

Descriptif de l'employeur
Vous souhaitez intégrer une équipe investie sur les sujets d'actualité, au plus près des préoccupations de la société. Accueil des réfugiés, droit des femmes, emploi, sécurité de l'alimentation, droit du consommateur, environnement, tous ces sujets sont au coeur de l'action d'une direction départementale de l'emploi, du travail et de la protection des populations – en raccourci DDETSPP. Bien que petite ville de province, la cité lavalloise est fort bien située au carrefour de la Bretagne, de la Normandie et des Pays de la Loire, à moins de deux heures de Paris par le TGV, de Nantes par le TER et de la mer par la route. Département à forte dominance rurale, la Mayenne se classe dans le peloton de tête national pour les productions bovines tant en élevage laitier qu'allaitant, porcine, juste derrière la Bretagne, et aviaire. Ces caractéristiques l'inscrivent au coeur des grands enjeux sociétaux liés à l'alimentation, au bien être animal et à l'environnement. Vous disposez d'un diplôme d'ingénieur ou de vétérinaire, vous êtes intéressé par l'élevage et l'agriculture, vous êtes attiré par les questions de santé publique et de protection animale, n'hésitez pas à postuler !

Description du poste et description des missions
Membre du comité de direction, vous assurerez la gestion d'un service de 14 agents au siège de la structure à Laval. Vous assurerez le pilotage et le management du service : * gestion des ressources humaines (congrés, formations, recrutement, suivi de compétence, organisation, entretiens,...) ; * préparation et animation des réunions du service, * programmation, suivi et bilan des inspections et des prélèvements; suivi des indicateurs de performance ; * suivi de la qualité pour le service en lien avec la responsable qualité locale; * suivi des mesures de police administrative et pénale du service. Vous serez en charge des missions relatives à la santé et à la protection animale relevant du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire ainsi que de missions relatives à la détention et à la présentation au public de spécimens de la faune sauvage captive pour le compte du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Le suivi des établissements d'alimentation animale sera également de votre responsabilité. Vous assurerez des missions d'inspection en propre ou en appui des agents dans les différents secteurs d'activité ainsi que le suivi des dossiers difficiles et sensibles. Vous participerez à la gestion des alertes et à l'animation des plans d'intervention sanitaire d'urgence. Votre engagement dans la construction de l'interministériel au sein de la DDETSPP sera apprécié. Vous vous impliquerez en particulier dans les échanges au sein du CODIR et participerez activement aux orientations stratégiques de la direction. Outre l'environnement multidisciplinaire de la DDETSPP, vous intégrerez un réseau régional actif des chefs de service santé de protection animale, animé par le service régional de l'alimentation. Vous serez en relations régulières et étroites avec la direction générale de l'alimentation du ministère en charge de l'agriculture et serez amené quotidiennement à échanger avec le groupement de défense sanitaire, les organisations professionnelles agricoles, les élus, les vétérinaires praticiens et le laboratoire départemental. Le volet judiciaire des missions vous amènera à travailler en étroite collaboration avec le substitut de la procureure de la République.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire souhaité Vos connaissances des filières agricoles seront appréciées. N'hésitez pas à nous montrer vos compétences techniques et socio-économiques qui seront valorisées. Une formation en droit administratif et pénal ou des pratiques dans des domaines d'inspection seraient un atout supplémentaire. Sans être obligatoire, le diplôme vétérinaire permettrait de vous intégrer dans l'équipe des certificateurs.	Vous êtes rigoureux et organisé, vous savez faire preuve d'esprit d'initiative et aimez travailler en autonomie, venez donc nous rejoindre. Nous apprécierons votre goût du travail en équipe et en réseau, vos capacités d'analyse et d'évaluation, vos compétences managériales et d'animation. Il y a, au sein de notre direction, de nombreux projets à conduire.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : oui • Fourchette de rémunération pour les contractuels : Entre 3070 € et 4170 € bruts selon expérience managériale • Logé : non

- **Niveau d'études** : Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez contacter
Serge MILON, directeur de la DDETSPP 53 - Tél : 02.43.49.27.30
Agnès HURSAULT, directrice adjointe - Tél : 06.50.77.97.70

Anne-Laure LEFEBVRE, Chef du service santé et protection animales
Tél : 02-43-49-55-96 – Mel : anne-laure.lefebvre@mayenne.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées.
Cité administrative Reffye - BP 41740
65 017 TARBES cedex 9

CRAQ/RQL & assistant de direction

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32296		Référence du poste : A6D6500047	
Catégorie : B			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 1 AN	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Secrétaire administratif		2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La DDETSPP des Hautes-Pyrénées a pour mission de mettre en oeuvre les politiques publiques dans les domaines de : - l'accompagnement des publics vulnérables, de l'inclusion sociale et de l'accès à l'emploi ; - les droits des femmes et droits à l'égalité; - la santé, la protection animales et de l'environnement; - la sécurité sanitaire des aliments, - la concurrence, la consommation et la répression des fraudes; - politiques du travail; - entreprises et compétences. Le poste responsable qualité-assistant direction appartient au pôle direction. Il est placé sous l'autorité du directeur et des directeurs adjoints.

Description du poste et description des missions
Animer la démarche de management par la qualité au sein de la DDETSPP Assurer la fonction d'assistant de prévention Assurer le secrétariat de la direction Responsable qualité local : animation de la démarche au sein de la DDETSPP65, gestion du système documentaire, suivi des plans d'actions Assistant technique et administratif de la direction Suivi de la communication interne et externe de la structure Assistant de prévention : suivi du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) de la structure, communication auprès des agents Direction, chefs de services et agents de la structure; Préfecture et SGCD, Représentants du personnel, assistante sociale, médecin de prévention; Correspondants qualité régionaux et nationaux, auditeurs.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Environnement administratif, institutionnel et politique Démarche management par la qualité et audit Droit du travail et de la santé.	Aptitude à la communication et à l'écoute Aptitude au travail en équipe et en réseau Aptitude à la rédaction Rigueur, organisation, méthode Discrétion Sens de l'organisation et autonomie

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Niveau d'expérience minimum requis : Débutant • Management : non • Fourchette de rémunération pour les contractuels : 2239 -2323 IM 455 - 472 • Logé : non •

Personnes à contacter
Grégory FERRA, directeur, 06 77 77 94 30 gregory.ferra@hautes-pyrenees.gouv.fr Régine MORLAS, directrice adjointe, 06 73 73 85 34 regine.morlas@hautes-pyrenees.gouv.fr



**Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités
et de la Protection des Populations de la Savoie
Pôle vétérinaire - Service protection et santé animales
321 chemin des Moulins - BP 91113
73011 CHAMBÉRY CEDEX**

Inspecteur.trice en santé et protection animales

N° de publication : 32297	Référence du poste : A6D7300027
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDETSPP de Savoie accueille environ 110 agents et comprend 4 pôles. Le pôle vétérinaire est constitué de 2 services dont Protection et Santé Animales (7 agents). Caractéristiques de l'élevage en Savoie : extensif, production laitière dominante (bovins 1200 exploitations, ovins et caprins 700), volailles et porcs de faible taille, quelques piscicultures, 30000 ruchers. Les pratiques locales et saisonnières (transhumances) représentent un enjeu sanitaire important dans le département.

Description du poste et description des missions
Inspection vétérinaire dans le domaine de la santé et de la protection animales. Ce poste contribue à la santé animale, au respect du bien être des animaux et à l'accompagnement des éleveurs. Les missions techniques vétérinaires d'inspection, d'instruction de dossiers et de police sanitaire s'exercent au sein d'une équipe de 3 techniciens, dans les domaines suivants : - suivi sanitaire des élevages de ruminants (bovins, ovins, caprins) : mise en œuvre de la surveillance et gestion des foyers infectieux, - suivi des signalements en protection animale (élevages de ruminants), - suivi de la transhumance, - Réalisation de contrôles dans le cadre de la conditionnalité des aides en filière ruminants (identification, protection animale et paquet hygiène dont pharmacie en élevage) - réalisation de prélèvements du plan de surveillance et du plan de contrôle, - participation aux exercices et aux situations de crise sanitaire. - suivi sanitaire des élevages et suivi des signalements en protection animale sur une filière mineure du département, éventuellement en binôme avec une autre technicienne (carnivores domestiques ou suidés) L'exercice de ces missions très variées, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, permettra au titulaire du poste l'acquisition d'une connaissance pointue des filières animales en Savoie. L'inspecteur peut être amené à intervenir dans tous autres domaines que la réactivité et l'efficacité du service exigent notamment participation aux gestions de crise. Contraintes du poste : Disponibilité souhaitée en cas de crise - Rattachement hiérarchique ou position dans l'organigramme : sous l'autorité du chef de service - Internes : autres pôles et services de la DDETSPP, Préfecture, DDT, ASP, DRAAF-SRAL, DGAL - Externes : Éleveurs, Vétérinaires, GDS, Chambre d'agriculture/EDE, laboratoires, organisations professionnelles et associations de protection animale

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Maîtrise des réglementations et des procédures relevant du domaine de l'inspection en santé et protection animales. - Maîtrise des techniques de contrôle - Maîtrise des applications informatiques métiers notamment SIGAL, BDNI, RESYTAL	- Sens du travail en équipe - Autonomie, Rigueur - Capacité d'analyse et de synthèse - Réactivité, disponibilité, capacité d'adaptation - Rédiger avec précision et concision

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
- Thierry POTHET- Directeur Tel: 04 56 11 05 70 - courriel : thierry.pothet@savoie.gouv.fr - Pascal BERNIER – Directeur adjoint

Tel : 04 56 11 05 71 – courriel : pascal.bernier@savoie.gouv.fr
- Alexandre BLANC-GONNET - Chef du pôle vétérinaire
tel : 04 56 11 05 80 - courriel : alexandre.blanc-gonnet@savoie.gouv.fr
- David DOUADY – Chef du service protection et santé animales
Tel: 04 56 11 06 24 - courriel : david.douady@savoie.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
DDETSPP de Savoie
Pôle vétérinaire - Service sécurité sanitaire des aliments
321, chemin des Moulins - BP 91113
73011 Chambéry Cédex

Inspecteur.trice en sécurité sanitaire des aliments

N° de publication : 32298	Référence du poste : A6D7300013
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
La DDETSPP 73 réunit 110 agents répartis dans 4 pôles métiers. Au sein du pôle vétérinaire, le service SSA compte 16 personnes. De part les spécificités touristiques et géographiques de la Savoie, le secteur agroalimentaire est très développé et dynamique : 4 abattoirs de boucherie, près de 230 établissements agréés (dont 62% en filière lait), 1 500 restaurants, 500 établissements de restauration collective, plus de 1 000 commerces de détail alimentaire (dont 250 producteurs fermiers).

Description du poste et description des missions
- Veille réglementaire et application mesure préventive et/ou corrective des professionnels dans établissement Bassin Chambérien, Maurienne et Combe de Savoie : • restauration collective • remise directe (hors produit laitier) • accueils collectifs de mineur • asso caritatives (recensement, relations GMS) - Contrainte : • Déplacements fréquents • Hausse travail administratif lié démarche qualité • Augmentation inspection documentaire, nécessité posture d'expert, d'auditeur pour inspection • Assurer une veille réglementaire • Préparer des contrôles : participation à l'analyse de risques, planification, organisation des contrôles • Réaliser des contrôles : contrôles documentaires, notamment du plan de maîtrise sanitaire (PMS) et physiques des établissements • Mettre en œuvre des techniques d'inspection qui permettent de vérifier l'existence et la pertinence de l'analyse des risques faite par le professionnel et les autocontrôles qu'il a mis en place » pour les maîtriser et utiliser une grille d'inspection • Rédiger des rapports d'inspection, procès verbaux, réaliser des enregistrements et statistiques • Instruire et mettre à jour des dossiers administratifs : dossiers d'agrément • Assurer la gestion technique des TIAC et non-conformités • Assurer la réalisation des prélèvements PSPC en SSA (hors abattoirs) selon répartition prévue localement • Participer et représenter le pôle SSA aux réunions du "pôle départemental d'accueils collectifs de mineurs " L'inspecteur peut être amené à intervenir dans tous autres domaines que la réactivité et l'efficacité du service exigent notamment remplacements en abattoir et participation aux gestions de crise. • Rattachement hiérarchique ou position dans l'organigramme : sous l'autorité du chef de service • Liaisons fonctionnelles : • Dépendances fonctionnelles : DDETSPP73, SRAL • Relations fonctionnelles internes : autres services de la DDETSPP de Savoie (notamment service accueil et protection du pôle Entreprise et Solidarités) • Relations fonctionnelles externes : DGAL, Autres DDetsPP, SCHS, DSDEN

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
• scientifiques : connaissance des produits et des process de fabrication, hygiène alimentaire • réglementaires : dans le domaine des plans de maîtrise sanitaire	• Maîtriser méthodes contrôle et inspection • Réactivité • Adaptabilité, autonomie • Savoir s'informer, veille réglementaire • Savoir rédiger • Sens responsabilité, éthique • Savoir se positionner • Savoir communiquer et expliquer avec pédagogie

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
- Pascal BERNIER – Directeur adjoint Tel : 04 56 11 05 71 – courriel : pascal.bernier@savoie.gouv.fr - Alexandre BLANC-GONNET - Chef du pôle vétérinaire tel : 04 56 11 05 80 - courriel : alexandre.blanc-gonnet@savoie.gouv.fr - Jean-Marie LE HORGNE – Chef du service sécurité sanitaire des aliments Tel: 04 56 11 06 20 - courriel : jean-marie.le-horgne@savoie.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Tarn
18 avenue du Maréchal Joffre - 81013 Albi Cedex
Service sécurité sanitaire des aliments

Adjoint.e chef de service Coordonnateur.rice abattoirs

N° de publication : 32299	Référence du poste : A6D8100026
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
La Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) du Tarn est pilotée par un directeur et deux directeurs adjoints. Elle est organisée en 6 services : le service Accès au Logement et Insertion Sociale ; le service Emploi, Entreprises et Compétences ; le service Travail et Dialogue Social ; le service Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes (CCRF) ; le service Santé, Protection Animale et Environnement (SPAÉ) et le service Sécurité Sanitaire des Aliments (SSA). Elle compte 123 agents répartis sur 7 sites, le siège se situant à Albi en face de la gare. Le service SSA présente l'effectif le plus important de la DDETSPP : 46 agents dont 7 agents itinérants, 36 agents en inspection permanente en abattoir de boucherie sur 4 sites (Castres, Lacaune, Puylaurens et Carmaux), un assistant de service, un chef de service et un adjoint au chef de service chargé de la coordination des abattoirs. L'adjoint au chef de service est affecté au siège à Albi.

Description du poste et description des missions
Encadrer les agents en abattoir, coordonner leurs missions sur le plan technique et managérial. Assurer l'application des réglementations internationales et nationales dans le secteur de l'hygiène et de la protection animale, pour garantir la santé publique. S'articuler avec le chef de service en ce qui concerne la coordination et de l'encadrement des abattoirs, assurer sa suppléance pendant ses absences sur l'ensemble des tâches et sujets du service SSA. Remplacer les vétérinaires officiels en abattoir le cas échéant. Assurer la mission de référente "communication interne" pour les abattoirs. Appui au chef de service en assurant la programmation et le suivi des activités, l'encadrement dans le domaine des abattoirs de boucherie, la mise en œuvre des ordres de services et la veille réglementaire. Appui technique des vétérinaires officiels et des équipes notamment par une présence régulière sur chaque site. Participation aux inspections programmées en collaboration avec les vétérinaires officiels des abattoirs. Supervision des suites administratives et pénales. Animation de réunions avec les vétérinaires officiels régulières, participation aux CODIR élargis, aux réunions de service, aux réunions régionales d'harmonisation technique, aux réunions avec les professionnels. Suppléance du chef de service en son absence et collaboration sur les sujets de coordination et d'encadrement des agents en abattoir. Réponses aux demandes de la DGAL et de la région (statistiques, bilans...) Suivi de la formation des agents en abattoirs, de leurs compétences et qualifications, supervisions éventuelles. Accompagnement des agents sur les dossiers complexes. Participation à la certification vétérinaire. Participation aux astreintes du pôle Protection des populations. Remplacement des vétérinaires officiels en abattoirs le cas échéant. Participation aux réseau et réunions "communication interne", relais pour la partie abattoirs. Placé sous l'autorité hiérarchique du chef de service. Relations avec les autres services et la direction de la structure, les services du périmètre ATE, les organismes consulaires, les Parquets, les opérateurs, la DRAAF, l'administration centrale.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire exigé Droit administratif et pénal Connaissances techniques et contexte socio-économique des abattoirs Réglementations spécifiques Méthodes d'inspection, méthode d'analyse des risques Connaissance de l'environnement professionnel, des applications métiers, de la démarche qualité	Capacités d'analyse, d'évaluation et de synthèse Méthode d'analyse de risque Capacité d'adaptation et autonomie Capacité à rendre compte Rigueur Esprit d'initiative Capacité d'anticipation et de gestion des priorités Animation d'équipe Réactivité et disponibilité Intérêt pour le travail en réseau

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail non possible • Management : non • Logé : non

•

Personnes à contacter
Mme Luce VIDAL ROZOY, Directrice départementale Tel : 05 81 27 53 42 Mél : ddcsp-directeur@tarn.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Occitanie
697,avenue Etienne MEHUL - CA Croix d'Argent - 34 078 MONTPELLIER CEDEX 3
Service régional de l'alimentation
Unité inspection santé publique - environnement

Inspecteur.trice phytosanitaire

N° de publication : 32300	Référence du poste : A6R3100036
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le service régional de l'alimentation (SRAL) est constitué de 7 unités, sur 3 sites : Toulouse (siège), Montpellier et Perpignan. Le SRAL est chargé de la mise en œuvre de la politique de l'alimentation. Il pilote le programme de sécurité et de qualité sanitaires de l'alimentation. Le poste est localisé à Montpellier (27 agents SRAL) au sein de l'unité d'inspections en santé publique et environnement

Description du poste et description des missions
L'agent réalise des inspections, principalement dans le domaine des produits phytopharmaceutiques. Réaliser des contrôles à la distribution et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que sur le volet conseil, Réaliser des prélèvements de végétaux pour la recherche de résidus de produits phytopharmaceutiques, Réaliser des contrôles de l'hygiène en production primaire végétale, Contribuer à la gestion des alertes sanitaires dans le domaine végétal, Gérer les suites données aux inspections (suites administratives et suites pénales) Collecter et mettre en forme des données nécessaires à l'élaboration de bilans, Informers les usagers, Participer aux réunions en lien avec les missions. Des déplacements réguliers sont à prévoir sur le territoire régional. DGAL, DRAAF, DDT, entreprises et organisations professionnelles.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance des itinéraires de culture : arboriculture, grandes cultures, viticulture Réglementation relative à la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques Connaissances en protection des végétaux Base en droit administratif et pénal Maîtrise des outils informatiques Pratique des méthodes d'inspection Management par processus	Rigueur dans la mise en œuvre des procédures Capacité à s'organiser, travail en équipe, autonomie, initiative Sens relationnel en situation de contrôle

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Christine COLAS, Adjointe au Chef du Service régional de l'alimentation 04 67 10 19 61 // christine.colas@agriculture.gouv.fr Armelle FOUILLADE, Adjointe au cheffe d'unité Inspection santé publique environnement 05 61 10 62 64 // armelle.fouillade@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Occitanie
Boulevard Armand Duportal - cité administrative - 31074 Toulouse cedex
Service régional de l'alimentation
Unité Inspection en santé publique - environnement

Inspecteur.trice phytosanitaire - chargé de mission intrants

N° de publication : 32301		Référence du poste : A6R3100066
Catégorie : B		
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires		Nature du contrat :
Corps		Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles		1
Poste S (Susceptible d'être vacant)		

Descriptif de l'employeur
Le service régional de l'alimentation (SRAL) est constitué de 7 unités réparties sur 3 sites : Toulouse (siège), Montpellier, et Perpignan (antenne SIVEP). Chargé de la mise en œuvre de la politique de l'alimentation, le SRAL pilote et coordonne au niveau régional le programme de sécurité et de qualité sanitaires de l'alimentation. Le poste est localisé à Toulouse au sein de l'unité d'inspections en santé publique et environnement

Description du poste et description des missions
Assurer les missions de : * chargé de mission pour les intrants * référent régional pour le contrôle des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques (PPP) * référent régional pour les systèmes d'information géographiques * inspections phytosanitaires dans le domaine des intrants, du paquet hygiène et des organismes génétiquement modifiés En appui au chef de l'unité ISPE et à son adjoint : - organisation des contrôles de l'utilisation, application et distribution des PPP - analyse des risques et des consommations de PPP et liés pour définir la stratégie de contrôle - pilotage et animation des contrôles - gestion des données - appui réglementaire et technique aux inspecteurs, tutorat des nouveaux arrivants, contribution à l'harmonisation des contrôles - réalisation d' inspections et de prélèvements, gestion des suite à donner - réalisation d'outils cartographiques et de cartes - formation des inspecteurs aux outils cartographiques En tant que de besoin, représenter le chef d'unité aux réunions régionales ou nationales Des déplacements réguliers sont à prévoir sur le territoire régional DGAL, DRAAF, DDT, DREAI, ARS, OVS, CRA, Organisations professionnelles, laboratoires d'analyses

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise des connaissances techniques et réglementaires (intrants, paquet hygiène, production végétale) Techniques de contrôle Droit administratif et pénal Expertise ou maîtrise des outils informatiques, Resytal, QGIS Démarche par processus Expérience en contrôles intrants et SIG requises	Capacité d'analyse et de synthèse Qualités relationnelles, travail en équipe Autonomie, initiative Assertivité Savoir rendre-compte

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Christine COLAS, adjointe au chef du Service régional de l'alimentation 04 67 10 19 61 // christine.colas@agriculture.gouv.fr Armelle FOUILLADE, Adjointe au chef d'unité Inspection santé publique environnement 05 61 10 62 64 // armelle.fouillade@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'alimentation
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES Cedex 2
Pôle coordination

COSIR Correspondant Systèmes d'Information-Cartographie

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32302	Référence du poste : A6R4400016
Catégorie : A1	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le SRAL est un service de 36 ETPt organisé en quatre pôles : coordination, santé publique vétérinaire et plans d'urgence , sécurité sanitaire de la production végétale, santé des végétaux et alimentation. La DRAAF est localisée à Nantes, avec des agents du domaine végétal situés sur le site d'Angers. Les candidatures d'agents de catégorie B ayant un niveau confirmé sont également acceptées.

Description du poste et description des missions
Le COSIR apporte son appui et son expertise sur tous les sujets en lien avec les systèmes d'information de l'alimentation auprès des chefs de services et de toute la collectivité des utilisateurs (au sein du service régional mais surtout au niveau des DDetsPP de la région). Une compétence en cartographie est également souhaitée, notamment pour la production de cartes en gestion de foyers, en supports de communication ou encore en outil d'aide à la décision. Les cartes peuvent être produites sur commande spécifique ou sur proposition de l'agent. Le déploiement de cette compétence au sein du SRAL correspond à un objectif de service. . 1. Formation et accompagnement des utilisateurs des applications métier du SIAL Assistance de premier niveau aux utilisateurs de la région et des départements Animation de sessions de formation auprès des agents des services déconcentrées et de certains partenaires au titre de formateur du ministère au niveau départemental, régional ou national Contribution à l'harmonisation et à la qualité des données saisies 2. Appui et expertise technique Expertise et appui pour la valorisation locale des informations disponibles dans le système d'information Contribution aux missions du pôle coordination des services régionaux de l'alimentation 3. Contribution au programme de modernisation du système d'information de l'alimentation Participation au réseau national des COSIR et aux groupes nationaux de travail dans le cadre du programme RESYTAL Recensement et communication des besoins exprimés par les utilisateurs en région Pays de la Loire. 4 : Cartographie : Répondre aux besoins de cartographie du SRAL (QGIS - Cartogip - ...) et être force de proposition. Participer au réseau de référents Cartographie de la DRAAF En lien avec la notion de fonction support sur les logiciels métiers, une connaissance de démarches-simplifiées peut être un plus. Chefs de service et Agents DDPP / SRAL ; DGAL : Bamosial ; Bureaux métier DGAL ; Structures Déléгатaires ; Laboratoires

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Environnement institutionnel et des domaines d'activité du SRAL et des DD(CS)PP Connaissances des métiers de la DGAL Connaissances générales dans les systèmes d'information du SIAL (Resytal ; Sigal ...) Bonne connaissance des outils cartographiques et de la gestion/création de bases de données.	Capacité d'adaptation à l'évolution du poste et de son environnement Capacité à travailler en équipe et en réseau Autonomie et force de proposition Capacité à assurer des formations et mener un projet

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non

--

Personnes à contacter
Bryan HENNING Chef du SRAL Tél : 02 72 74 71 28 Fabienne BURET cheffe du pôle coordination du SRAL Tél : 02 72 74 71 24 Mail : sral.draaf-pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'alimentation (SRAL)
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES Cedex 2

Chargé.e de mission à enjeux - pôle Alimentation

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32303		Référence du poste : A6R4400019
Catégorie : A2		
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat :
Corps		Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3
Inspecteur de santé publique vétérinaire		3.1
Attaché d'administration de l'état		3
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)		
Poste V (Vacant)		

Descriptif de l'employeur
Le SRAL est un service de 38 ETPt organisé en 4 pôles (coordination, santé publique vétérinaire et plans d'urgence, sécurité sanitaire de la production végétale , santé des végétaux , alimentation). Le service est réparti sur deux sites (Angers et Nantes). Les Pays de la Loire mènent une politique incitative dynamique et innovante dans le domaine de l'alimentation : la DRAAF contribue au financement et au suivi de 35 Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), mène de nombreuses actions dans le cadre d'une alimentation saine, durable et accessible à tous. Le poste est basé à Nantes et implique des déplacements réguliers (région Pays-de-la-Loire, Paris, ...)

Description du poste et description des missions
Participer à la définition des objectifs, la mise en œuvre et le suivi de la politique de l'alimentation sur le territoire. Créer et animer les réseaux d'acteurs : projets alimentaires territoriaux et restauration collective. Organiser et conduire des réunions avec les acteurs locaux et suivre l'avancement des PAT (AAP, conventions de soutien...). Assurer le suivi des autres dispositifs (éducation alimentaire, justice sociale...) en lien avec l'agent en charge de ces missions. Vous appréciez de travailler en mode projet : impulser et faire vivre un réseau d'acteurs territoriaux sera votre fil conducteur. Vous serez doté d'un budget qui vous permettra d'accompagner et suivre la réalisation des projets pour une alimentation saine, durable et accessible. Vos qualités relationnelles, votre rigueur et votre connaissance des acteurs institutionnels et professionnels vous permettront de réussir vos missions. Vous serez accueilli au sein d'une équipe dynamique qui saura vous accompagner et faciliter la prise de vos fonctions. En interne, vous travaillerez plus particulièrement avec la personne chargée de mission Alimentation et avec l'adjoint au chef de service. En externe, vos partenaires seront l'ARS, la DREAL, La DREETS, la Préfecture de région, mais aussi l'ADEME, le Conseil régional, la chambre d'agriculture de région, les collectivités et les associations. Concrètement, les enjeux seront ; - d'accompagner le secteur de la restauration collective sur la mise en œuvre de différentes politiques alimentaires(EGALIM...) - de participer à l'instruction et au suivi des dossiers dans le cadre des différents appels à projets - de participer au suivi technique et financier des Projets Alimentaires Territoriaux - de faire vivre l'ensemble du réseau, en participant activement à son animation en lien avec les différents projets et plans stratégiques. Champ relationnel : DGAL, services de la DRAAF, ADEME, ARS, DREETS, DDetsPP, DDT(M), Rectorats, collectivités territoriales,représentants agricole/agroalimentaire, associations, acteurs de la restauration collective... Liens avec les élus Lien étroit avec le responsable du volet alimentation solidaire au sein du pôle ainsi que les autres collègues du SRAL.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance des acteurs institutionnels et professionnels en lien avec l'alimentation Connaissance de la politique de l'alimentation du ministère Connaissance des règles budgétaires et de conventionnement Permis B indispensable	Synthétiser et analyser des informations variées Fédérer des acteurs autour d' un objectif commun Animer en mode projet Etre force de proposition Etre autonome Rendre compte et alerter Communiquer Qualités relationnelles et rédactionnelles

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Bryan HENNING- Chef du service Tél : 02 72 74 71 28 Mohammed OUASRI- Adjoint au chef du service Tél : 02 72 74 71 37 Mail : sral.draaf-pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Grand Est
Site de Châlons-en-Champagne
4, rue Dom Pierre Pérignon - 51037 Châlons-en-Champagne cedex
Service Régional de l'Alimentation/Pôle Inspections mutualisées

Chargé.e d'inspection Qualité et Protection des végétaux

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32304	Référence du poste : A6R5100047
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
Implantée sur les sites de Châlons-en-Champagne, Metz et Strasbourg, la DRAAF Grand Est regroupe 240 agents. Elle est structurée en 6 services métiers appuyés par un secrétariat général. Domaines d'intervention : formation et développement, forêt et bois, économie agricole et agroalimentaire, information statistique et économique, alimentation. Enfin un centre de prestations comptables mutualisé assure le traitement des opérations comptables.

Description du poste et description des missions
Sous l'autorité du chef de pôle « inspections mutualisées » du site de Châlons-en-Champagne et au sein d'une équipe de 12 agents, l'inspecteur.trice est chargé.e de réaliser des inspections dans le domaine de la protection de végétaux. Il/elle réalisera ces inspections dans les départements de l'ancienne région Champagne-Ardenne et sera amené.e à se déplacer ponctuellement sur l'ensemble du périmètre de la région Grand Est dans le cadre d'échanges de pratiques ou en cas d'urgence. Dans le domaine « Export » (voire « Import ») : - certification phytosanitaire à l'export, dont inspections de lots et inspections des établissements; - en cas de reprise d'activité du point d'entrée communautaire de l'aéroport de Paris-Val de Marne : contrôles phytosanitaires à l'importation de végétaux et produits végétaux. Dans le domaine « Santé des végétaux » : - réalisation d'inspections dans le cadre de plans nationaux de surveillance vis-à-vis des organismes nuisibles réglementés (SORE); - suivi de la délégation FREDON et des inspections non conformes; - contrôle du passeport phytosanitaire. Dans le domaine « Gestion des foyers et alertes en santé des végétaux » : - gestion ou appui au gestionnaire de foyer ou alerte pour l'enquête et les inspections sur site. NB : acquisition des compétences dans le cadre d'une démarche qualité (tutorat). Contacts avec les professionnels inspectés, les agents de la FREDON, de SEMAE, de FAM, les professionnels agricoles et forestiers, les exportateurs et transitaires, voire les importateurs. Collègues des autres sites de la DRAAF Grand Est, des autres SRAL et de la DGAL/BSV dans le cadre des partages d'expérience.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance de l'environnement institutionnel Connaissance des règles fondamentales de l'inspection souhaitée Connaissances techniques et réglementaires en santé et protection végétaux appréciées Maîtrise QGIS et RESYTAL appréciées Notions d'anglais Permis de conduire B	Faire preuve de rigueur et de précision Adopter une posture appropriée Aptitude au travail d'équipe Savoir utiliser des logiciels professionnels Intérêt pour les inspections sur le terrain Capacités de suivi de dossiers Savoir rédiger

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
M. Christian HAESSLER, chef du service régional de l'alimentation Tel : 03.69.32.51.63 // courriel : christian.haessler@agriculture.gouv.fr Mme Albane SAUVAT, adjointe au chef du service régional de l'alimentation tél : 03.26.66.20.66 // Courriel : albane.sauvat@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Grand Est
Adr. siège : 4, rue Dom Pierre Pérignon à Châlons-en-Champagne
Service régional de l'alimentation/Pôle Inspections mutualisées
Site de Metz - 5 Rue HINZELIN 57046 METZ

Chargé.e d'Inspection Qualité et Protection des végétaux

N° de publication : 32305	Référence du poste : A6R5100057
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur
Implantée sur les sites de Châlons-en-Champagne, Metz et Strasbourg, la DRAAF Grand Est regroupe 230 agents. Elle est structurée en 6 services métiers appuyés par un secrétariat général. Domaines d'intervention : formation et développement, forêt et bois, économie agricole et agroalimentaire, information statistique et économique, alimentation. Enfin un centre de prestations comptables mutualisé assure le traitement des opérations comptables.

Description du poste et description des missions
Sous l'autorité du chef de pôle « inspections mutualisées » du site de Metz et au sein d'une équipe de 8 agents, l'inspecteur.trice est chargé.e de réaliser des inspections dans le domaine de la protection des végétaux. Il/elle réalisera ces inspections dans les départements de l'ancienne région Lorraine et sera amené.e à se déplacer ponctuellement sur l'ensemble du périmètre de la région Grand Est dans le cadre d'échanges de pratiques ou en cas d'urgence. Dans le domaine « Santé des végétaux » : - contrôle du passeport phytosanitaire, - réalisation d'inspections dans le cadre de plans nationaux de surveillance vis-à-vis des organismes nuisibles réglementés (SORE) Dans le domaine « Export » (voire « Import ») : - contrôle de la norme NIMP15 dans les établissements, - contrôle des emballages bois, - certification phytosanitaire à l'export, dont inspection de lots / inspection des établissements Contacts avec les professionnels inspectés, les agents de la FREDON, de SEMAE, de FAM, les professionnels agricoles, horticoles et forestiers, les exportateurs et transitaires, voire les importateurs. Collègues des autres sites de la DRAAF Grand Est, des autres SRAL et de la DGAL/SDSPV dans le cadre des partages d'expérience.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance de l'environnement institutionnel Connaissance des règles fondamentales de l'inspection souhaitée Notions de la réglementation applicable à un ou plusieurs des domaines appréciées Permis de conduire	Faire preuve de rigueur et d'autonomie Adopter une posture appropriée Utiliser les logiciels professionnels Travailler en équipe Savoir rédiger Intérêt pour les inspections sur le terrain

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
M Christian HAESSLER, chef du service régional de l'alimentation tél : 03.69.32.51.63 // courriel : christian.haessler@agriculture.gouv.fr Mme Albane SAUVAT, adjointe au chef du service régional de l'alimentation tél : 03.26.66.20.66 // Courriel : albane.sauvat@agriculture.gouv.fr M Jean-François FELT chef du pôle inspections (site Metz) tél : 03.55.74.11.44 // courriel : jean-francois.felt@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Hauts-de-France
518 rue Saint Fuscien - CS 90069
80094 AMIENS
Service régional de l'alimentation
Pôle santé publique vétérinaire et pilotage de la gouvernance sanitaire

Chef.fe de pôle santé publique vétérinaire et pilotage de la gouvernance sanitaire

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32306 Catégorie : A2	Référence du poste : A6R8000024
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le SRAL a pour mission de contribuer à la production d'une alimentation sûre, de qualité, et produite dans des conditions durables. Il réalise à cet effet des contrôles dans le domaine végétal, et met également en œuvre les politiques incitatives Ecophyto et Politique Nationale de l'Alimentation. Il assure par ailleurs l'animation et la coordination des DDPP dans le domaine animal et de la sécurité sanitaire des aliments. Le poste est basé à Amiens.

Description du poste et description des missions
Le chef de pôle et son équipe (deux vétérinaires, deux ingénieurs et deux techniciens) assurent l'animation, la coordination et le suivi des activités des cinq DDPP. Le chef de pôle assure également le pilotage de la gouvernance sanitaire en région. Il veille à la bonne réalisation des inspections mutualisées, réalisées pour le compte des DDPP. Management du pôle : - Organiser et piloter les missions du pôle et assurer la convergence des actions de coordination - Assurer le management de l'équipe sur deux sites distants Animation et coordination de l'activité des DDPP : - Assurer l'animation des réseaux, l'appui métier et le suivi des activités des DDPP - Contribuer au pilotage des DDPP, avec le chef de SRAL (dialogue de gestion annuel, réunion des directeurs de DDPP ...) - Garantir la mise en œuvre des inspections mutualisées pour le compte des DDPP - Garantir la cohérence et la convergence des actions régionales sur des thématiques à enjeu (vagues de chaleur, BEA, Biosécurité, PSU et délégation des contrôles remise directe et PSPC). Gouvernance sanitaire : - Animer/Contribuer à l'animation d'un réseau de partenaires locaux (GDS, GTV, laboratoires, ONCFS, FDC, Chambres d'agriculture, interprofessions/filières) ; - Piloter la gouvernance sanitaire en santé animale (CROPSAV technique, délégations OVS/OVVT) et Animer la gouvernance sanitaire en région (CROPSAV plénier) Autres services de la DRAAF, DGAL, DDPP DREAL, DDT, DIRECCTE, ONCFS, ONF ... CRA, OVS, OVVT, laboratoires, organisations professionnelles agricoles, Collectivités, associations

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissances techniques et réglementaires de son domaine d'activité Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel Management par la qualité Droit administratif et pénal Comptabilité publique	Autonomie, réactivité Management, qualités relationnelles, négociation Capacité d'organisation et de travail en mode projet Qualités rédactionnelles et de communication Aptitude à l'anticipation et à l'accompagnement du changement

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : oui • Logé : non •

Personnes à contacter
Michel GUILLOU, Directeur Régional adjoint Tel : 03.22.33.55.13 Mel : michel.guillou@agriculture.gouv.fr Amélie MATHIRON, adjointe au chef de SRAL Tel : 06.66.24.92.40 Mel : amelie.mathiron@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'alimentation (DGAL)
Service du pilotage de la performance sanitaire et de l'international (SPPSI)
Sous-direction du pilotage des ressources et des services (SDPRS)
Bureau des laboratoires
251 rue de Vaugirard – 75732 Paris cedex 15

Chef.fe de bureau

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32339		Référence du poste : A5SGI00074	
Catégorie : A3			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Attaché d'administration de l'état		2.1	
Inspecteur de santé publique vétérinaire		2.2	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		3.2	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		2.1	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La Direction générale de l'alimentation a pour mission de surveiller, protéger, planifier au service de la santé humaine, animale et végétale pour une alimentation saine, sûre et durable. Elle garantit la sécurité sanitaire à tous les niveaux de la chaîne alimentaire. Au sein de la sous-direction du pilotage des ressources et des services (SDPRS), le bureau des laboratoires pilote la politique relative à la réalisation des analyses officielles notamment par la désignation et le suivi des laboratoires nationaux de référence et des laboratoires agréés dans le cadre des contrôles officiels en vue de garantir la sécurité sanitaire de la chaîne alimentaire. Il assure la mise en place et le suivi des laboratoires reconnus pour la réalisation de certaines analyses d'autocontrôle. Il participe à la définition et à la mise en œuvre des politiques nationales, européennes ou internationales dans son domaine de compétence. Le bureau des laboratoires est composé de 5 agents. Le bureau est à l'interface des bureaux gestionnaires du risque sanitaire et phytosanitaire et des laboratoires, qu'il s'agisse des laboratoires de référence ou des laboratoires qui réalisent les analyses de première intention. Le bureau des laboratoires est impliqué dans la gestion de dossiers stratégiques pour la DGAL relatifs aux analyses officielles.

Description du poste et description des missions
Dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé animale et de la santé des végétaux, piloter et coordonner l'activité du bureau, dont la gestion des réseaux de laboratoires tant de référence que les laboratoires agréés et reconnus. Le chef.fe de bureau est amené à intervenir dans les sujets tant stratégiques que techniques relatifs aux laboratoires et assurer la continuité du service. Les grands enjeux du poste sont la mise en place de mandats d'intérêt économique général pour l'ensemble des laboratoires agréés et la réforme de la politique d'achat des analyses de la DGAL en lien avec le plan stratégique de la direction ainsi que la poursuite de la mise en place de la police sanitaire unique. - Piloter l'évolution du dispositif analytique national sur la politique d'achat d'analyses et pour intégrer les analyses transférées en sécurité sanitaire des aliments - Assurer la mise en œuvre des mandats de service d'intérêt économique général pour les laboratoires disposant d'agrément du MASA - Poursuivre la désignation puis le suivi des laboratoires nationaux de référence ; notamment dans leurs rôles d'évaluation de l'aptitude et d'animation de leur(s) réseau(x) de laboratoires agréés/reconnus - Suivi de la création ou l'extension des réseaux de laboratoires agréés/reconnus selon les besoins des bureaux techniques puis les suivre (respect des obligations générales, notamment en lien avec l'accréditation) - Coordonner les évolutions majeures concernant les laboratoires agréés / reconnus (évolution des méthodes d'analyses, évolution des saisies des données dans le système d'information de la DGAL en lien avec le BMOSIA) - Piloter ou participer à l'évolution de la réglementation concernant les laboratoires officiels - Rédiger des notes sur les dossiers stratégiques ou des instructions relatives aux réseaux de laboratoires agréés - Répondre aux sollicitations internes au ministère (DGAL et services déconcentrés), des laboratoires nationaux de référence (LNR), des laboratoires, etc. Contacts : Ensemble des bureaux techniques de la DGAL, DD(ec)PP, DRAAF. Laboratoires (nationaux de référence, agréés, reconnus) et leurs associations représentatives (Adilva, AECLDPA, Aflabv, Cniel, Aprolab, etc.) Direction de la stratégie et des programmes de l'Anses, Unité de Direction du SCL COFRAC Ministères chargés des collectivités locales, l'écologie, de la santé et de la consommation

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissances : - scientifiques et techniques dans les domaines d'activité de la DGAL - juridiques appréciées (rédaction arrêté ou décret) - des activités des laboratoires et/ou de l'accréditation appréciées - comptabilité analytique et marchés publics - anglais apprécié	Capacité de management (sens de l'organisation et d'animation d'une équipe) Capacité à travailler en équipe et qualités relationnelles. Réactivité et force de propositions. Aptitude au travail en réseau Aptitudes à la communication Maîtrise des outils informatiques, notamment excel

Informations complémentaires et critères candidats
--

• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : oui • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents
--

Personnes à contacter
Philippe SAPPEY Sous directeur du pilotage des ressources et des services - 01 49 55 55 80 philippe.sappey@agriculture.gouv.fr Sophie ANDRE adjointe à la déléguée du soutien aux service- 01 49 55 58 19 sophie.andre@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Générale de l'Alimentation (DGAL)
Service du pilotage de la performance sanitaire et de l'international (SPPSI)
Sous-direction du pilotage des ressources et des services (SDPRS)
Bureau des laboratoires (BL)
251, rue de Vaugirard – 75732 PARIS Cedex 15

Adjoint.e chef de bureau

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32340		Référence du poste : A5SGI00113	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Inspecteur de santé publique vétérinaire		3	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste S (Susceptible d'être vacant)			

Descriptif de l'employeur
La Direction générale de l'alimentation a pour mission de surveiller, protéger, planifier au service de la santé humaine, animale et végétale pour une alimentation saine, sûre et durable. Elle garantit la sécurité sanitaire à tous les niveaux de la chaîne alimentaire. Au sein de la sous-direction du pilotage des ressources et des services (SDPRS), le bureau des laboratoires pilote la politique relative à la réalisation des analyses officielles notamment par la désignation et le suivi des laboratoires nationaux de référence et des laboratoires agréés dans le cadre des contrôles officiels en vue de garantir la sécurité sanitaire de la chaîne alimentaire. Il assure la mise en place et le suivi des laboratoires reconnus pour la réalisation de certaines analyses d'autocontrôle. Il participe à la définition et à la mise en œuvre des politiques nationales, européennes ou internationales dans son domaine de compétence. Le bureau des laboratoires est composé de 5 agents. Le bureau est à l'interface des bureaux gestionnaires du risque sanitaire et phytosanitaire et des laboratoires, qu'il s'agisse des laboratoires de référence ou des laboratoires qui réalisent les analyses de première intention. Le bureau des laboratoires est impliqué dans la gestion de dossiers stratégiques pour la DGAL relatifs aux analyses officielles.

Description du poste et description des missions
Dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé animale et de la santé des végétaux, intervenir dans les sujets tant stratégiques que techniques relatifs aux laboratoires et assurer la continuité du service. Les grands enjeux du poste sont la mise en place de la réforme de la politique d'achat des analyses de la DGAL en lien avec le plan stratégique de la direction et la poursuite de la mise en place de la police sanitaire unique sur le volet laboratoire. Le titulaire du poste assure la suppléance du chef de bureau, tant en interne à la DGAL que dans les instances avec les partenaires. Le/la titulaire assiste le/la chef(fe) de bureau dans le management des agents et des projets. Il/elle : - Participe à l'évolution du dispositif analytique national et suivre les questions transversales ou sectorielles portant sur les laboratoires habilités par le MASA ou ses services - Assure la désignation puis le suivi des laboratoires nationaux de référence ; notamment dans leurs rôles d'évaluation de l'aptitude et d'animation de leur(s) réseau(x) de laboratoires agréés/reconnus - Crée ou étend des réseaux de laboratoires agréés/reconnus selon les besoins des bureaux techniques puis les suivre (respect des obligations générales, notamment en lien avec l'accréditation) - Coordonne les évolutions majeures concernant les laboratoires agréés / reconnus (évolution des méthodes d'analyses, évolution des saisies des données dans le système d'information de la DGAL en lien avec le BAMOSIAL) - Participe à l'évolution de la réglementation concernant les laboratoires officiels - Répond aux sollicitations internes au ministère (DGAL et services déconcentrés), des laboratoires nationaux de référence (LNR), des laboratoires, etc. Contacts : Ensemble des bureaux techniques de la DGAL, Dd(ec)PP, DRAAF. Laboratoires (nationaux de référence, agréés, reconnus) et leurs associations représentatives (Adilva, AECLDPA, Aflabv, Cniel, Aprolab, etc.) Direction de la stratégie et des programmes de l'Anses, Unité de Direction du SCL COFRAC Ministères chargés de l'écologie, de la santé et de la consommation

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissances : - scientifiques et techniques dans les domaines d'activité de la DGAL - juridiques appréciées (rédaction arrêté ou décret) - des activités des laboratoires et/ou de l'accréditation - comptabilité analytique et marchés publics - anglais apprécié	Capacité à travailler en équipe et qualités relationnelles. Réactivité et force de propositions. Aptitude au travail en réseau Aptitudes à la communication Maîtrise des outils informatiques, notamment excel

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible

- **Niveau d'expérience minimum requis** : Confirmé
- **Management** : oui
- **Logé** : non
- **Niveau d'études** : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Philippe SAPPEY, Sous directeur du pilotage des ressources et des services Tél. : 01 49 55 55 80 – philippe.sappey@agriculture.gouv.fr
Sophie ANDRE adjointe à la Cheffe de la délégation du soutien aux service- 01 49 55 58 19 - sophie.andre@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)
Département des affaires transversales (DAT)
Pôle des statistiques, des données numériques et du système d'information (PSDNSI)
1 ter avenue de Lowendal 75007 PARIS

Directeur.rice de projet « Convergence de SI de l'enseignement agricole et de l'éducation nationale »

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32341		Référence du poste : A5DER00060	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Attaché d'administration de l'état		2.2	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		2.2	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l'agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement. Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat. La DGER s'appuie sur les compétences de plus de 200 collaborateurs en administration centrale. Le département des affaires transversales (DAT) est chargé d'élaborer, de piloter et de mettre en œuvre des politiques et actions transversales à l'enseignement et la recherche agricoles. Il pilote notamment la communication, l'établissement des données statistiques, les systèmes d'information de l'enseignement agricole et la gestion de proximité des agents de la DGER. Le pôle « Pilotage du système d'information de l'enseignement et la recherche agricoles », en cours de création à partir de l'actuel PSDNSI, y assurera le pilotage des applications de l'enseignement et de la recherche agricoles (gestion de la scolarité, des examens, des exploitations et ateliers technologiques, des personnels de l'enseignement agricole, etc.). Disposer de systèmes d'information opérationnels est essentiel au pilotage de l'enseignement agricole afin de permettre aux élèves, aux familles et aux équipes des établissements de disposer d'un service de qualité, avec des outils efficaces, ergonomiques et fiables.

Description du poste et description des missions
Le programme « Convergence SIEA-SIEN », lancé en octobre 2023 avec le rapprochement des bases élèves, vise à offrir aux élèves de l'enseignement agricole (EA) une équité de traitement avec ceux de l'éducation nationale (EN), en permettant un parcours fluide entre les deux tout au long de la scolarité. Le ou la directeur(trice) de projet AMOA sur le programme Convergence assure la coordination globale, le suivi et le reporting du programme (planification, risques, budget), en étroite collaboration avec la directrice de projet chargée de la coordination fonctionnelle du programme Convergence et les chefs de projet au sein du pôle. Il/elle supervise en particulier les chantiers relatifs aux référentiels et à la conduite du changement. Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter : Le ou la directeur.rice de projet veille à la prise en compte des orientations stratégiques, métiers et des besoins des utilisateurs sur son périmètre fonctionnel. Il ou elle conduit des études « amont », suit et contrôle l'avancement des projets et l'atteinte des objectifs, organise l'accompagnement au changement et l'assistance aux utilisateurs. Il/elle pourra être amené(e) à piloter des chefs de projet au sein du pôle. En particulier, dans le cadre du programme de convergence, le ou la titulaire du poste : • Évalue et hiérarchise les besoins métiers • Pilote la conception et la réalisation des chantiers de son périmètre de manière coordonnée en veillant à l'identification des impacts transverses • Pilote ou participe aux instances de gouvernance • Assure la planification et le pilotage des plans de charges, des risques et des jalons du programme • Communique sur l'avancement auprès des équipes et acteurs du programme • Définit les actions de formation à mettre en œuvre en lien avec le programme Le portefeuille et les activités du poste pourront évoluer en fonction des arbitrages et de l'avancée du programme. Champ relationnel : En complément des sous-directions et bureaux de la direction générale, le champ relationnel du poste comprend : - les ministères en charge de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et en particulier le directeur du programme « Convergence » en leur sein ; - les maîtrises d'œuvre : secrétariat général du ministère (service du numérique) et Institut Agro Dijon ; - les directions (régionales) de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF/DAAF), services du ministère en région ; - les établissements de l'enseignement agricole technique ; - les fédérations de l'enseignement agricole technique privé ; - la direction interministérielle du numérique (DINUM) ; - les prestataires de service AMOA.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Excellente connaissance de la conduite de projet SI Connaissance des principes d'urbanisation des SI. Conception d'indicateurs et de tableaux de bord, pilotage d'activité	Animation d'équipe et travail en mode projet. Qualités relationnelles et pédagogiques. Force de proposition, autonomie.

La connaissance de l'environnement de l'enseignement et de la recherche agricole n'est pas requise mais serait appréciée.	Rigueur, sens de l'organisation et des priorités. Capacité d'analyse, de synthèse et de reporting. Capacité d'anticipation et réactivité.
---	---

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Expert • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Denis DEBAT, adjoint au chef du département des affaires transversales Tél. : 01 49 55 49 59 - courriel : denis.debat@agriculture.gouv.fr Marie-Anne CAMBOURS, cheffe du pôle « pilotage du système d'information de l'enseignement et de la recherche agricoles » Tél. : 01 49 55 45 28 – courriel : marie-anne.cambours@agriculture.gouv.fr Département des affaires transversales : mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)
Département des affaires transversales (DAT)
Pôle des statistiques, des données numériques et du système d'information (PSDNSI)
1 ter avenue de Lowendal 75007 PARIS

Adjoint.e au chef de pôle pilotage du SI de l'enseignement et de la recherche agricoles

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32342		Référence du poste : A5DER00061	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Attaché d'administration de l'état		2.2	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		2.2	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l'agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement. Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat. La DGER s'appuie sur les compétences de plus de 200 collaborateurs en administration centrale. Le département des affaires transversales (DAT) est chargé d'élaborer, de piloter et de mettre en œuvre des politiques et actions transversales à l'enseignement et la recherche agricoles. Il pilote notamment la communication, l'établissement des données statistiques, les systèmes d'information de l'enseignement agricole et la gestion de proximité des agents de la DGER. Le pôle « Pilotage du système d'information de l'enseignement et la recherche agricoles », en cours de création à partir de l'actuel PSDNSI, y assurera le pilotage des applications de l'enseignement et de la recherche agricoles (gestion de la scolarité, des examens, des exploitations et ateliers technologiques, des personnels de l'enseignement agricole, etc.). Disposer de systèmes d'information opérationnels est essentiel au pilotage de l'enseignement agricole afin de permettre aux élèves, aux familles et aux équipes des établissements de disposer d'un service de qualité, avec des outils efficaces, ergonomiques et fiables.

Description du poste et description des missions
Objectifs du poste : L'adjoint.e à la cheffe du pôle du pilotage des systèmes d'information supplée la cheffe du pôle et appuie le pilotage et la coordination des activités des agents du pôle en favorisant une approche transversale. Il s'agit de superviser le bon fonctionnement et de piloter les projets d'évolution du système d'information, dans un contexte de rénovation, de simplification administrative et de mutualisation interministérielle. Il/elle aura en charge en propre la thématique de la sécurité informatique et l'assistance à maîtrise d'ouvrage des projets SI de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le poste pourrait évoluer vers un poste d'adjoint.e au chef de bureau pour renforcer cette fonction essentielle. Description des missions : Outre l'exercice de l'intérim en cas d'absence, l'adjoint.e à la cheffe du pôle « pilotage du système d'information de l'enseignement et de la recherche agricoles » appuie la cheffe de pôle dans les missions suivantes : - le pilotage et l'organisation de la gouvernance du système d'information de l'enseignement et de la recherche agricoles ; - les actions de coordination sur les projets SI interministériels ; - la coordination et le suivi des projets portés par les différents bureaux « métiers » de la DGER ; - le suivi des projets et des maîtrises d'œuvre (secrétariat général du ministère et Institut Agro Dijon) ; - l'assistance aux utilisateurs ; - l'appui à l'enseignement supérieur et la recherche pour les dispositifs les concernant ; - la sécurité des systèmes d'information. Les missions pourront évoluer en fonction des enjeux de la direction. Champ relationnel : En complément des sous-directions et bureaux de la direction, le champ relationnel du poste comprend : - le secrétariat général du ministère et particulièrement son service du numérique (Snum) ; - l'Institut Agro Dijon ; - les directions (régionales) de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF/DAAF), services du ministère en région ; - les établissements de l'enseignement agricole ; - les fédérations de l'enseignement agricole privé ; - les ministères en charge de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ; - la direction interministérielle du numérique (DINUM).

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Bonne connaissance des SI et de la sécurité des SI Gestion de projet Capacité à déployer des outils de pilotage Maîtrise des logiciels bureautiques	Animation d'équipe et travail en mode projet Rigueur, sens de l'organisation et de l'anticipation. Capacité d'analyse, de synthèse et de reporting. Facultés d'adaptation et réactivité.

La connaissance de l'environnement de l'enseignement et de la recherche agricole n'est pas requise mais serait appréciée.	
---	--

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Expert • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Denis DEBAT, adjoint au chef du département des affaires transversales Tél. : 01 49 55 49 59 - courriel : denis.debat@agriculture.gouv.fr Marie-Anne CAMBOURS, cheffe du pôle « pilotage du système d'information de l'enseignement et de la recherche agricoles » Tél. : 01 49 55 45 28 – courriel : marie-anne.cambours@agriculture.gouv.fr Département des affaires transversales : mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général – Direction des Affaires Juridiques
Bureau du droit européen et international
3 rue Barbet de Jouy -75349 Paris 07 SP

Adjoint.e chef de bureau du droit Européen et International

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32343		Référence du poste : A5SAJ00062	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : 3 ANS	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Attaché d'administration de l'état		3	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste S (Susceptible d'être vacant)			

Descriptif de l'employeur
La direction des affaires juridiques (DAJ - 51 agents) exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance auprès de l'administration centrale du ministère, des services déconcentrés et des établissements publics placés sous la tutelle du ministère et traite le contentieux entrant dans le champ de compétence du ministère. La direction comprend deux sous-directions, la sous-direction des politiques agricoles et la sous-direction du droit public général. Elle comprend également une mission d'appui et une mission des archives directement rattachées au directeur, de même qu'un conseiller aux affaires pénales et civiles et un chargé de mission. Elle dispose d'un réseau de conseillers juridiques interrégionaux. Au sein de la sous-direction du droit public général, le bureau du droit européen et international apporte son expertise pour l'interprétation du droit primaire et dérivé de l'Union européenne et du droit international sur les sujets intéressants le ministère et pour les questions de procédures pré-contentieuses et contentieuses devant la Cour de justice de l'Union européenne. Il assure la coordination des réponses apportées par le ministère aux sollicitations du secrétariat général des affaires européennes (SGAE) concernant les pré-contentieux et contentieux européens.

Description du poste et description des missions
Exercer une fonction de coordination, de conseil, d'expertise et d'assistance juridique dans le domaine du droit européen et international : - coordonner et appuyer le traitement des pré-contentieux initiés par la Commission européenne (EU Pilot, procédures d'infraction) et des contentieux devant les juridictions européennes (Tribunal et Cour de justice de l'Union européenne, Cour européenne des droits de l'homme) ; - constituer pour les contentieux et pré-contentieux européens, le point d'entrée et de sortie unique du ministère pour les échanges avec le SGAE et le MEAE ; - apporter une expertise au sein du ministère sur le droit de l'Union et droit international ; - suivre la transposition des directives concernant le ministère. Sous la responsabilité du chef de bureau, constituer un binôme chargé de : - assurer la coordination entre les différents services du ministère, notamment les bureaux techniques de la DAJ, et participer à la rédaction des contributions adressées au SGAE dans le cadre des pré-contentieux et contentieux européens ; - rédiger des notes d'analyse juridique en droit de l'Union (droit institutionnel et sujets transversaux de droit matériel) aux directions centrales ; - assurer le respect des délais de transposition des directives par le ministère, en contribuant éventuellement à la rédaction des projets de textes nécessaires ; - représenter le service et le ministère en réunions interservices et interministérielles (SGAE, Conseil d'État, SGG, etc.) ; - expertiser des questions en lien avec les directives qualifications professionnelles, services et normes techniques ; - participer à la préparation, à l'expertise et à la procédure d'adoption des textes législatifs et réglementaires ; - participer à la veille juridique, notamment en suivant les publications du Journal officiel de l'Union européenne. Suppléer le chef du bureau en cas d'absence pour assurer une continuité de service. Contacts : - Les autres bureaux de la direction des affaires juridiques ; - Les directions techniques du ministère (direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises, directions générale de l'alimentation, secrétariat général), - Les services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG, SGAE) et le Conseil d'État ; - Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Formation spécialisée en droit de l'Union et/ou droit international et bonne formation en droit administratif, - Bonne connaissance des institutions européennes ; - Qualités rédactionnelles	- Capacité d'analyse des questions juridiques en droit de l'Union européenne et droit international ; - Rigueur, précision et capacité de synthèse ; - Réactivité ; - Bonne capacité d'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives ; - Expérience au sein d'institutions européennes ou SGAE appréciée.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non

• Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents
--

Personnes à contacter
Madame Sylvie Marais, sous-directrice du droit public général (01.49.55.47.52), sylvie.marais@agriculture.gouv.fr Madame Tatiana Ayrault, adjointe à la sous-directrice du droit public général (01.49.55.60.82), tatiana.ayrault@agriculture.gouv.fr Mettre Mme Carmela Borel, cheffe de la mission d'appui, en copie des candidatures : carmela.borel@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des affaires financières, sociales et logistiques
Sous-direction de la logistique et du patrimoine
Bureau des moyens logistiques
78 rue de Varenne – 75007 Paris

Gestionnaire des frais de missions

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32344	Référence du poste : A5SAF00088
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le bureau des moyens logistiques se compose de 5 départements : courrier central, atelier d'impression, frais de missions, gestion financière et approvisionnement, ce qui représente 26 agents. Le département des missions du BML a la charge de présenter au payeur l'ensemble de tous les frais liés aux déplacements des agents du ministère conformément à la réglementation en vigueur.

Description du poste et description des missions
- vérifier et contrôler les frais de déplacement engagés par les agents missionnés et assurer leur mise en paiement ; - participer au paramétrage de l'application Chorus DT (création de profil, gestion des habilitations, etc) - veiller au strict respect des textes réglementaires et de la politique des voyages, en matière de remboursement des frais liés aux déplacements - former les agents à l'utilisation de l'application Chorus DT et à la réglementation régissant les frais de déplacement - Instruire les dossiers des états de frais de déplacement (métropole, outre-mer et étranger) pour tous les agents se déplaçant pour le compte de l'administration. - Réception et contrôle des PJ des états de frais(EF), de la concordance entre l'OM /l'EF dans Chorus DT ainsi que la concordance de la dépense ; - Transmission de l'EF pour validation en vue du paiement via l'outil ; - Emission de titres de perception et de rétablissement de crédits. - Assurer une prestation de service et d'assistance aux utilisateurs de Chorus DT - Alimenter les tables d'administration - Assurer l'assistance de niveau 1 aux utilisateurs - Effectuer l'abondement et le suivi des enveloppes de crédits des structures - Apporter un appui fonctionnel sur l'outil de commande en ligne de la billetterie. - Assurer la formation continue des utilisateurs de l'outil de gestion des déplacements Chorus DT - Participer à la formation des utilisateurs - Effectuer une assistance auprès des nouveaux utilisateurs. Les structures du ministère : administration centrale et services déconcentrés Les services comptables et financiers L'AIFE, le voyageur titulaire du marché, l'éditeur de la solution Chorus DT

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissances (appréciées) de la réglementation en matière de déplacements des personnels civils de l'Etat Bonne maîtrise des outils bureautiques Connaissances (appréciées) de CHORUS-DT, de CHORUS formulaires Sens des relations humaines	Sens de l'organisation Aptitude au travail en équipe Goût pour la pédagogie et la négociation Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
- Mme Sylvie MABIT, cheffe du bureau des moyens logistiques : Tel : 01 49 55 49 31 – sylvie.mabit@agriculture.gouv.fr - Mme Frédérique RENARD, Adjointe à la cheffe du bureau des moyens logistiques : Tel : 01 49 55 52 57 – frederique.renard@agriculture.gouv.fr



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général / Service du Numérique
Département Applicatifs et Services Numériques (ASN)
Bureau des systèmes d'information supports (BSIS)

Localisation : 78 rue de Varenne 75007 Paris

Responsable technique numérique

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32345		Référence du poste : A5SNU00188	
Catégorie : A1			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat :	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3	
Attaché d'administration de l'état		3	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le service du numérique (SNUM) est constitué : - de la sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR), - du département des applicatifs et services numériques (ASN), - du département de l'environnement de travail numérique des agents (ETNA), - du département des plateformes, de l'hébergement et des infrastructures (PHI) Le département ASN se compose de 4 bureaux, chargés de la maîtrise d'œuvre des systèmes d'information : - le bureau des systèmes d'information support (BSIS), - le bureau des systèmes d'information de l'alimentation (BSIAL), - le bureau des systèmes d'information des territoires et de la mer (BSITM), - le bureau des systèmes d'information de l'enseignement agricole (BSIEA), ainsi que d'un bureau chargé des méthodes, de la qualité et des outils (BMQO). Parmi ces bureaux, le bureau des systèmes d'information supports (BSIS) assure la maîtrise d'œuvre des applications développées ou intégrées en réponse aux besoins formulés par les maîtrises d'ouvrage du secrétariat général, du cabinet du ministre et du CGAER.

Description du poste et description des missions
La fonction de responsable technique est transverse au bureau des systèmes d'information support et le (la) titulaire du poste intervient sur plusieurs portefeuilles des SI gérés par ce bureau; cependant la spécificité des systèmes et des infrastructures conduit à se spécialiser à termes sur certains domaines. Votre rôle transversal au sein du BSIS vous permet d'associer les fonctions supports et opérationnelles, de comprendre les problématiques métier et d'apporter des réponses techniques tout en participant à de nouveaux projets et à leurs déploiements. Vos missions sont les suivantes : - Assurer la validation de l'architecture générale des applications et services développés pour les SI dont le bureau a la charge, - Garantir la cohérence de l'évolution du SI et proposer des trajectoires de mise en œuvre, - Assister les équipes de développement sous-traitantes et s'assurer de la validation des livrables techniques, - Veiller au respect du cadre de cohérence technique défini par le SNUM pour les projets informatiques du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, - Apporter et partager votre expertise technique aux membres de l'équipe, - Etre le garant du bon fonctionnement des applications en production, - Assister les équipes AMOA/MOA sur des demandes spécifiques et ponctuelles, - Effectuer, ponctuellement, des développements spécifiques, en appui aux équipes projet ou pour des besoins transverses. Le (la) titulaire du poste est en relation continue avec : - Les autres membres de l'équipe BSIS qui assurent la maîtrise d'œuvre et qui ont en charge le pilotage des différents projets, - Les prestataires des marchés de sous-traitance, - Les Responsables Techniques du département ASN (département des applicatifs et des services numériques), - Les équipes du département PHI (département des plateformes, de l'hébergement et des infrastructures), - Les équipes d'AMOA et de MOA, si nécessaire.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Solide compréhension des méthodologies et technologies de développement de logiciels, Bonne connaissance de l'architecture applicative et technique, Capacité à rédiger des documents de cadrage et des dossiers d'architecture, Capacité à évaluer des coûts techniques, Connaissance des architectures micro services appréciée, Pratique de la gestion de configuration, de l'intégration continue Expérience significative : - Environnements java/J2EE, SpringBoot, Angular - Outils et méthodes de CI/CD (SonarQube) - Bases de données (PostgreSQL, Sybase)	Capacité de travail en équipe, Capacité d'organisation et autonomie, Rigueur, méthode, Esprit d'analyse, force de proposition Investigation, résolution de problèmes Réactivité et disponibilité, Bon relationnel.

Autres technologies utilisées : WildFly 16, IntelliJ, Maven, Gitlab, Jira, Confluence

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible** : Télétravail possible
- **Management** : non
- **Logé** : non
-

Personnes à contacter

Xavier Rimbert, Chef du bureau BSIS : xavier.rimbert@agriculture.gouv.fr; Tel : 01 49 55 53 82
Bénédicte Van Coillie, Adjointe du bureau BSIS : benedicte.van-coillie@agriculture.gouv.fr;
Tél : 01 49 55 54 51



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général/Service du Numérique
Département Environnement de Travail Numérique des Agents
Bureau des projets techniques
Localisation : 78 rue de Varenne 75007 PARIS

Ingénieur.e réseaux et télécommunications

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32346		Référence du poste : A5SNU00216	
Catégorie : A1			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Attaché d'administration de l'état		3	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le service du numérique est composé de la sous-direction de la Stratégie, du Pilotage et des Ressources (SPR) et des départements "Applications et Services Numériques" (ASN), "Environnement de Travail Numérique des Agents" (ETNA), "Plateformes, de l'Hébergement et des Infrastructures" (PHI). Le département ETNA, composé d'environ 30 agents, est organisé autour de 3 bureaux chargés respectivement de la maîtrise d'œuvre, de la maîtrise d'ouvrage et de l'assistance. Le bureau des projets techniques se compose de deux pôles : le pôle "Poste de travail et Services Associés" et le pôle "Réseaux et Télécommunication" Le pôle "Réseaux et Télécommunication" assure les missions de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur les sujets réseaux LAN / WAN (RIE - RENATER), téléphoniques (téléphonie fixe, TOIP, mobile) et visioconférence. Cinq collaborateurs et deux prestataires en infogérance assurent la continuité de service et le maintien en condition de sécurité des infrastructures techniques associées.

Description du poste et description des missions
Sous la responsabilité du directeur de projet, le(la) titulaire du poste intervient sur le périmètre des moyens de télécommunications voix, données, images (VDI) des réseaux locaux de l'administration centrale du ministère. Il(elle) pilote les activités sur ce périmètre, assure la mise en service des infrastructures, supervise leur fonctionnement, gère les incidents, assure les évolutions techniques dans le temps et l'assistance de niveau 3. Il(elle) est amené.e à appuyer les équipes dans la supervision des réseaux WAN (RIE / RENATER). - Prendre en charge ou piloter l'installation des composants techniques réseaux et télécom - Administrer les différents dispositifs : supervision, performance, traitement des incidents, documentation des procédures techniques - Assurer l'exploitation des dispositifs - S'approprier les architectures de raccordement des équipements, les données d'entrée du projet (plans, notices, synoptiques) et confronter les situations actuelles aux situations projetées - Réaliser des modifications et compléments sur les plans et synoptiques (parfois la création pure et simple de ces pièces sera nécessaire) sur la base de documents formatés dans l'ensemble des domaines couverts par le poste, - Rédiger des notices détaillant les travaux à réaliser et les moyens de les mettre en œuvre, - Établir des listes de matériel à commander, réalisation des devis. - Prise en charge de l'assistance de niveau 3. Contacts : Encadrement du Service du Numérique Directions d'administration centrale, services déconcentrés et services du numérique d'opérateurs du MASA, agents de l'administration centrale Fournisseurs, sous-traitants

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance dans la conduite de projet Maîtrise dans le domaine des réseaux et des télécommunications. Connaissance des réseaux LAN / WAN Connaissance des marchés publics La maîtrise d'AUTOCAD est un plus	Sens aigu du service et de la relation aux utilisateurs Grande rigueur, réactivité Sens de l'organisation et de la gestion des priorités Maintien permanent des connaissances Capacité à travailler en équipe

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Management : non • Logé : non •

Personnes à contacter
Stéphane ARCHE – Chef du département « Environnement de travail Numérique de l'Agent » - stephane.arche@agriculture.gouv.fr – 01 49 55 58 78



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzeville Tolosane)

Analyste de vulnérabilités

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32347		Référence du poste : A5SNU00218	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		2.2	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse. En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions
L'analyste de vulnérabilité analyse les informations reçues ou obtenues de diverses sources concernant une vulnérabilité présumée et tente de mieux comprendre cette vulnérabilité. Les informations sur la vulnérabilité peuvent être reçues de chercheurs en vulnérabilité, d'intervenants en cas d'incident, de sources publiques ou de sources tierces. L'analyste de vulnérabilité a pour mission de : • Se renseigner sur une nouvelle vulnérabilité en lisant des sources publiques ou d'autres sources tierces • Catégoriser, hiérarchiser et effectuer une évaluation initiale d'une vulnérabilité • Comprendre le défaut de conception ou de mise en œuvre qui provoque ou expose la vulnérabilité • Élaborer les mesures nécessaires pour corriger la vulnérabilité sous-jacente ou atténuer les effets de l'exploitation de la vulnérabilité. Réduire les effets de l'exploitation de la vulnérabilité et le temps d'exposition à la menace. • Documenter les conclusions ou les résultats de l'analyse de la vulnérabilité • Analyser les causes profondes de la vulnérabilité • Participer à la conception des stratégies de détection et de réponse du CSIRT Agriculture (durcissement, création de fiche de remédiation pour réponse, ...) Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord. Conditions particulières d'exercice • Participation à la mise en œuvre de la sécurité numérique de l'Etat : • Obtention d'une habilitation de sécurité Contacts : - ANSSI - Autres CSIRT ministériels - Autres départements du SNum, notamment le département PHI - Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
• Savoir comprendre et expliquer la vulnérabilité d'un point de vue réseau, système et applicatif • Savoir analyser des résultats notamment dans le jeu de vulnérabilités les plus critiques dans un environnement et des outils dédiés (environnement de type « Lab/Sandbox », Linux Kali, etc...) • Savoir assurer un suivi et support sur la remédiation • Savoir rédiger des rapports de vulnérabilités et de synthèses orientés risques • Savoir rédiger des documents techniques Connaissances en matière de développement et intégration • Connaissances en matière d'administration système et réseau	• Animation de réunions techniques • Qualités d'analyse et de synthèse • Qualités relationnelles • Qualités pédagogiques • Aptitude au travail en équipe • Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte • Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Logé : non

- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05
Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzerville Tolosane)

Analyste SOC (Centre opérationnel de sécurité)

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32348		Référence du poste : A5SNU00219	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse. En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions
L'analyste SOC a pour mission la surveillance du système d'information au sens large afin de détecter toutes les activités suspectes ou malveillantes. L'analyste SOC contribue : • à l'identification des événements de sécurité ou des incidents, à l'analyse et à la quantification, • à l'évaluation de la gravité des incidents de sécurité et à leur notification, • à la préconisation des mesures de contournement ou de remédiation, • à la mise en place de l'outillage, • à la veille sur les vulnérabilités et menaces cyber susceptibles d'affecter les systèmes d'information du MASA. Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord. Conditions particulières d'exercice : - Participation à la mise en œuvre de la sécurité numérique de l'Etat - Obtention d'une habilitation de sécurité Contacts : - Prestataire SOC - ANSSI - Autres CSIRT ministériels - Autres départements du SNum, notamment le département PHI - Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Excellente compréhension des systèmes d'exploitation courants tels que Windows, Linux et macOS - Maîtrise des protocoles réseau, notamment TCP/IP, DNS, DHCP, HTTP, HTTPS, SMTP, etc. - Connaissance approfondie des attaques courantes, des techniques d'intrusion et des indicateurs de compromission (IOC) - Compétences en analyse de log et en recherche d'activités suspectes ou malveillantes - Connaissance des vulnérabilités courantes et des techniques d'exploitation associées - Capacité à utiliser des outils d'analyse de malware pour détecter et analyser les logiciels malveillants - Connaissance des bonnes pratiques de sécurisation des systèmes, des réseaux et des applications - Connaissances en matière de développement et intégration - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible

• Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05
Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzerville Tolosane)

Analyste SOC (Centre opérationnel de sécurité)

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32349		Référence du poste : A5SNU00220	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse. En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions
L'analyste SOC a pour mission la surveillance du système d'information au sens large afin de détecter toutes les activités suspectes ou malveillantes. L'analyste SOC contribue : • à l'identification des événements de sécurité ou des incidents, à l'analyse et à la quantification, • à l'évaluation de la gravité des incidents de sécurité et à leur notification, • à la préconisation des mesures de contournement ou de remédiation, • à la mise en place de l'outillage, • à la veille sur les vulnérabilités et menaces cyber susceptibles d'affecter les systèmes d'information du MASA. Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord. Conditions particulières d'exercice : - Participation à la mise en œuvre de la sécurité numérique de l'Etat - Obtention d'une habilitation de sécurité Contacts : - Prestataire SOC - ANSSI - Autres CSIRT ministériels - Autres départements du SNum, notamment le département PHI - Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Excellente compréhension des systèmes d'exploitation courants tels que Windows, Linux et macOS - Maîtrise des protocoles réseau, notamment TCP/IP, DNS, DHCP, HTTP, HTTPS, SMTP, etc. - Connaissance approfondie des attaques courantes, des techniques d'intrusion et des indicateurs de compromission (IOC) - Compétences en analyse de log et en recherche d'activités suspectes ou malveillantes - Connaissance des vulnérabilités courantes et des techniques d'exploitation associées - Capacité à utiliser des outils d'analyse de malware pour détecter et analyser les logiciels malveillants - Connaissance des bonnes pratiques de sécurisation des systèmes, des réseaux et des applications - Connaissances en matière de développement et intégration - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible

• Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05
Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzerville Tolosane)

Analyste en réponse à incidents

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32350		Référence du poste : A5SNU00221	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse. En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions
L'analyste de réponse à incidents analyse et comprend un incident de sécurité confirmé. Il récolte, catégorise, stocke les informations concernant l'incident de sécurité et tout autre événement qui peut être considéré comme pertinents. Il fait en sorte de limiter au plus possible l'impact, de réduire les pertes, et éviter au maximum d'autres attaques (notamment, par exemple, en limitant les faiblesses). L'analyste en réponse à incidents a pour mission de : • Analyser et comprendre les événements de sécurité, potentiels ou confirmés, • Evaluer les impacts et les dommages potentiels, • Analyser les incidents pour identifier la cause racine et les impacts, • Collecter des rapports d'incidents et assurer la coordination d'analyse, • Mettre en place les plans de remédiation et de restauration, • Assurer la coordination d'incidents via le planning, la communication, et la formalisation de rapports. Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord. Conditions particulières d'exercice : - Participation à la mise en œuvre de la sécurité numérique de l'Etat - Obtention d'une habilitation de sécurité Contacts : - ANSSI - Autres CSIRT ministériels - Autres départements du SNum, notamment le département PHI - Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Compréhension des implications de la sécurité et des méthodes d'investigation pour les composants IT les plus communs - Maîtrise des outils d'analyse forensique ainsi que des solutions EDR - Maîtrise des investigations forensiques sur des réseaux ou des périphériques - Large compréhension de TCP/IP, DNS, des services réseau courants et d'autres sujets fondamentaux - Connaissance des techniques de détection, d'analyse et d'évasion des logiciels malveillants. - Expérience de l'analyse des logiciels malveillants - Expérience des tests de pénétration et de l'évaluation de la vulnérabilité des systèmes et réseaux d'entreprise afin de renforcer la sécurité des réseaux. - Expérience des tests de pénétration d'applications web - Connaissance des techniques d'attaque et d'exploitation des logiciels - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non

• Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents
--

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05
Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzerville Tolosane)

Analyste en réponse à incidents

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32351		Référence du poste : A5SNU00222	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		3	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse. En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions
L'analyste de réponse à incidents analyse et comprend un incident de sécurité confirmé. Il récolte, catégorise, stocke les informations concernant l'incident de sécurité et tout autre événement qui peut être considéré comme pertinents. Il fait en sorte de limiter au plus possible l'impact, de réduire les pertes, et éviter au maximum d'autres attaques (notamment, par exemple, en limitant les faiblesses). L'analyste en réponse à incidents a pour mission de : • Analyser et comprendre les événements de sécurité, potentiels ou confirmés, • Evaluer les impacts et les dommages potentiels, • Analyser les incidents pour identifier la cause racine et les impacts, • Collecter des rapports d'incidents et assurer la coordination d'analyse, • Mettre en place les plans de remédiation et de restauration, • Assurer la coordination d'incidents via le planning, la communication, et la formalisation de rapports. Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord. Conditions particulières d'exercice : - Participation à la mise en œuvre de la sécurité numérique de l'Etat - Obtention d'une habilitation de sécurité Contacts : - ANSSI - Autres CSIRT ministériels - Autres départements du SNum, notamment le département PHI - Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Compréhension des implications de la sécurité et des méthodes d'investigation pour les composants IT les plus communs - Maîtrise des outils d'analyse forensique ainsi que des solutions EDR - Maîtrise des investigations forensiques sur des réseaux ou des périphériques - Large compréhension de TCP/IP, DNS, des services réseau courants et d'autres sujets fondamentaux - Connaissance des techniques de détection, d'analyse et d'évasion des logiciels malveillants. - Expérience de l'analyse des logiciels malveillants - Expérience des tests de pénétration et de l'évaluation de la vulnérabilité des systèmes et réseaux d'entreprise afin de renforcer la sécurité des réseaux. - Expérience des tests de pénétration d'applications web - Connaissance des techniques d'attaque et d'exploitation des logiciels - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non

• Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents
--

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05
Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzerville Tolosane)

Analyste centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT)

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32352		Référence du poste : A5SNU00223	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		2.2	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse. En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions
L'analyste CSIRT met en œuvre des actions afin d'anticiper les incidents, les analyse, puis préconise des mesures d'amélioration visant à limiter les incidents futurs. L'analyste CSIRT contribue : • au suivi et à la qualification des alertes remontées par le SOC et les sources extérieures • à l'analyse et l'enquête sur les incidents de sécurité signalés pour en déterminer la cause, l'impact et l'étendue • à la mise en place de mesures de réponse aux incidents pour atténuer les impacts et minimiser les temps d'arrêt • à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies de détection des incidents, y compris la surveillance des journaux • à la veille sur les vulnérabilités et menaces cyber susceptibles d'affecter les SI du MASA • à la conception des stratégies de détection et de réponse du CSIRT du MASA • à l'amélioration continue des pratiques, processus et outils Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord. Conditions particulières d'exercice : - Participation à la mise en œuvre de la sécurité numérique de l'Etat - Obtention d'une habilitation de sécurité Contacts : - ANSSI - Autres CSIRT ministériels - Autres départements du SNum, notamment le département PHI - Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Connaissance approfondie des systèmes d'exploitation courants tels que Windows, Linux et macOS - Maîtrise des protocoles réseau, y compris TCP/IP, DNS, DHCP, HTTP, HTTPS, SMTP, etc. - Expérience avec des outils de détection des intrusions - Compétences en analyse de log et en recherche d'indicateurs compromettants (IoCs) - Compréhension des vulnérabilités courantes et des techniques d'exploitation - Capacité à utiliser des outils d'analyse de malware et à comprendre les techniques de propagation et de fonctionnement des logiciels malveillants - Compétences en script et automatisation avec des langages de programmation (Python) - Compréhension des architectures de sécurité, des modèles de menace et des méthodologies de réponse aux incidents - Expérience avec des techniques de collecte de preuves numériques et d'investigation forensique - Connaissances en matière de développement et intégration - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05
Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources — benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzerville Tolosane)

Analyste centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT)

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32353		Référence du poste : A5SNU00224	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		2.2	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse. En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions
L'analyste CSIRT met en oeuvre des actions afin d'anticiper les incidents, les analyse, puis préconise des mesures d'amélioration visant à limiter les incidents futurs. Le titulaire du poste sera également amené à suppléer le responsable du CSIRT en cas d'absence. L'analyste CSIRT contribue : • au suivi et à la qualification des alertes remontées par le SOC et les sources extérieures • à l'analyse et l'enquête sur les incidents de sécurité signalés pour en déterminer la cause, l'impact et l'étendue • à la mise en place de mesures de réponse aux incidents pour atténuer les impacts et minimiser les temps d'arrêt • à l'élaboration et à la mise en oeuvre des stratégies de détection des incidents, y compris la surveillance des journaux • à la veille sur les vulnérabilités et menaces cyber susceptibles d'affecter les SI du MASA • à la conception des stratégies de détection et de réponse du CSIRT du MASA • à l'amélioration continue des pratiques, processus et outils Le titulaire du poste sera également amené à suppléer le responsable du CSIRT en cas d'absence. Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord. Conditions particulières d'exercice : - Participation à la mise en oeuvre de la sécurité numérique de l'Etat - Obtention d'une habilitation de sécurité Contacts : - ANSSI - Autres CSIRT ministériels - Autres départements du SNum, notamment le département PHI - Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
- Connaissance approfondie des systèmes d'exploitation courants tels que Windows, Linux et macOS - Maîtrise des protocoles réseau, y compris TCP/IP, DNS, DHCP, HTTP, HTTPS, SMTP, etc. - Expérience avec des outils de détection des intrusions - Compétences en analyse de log et en recherche d'indicateurs compromettants (IoCs) - Compréhension des vulnérabilités courantes et des techniques d'exploitation - Capacité à utiliser des outils d'analyse de malware et à comprendre les techniques de propagation et de fonctionnement des logiciels malveillants - Compétences en script et automatisation avec des langages de programmation (Python) - Compréhension des architectures de sécurité, des modèles de menace et des méthodologies de réponse aux incidents - Expérience avec des techniques de collecte de preuves numériques et d'investigation forensique	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

- Connaissances en matière de développement et intégration - Connaissances en matière d'administration système et réseau	
---	--

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05 Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources — benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données (BSUPD)
78 rue de Varenne 75007 Paris

Directeur.rice de projet "Cadrage"

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32354		Référence du poste : A5SNU00210	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		2.2	
Attaché d'administration de l'état		2.2	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le SNum est composé d'une sous-direction (SPR) et de 3 départements : applicatifs et services numériques (ASN), environnement de travail numérique des agents (ETNA), et plateformes, hébergement et infrastructures (PHI). La sous-direction SPR est composée des bureaux : - de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données (BSUPD), - de la MOA et AMOA des SI transverses (BMAT), - des ressources et du budget (BRB), - de la sécurité des systèmes d'information (BSSI). Le BSUPD est chargé d'élaborer les stratégies en matière de numérique. Il pilote la gouvernance avec les services et partenaires du MASA. Il veille à l'urbanisation des SI du MASA et assure le cadrage des projets numériques avec les MOA. Il pilote les actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. Il anime les réseaux d'acteurs. Il coordonne l'administration des données au sein du MASA.

Description du poste et description des missions
La personne titulaire du poste sera principalement chargée d'assurer, au sein d'une équipe de 3 à 4 personnes, le cadrage des projets informatiques avec les MOA. Elle pourra être amenée à participer au pilotage d'actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. Dans le cadre des missions de cadrage: - Recenser les besoins de la MOA. - S'assurer que les avantages attendus du projet sont en proportion de ses coûts. - Etablir si le projet doit être réalisé par développement spécifique (interne ou start up d'état) ou si des solutions existantes peuvent être réutilisées pour tout ou partie du projet. - Etudier si les modalités d'insertion du projet dans les systèmes existants (urbanisation, administration de données) sont satisfaisantes. - S'assurer que le décommissionnement de l'ancien système est intégré au projet. - S'assurer que la gouvernance du projet est correctement organisée et dimensionnée pour lancer le projet. Dans le cadre des missions de pilotage: - Etablir des feuilles de route pour le suivi d'actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. - Organiser et animer des comités réguliers avec l'ensemble des acteurs concernés. - Suivre la réalisation de ces feuilles de route et faire des bilans réguliers pour rendre compte de l'avancement. - Rendre compte à la hiérarchie de l'avancement des différents projets et alerter le cas échéant. En interne au SNum : - Autres bureaux de la sous-direction. - Autres départements du SNum. Contacts : En externe : - Autres services de l'administration centrale du MASA. - Services déconcentrés. - Opérateurs. - Autres ministères et DINUM dans le cadre de la recherche de solutions existantes.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Expérience dans l'urbanisation et la définition de SI.	Compétences relationnelles.
Bonne connaissance des sujets numériques, avec vision et recul.	Qualités rédactionnelles.
Compréhension et appropriation des notions et règles de gouvernance.	Esprit de synthèse.

	Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte. Appétence pour la réflexion et la construction de cadre normatif. Disponibilité, discrétion et adaptabilité.
--	---

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Jean-Louis LARRIEU, Chef de bureau de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données – jean-louis.larrieu@agriculture.gouv.fr - 01.49.55.55.93
Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources – benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données (BSUPD)
78 rue de Varenne 75007 Paris

Directeur.rice de projet Pilotage

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32355		Référence du poste : A5SNU00209	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		2.2	
Attaché d'administration de l'état		2.2	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le SNum est composé d'une sous-direction (SPR) et de 3 départements : applicatifs et services numériques (ASN), environnement de travail numérique des agents (ETNA), et plateformes, hébergement et infrastructures (PHI). La sous-direction SPR est composée des bureaux : - de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données (BSUPD), - de la MOA et AMOA des SI transverses (BMAT), - des ressources et du budget (BRB), - de la sécurité des systèmes d'information (BSSI). Le BSUPD est chargé d'élaborer les stratégies en matière de numérique. Il pilote la gouvernance avec les services et partenaires du MASA. Il veille à l'urbanisation des SI du MASA et assure le cadrage des projets numériques avec les MOA. Il pilote les actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. Il anime les réseaux d'acteurs. Il coordonne l'administration des données au sein du MASA.

Description du poste et description des missions
La personne titulaire du poste sera principalement chargée d'assurer, au sein d'une équipe de 3 à 4 personnes, le pilotage d'actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. Elle pourra être amenée à participer au cadrage des projets informatiques avec les MOA. Dans le cadre des missions de pilotage: - Etablir des feuilles de route pour le suivi d'actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. - Organiser et animer des comités réguliers avec l'ensemble des acteurs concernés. - Suivre la réalisation de ces feuilles de route et faire des bilans réguliers pour rendre compte de l'avancement. - Rendre compte à la hiérarchie de l'avancement des différents projets et alerter le cas échéant. Dans le cadre des missions de cadrage: - Recenser les besoins de la MOA. - S'assurer que les avantages attendus du projet sont en proportion de ses coûts. - Etablir si le projet doit être réalisé par développement spécifique (interne ou start up d'état) ou si des solutions existantes peuvent être réutilisées pour tout ou partie du projet. - Etudier si les modalités d'insertion du projet dans les systèmes existants (urbanisation, administration de données) sont satisfaisantes. - S'assurer que le décommissionnement de l'ancien système est intégré au projet. - S'assurer que la gouvernance du projet est correctement organisée et dimensionnée pour lancer le projet. En interne au SNum : - Autres bureaux de la sous-direction. - Autres départements du SNum. Contacts : En externe : - Autres services de l'administration centrale du MASA. - Services déconcentrés. - Opérateurs. - Autres ministères et DINUM dans le cadre de la recherche de solutions existantes.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Expérience avérée dans le pilotage de SI.	Compétences relationnelles.
Expérience dans l'urbanisation et la définition de SI.	Qualités rédactionnelles.

Bonne connaissance des sujets numériques, avec vision et recul.	Esprit de synthèse.
Compréhension et appropriation des notions et règles de gouvernance.	Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte.
	Appétence pour la réflexion et la construction de cadre normatif.
	Disponibilité, discrétion et adaptabilité.

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Jean-Louis LARRIEU, Chef de bureau de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données – jean-louis.larrieu@agriculture.gouv.fr - 01.49.55.55.93
Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources – benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données (BSUPD)
78 rue de Varenne 75007 Paris

Directeur.rice de projet « Cadrage »

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 32356		Référence du poste : A5SNU00118	
Catégorie : A2			
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels		Nature du contrat : NC	
Corps		Groupe RIFSEEP	
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts		4	
Attaché d'administration de l'état		2.2	
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		2.2	
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)			
Poste V (Vacant)			

Descriptif de l'employeur
Le SNum est composé d'une sous-direction (SPR) et de 3 départements : applicatifs et services numériques (ASN), environnement de travail numérique des agents (ETNA), et plateformes, hébergement et infrastructures (PHI). La sous-direction SPR est composée des bureaux : - de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données (BSUPD), - de la MOA et AMOA des SI transverses (BMAT), - des ressources et du budget (BRB), - de la sécurité des systèmes d'information (BSSI). Le BSUPD est chargé d'élaborer les stratégies en matière de numérique. Il pilote la gouvernance avec les services et partenaires du MASA. Il veille à l'urbanisation des SI du MASA et assure le cadrage des projets numériques avec les MOA. Il pilote les actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. Il anime les réseaux d'acteurs. Il coordonne l'administration des données au sein du MASA.

Description du poste et description des missions
La personne titulaire du poste sera principalement chargée d'assurer, au sein d'une équipe de 3 à 4 personnes, le cadrage des projets informatiques avec les MOA. Elle pourra être amenée à participer au pilotage d'actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. Dans le cadre des missions de cadrage: - Recenser les besoins de la MOA. - S'assurer que les avantages attendus du projet sont en proportion de ses coûts. - Etablir si le projet doit être réalisé par développement spécifique (interne ou start up d'état) ou si des solutions existantes peuvent être réutilisées pour tout ou partie du projet. - Etudier si les modalités d'insertion du projet dans les systèmes existants (urbanisation, administration de données) sont satisfaisantes. - S'assurer que le décommissionnement de l'ancien système est intégré au projet. - S'assurer que la gouvernance du projet est correctement organisée et dimensionnée pour lancer le projet. Dans le cadre des missions de pilotage: - Etablir des feuilles de route pour le suivi d'actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. - Organiser et animer des comités réguliers avec l'ensemble des acteurs concernés. - Suivre la réalisation de ces feuilles de route et faire des bilans réguliers pour rendre compte de l'avancement. - Rendre compte à la hiérarchie de l'avancement des différents projets et alerter le cas échéant. En interne au SNum : - Autres bureaux de la sous-direction. - Autres départements du SNum. Contacts : En externe : - Autres services de l'administration centrale du MASA. - Services déconcentrés. - Opérateurs. - Autres ministères et DINUM dans le cadre de la recherche de solutions existantes.

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Expérience dans l'urbanisation et la définition de SI.	Compétences relationnelles.
Bonne connaissance des sujets numériques, avec vision et recul.	Qualités rédactionnelles.

Compréhension et appropriation des notions et règles de gouvernance.	Esprit de synthèse. Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte. Appétence pour la réflexion et la construction de cadre normatif. Disponibilité, discrétion et adaptabilité.
--	---

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Jean-Louis LARRIEU, Chef de bureau de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données – jean-louis.larrieu@agriculture.gouv.fr - 01.49.55.55.93
Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources – benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr - 01.49.55.47.94



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires du Loiret
131, rue du Faubourg Bannier
45042 ORLEANS Cedex 1

Gestionnaire aides agricoles et protection du foncier

N° de publication : 32357	Référence du poste : A5D4500033
Catégorie : B	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	Nature du contrat :
Corps	Groupe RIFSEEP
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur
Le service agriculture de la DDT 45 (17 agents répartis sur deux pôles) est chargé de la mise en œuvre des politiques agricoles. Le poste est situé au sein du "Pôle Compétitivité et Territoires" (8 agents) en charge : - des aides aux investissements, à l'installation et conjoncturelles - du suivi des demandeurs d'aides PAC (base exploitant, gestion des DPB) - du contrôle des structures agricoles et du suivi des GAEC - de l'accompagnement de la transition agro-écologique.

Description du poste et description des missions
Les objectifs du poste sont de : - Participer au suivi de la réduction de la consommation des terres agricoles - Gérer différents dispositifs d'aide : « Accompagnement pour l'installation et la transmission en agriculture » (AITA), aides à l'investissement, aides conjoncturelles. Participer au suivi de la réduction de la consommation des terres agricoles : Seconder la chargée de mission agro-écologie en participant à la rédaction des avis sur les documents d'urbanisme, aux analyses au cas-par-cas pour les autorisations environnementales, et en participant aux réunions du Pôle Energies Renouvelables Gérer les aides du dispositif AITA : stages de parrainage, inscription au RDI, diagnostic d'exploitation à céder, stages 21 heures, plans de professionnalisation personnalisés (PPP), etc. Participer à la gestion des aides à l'investissement en agriculture, en binôme avec l'agent référent : par exemple DINA-CUMA ou Pacte en faveur des haies Participer à la gestion des aides conjoncturelles, en binôme avec l'agent référent : par exemple indemnités grippe aviaire ou ISN (indemnité de solidarité nationale) Lors de situation de crise, participer à des missions autres que celles de sa fiche de poste (plan de surveillance des levées de la Loire par exemple) Relations internes : Agents du SADR, du SUADT et du SEEF Relations externes : agriculteurs, MASA, DRAAF, ASP, Chambre d'Agriculture

Descriptif du profil recherché	
Savoirs	Savoir-faire
Connaissance générale de l'agriculture et des exploitations agricoles Connaissances informatiques : bureautique et outils spécifiques (Osisis)	Rigueur administrative Gérer les délais et priorités Avoir un bon relationnel Être pédagogue Tenir à jour sa documentation, analyser les circulaires Bien maîtriser Calc

Informations complémentaires et critères candidats
• Télétravail possible : Télétravail possible • Niveau d'expérience minimum requis : Confirmé • Management : non • Logé : non • Niveau d'études : Diplômes de niveau bac +2

Personnes à contacter
Nicolas GUILLET, Chef de service Tél : 02.38.52.47.50 - Messagerie : nicolas.guillet@loiret.gouv.fr Mme Sandrine RATHEAU, Cheffe du Pôle compétitivité et territoires Tél : 02.38.52.46.71 - Messagerie : sandrine.ratheau@loiret.gouv.fr